

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

UNIVERSITE DE TOAMASINA

FACULTE DES LETTRES & SCIENCES HUMAINES

DEPARTEMENT DE PHILOSOPHIE



LA PRATIQUE MACHIAVELIQUE COMME APPROCHE DE LA POLITIQUE COMORIENNE

**Mémoire en vue de l'obtention
du diplôme de Maîtrise en philosophie présenté par :**

M. ASSANE AHMED HAFI

Sous la direction de **Monsieur RAZAFITSIAMIDY Antoine**
Maître de Conférences
03 Décembre 2008

Année universitaire : 2008

DEDICACE

A la mémoire de notre mère
CHAÏANTI Saïd Ali

A notre père AHMED Hafi,

Et à notre petite sœur
TAMDJIDA Ahmed

REMERCIEMENTS

Le présent ouvrage n'aurait pas vu le jour sans la participation des personnes citées ci-après, à qui, nous témoignons notre profonde reconnaissance.

Nos premiers remerciements s'adressent à tous les enseignants de la faculté des lettres et sciences humaines, notamment à ceux du département de philosophie.

Notre gratitude va en particulier à l'endroit de Monsieur Antoine RAZAFITSIAMIDY, Maître de conférences, qui nous a initié aux méthodes de recherches scientifiques, nous ayant permis d'élaborer plus ou moins facilement un tel travail. Malgré ses multiples occupations, il n'a pas ménagé ses efforts pour nous diriger dans l'élaboration de ce travail d'étude et de recherches.

Nous ne pourrions pas oublier de témoigner notre profonde estime à cette personne qui nous est très chère, ma fiancée, Mlle Laimounat Salim Halifa, qui a été toujours présente à nos côtés durant les moments difficiles.

Notre reconnaissance va également à l'endroit de nos parents, de nos frères et sœurs, qui nous ont aidé financièrement, matériellement et moralement durant nos études.

Nous présentons ces mêmes remerciements à notre belle-mère et belle-sœur, qui nous ont encouragé jusqu'à l'achèvement de ce mémoire. Qu'Allah nous bénisse tous !

=4 =

INTRODUCTION

L'étude de la vie politique est un problème philosophique qui a, depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours, préoccupé bien de grands penseurs. Déjà, dans l'Antiquité, les penseurs avaient centré leur réflexion sur la définition d'une organisation collective permettant au plus grand nombre d'atteindre le bonheur. A la Renaissance, les rapports entre la morale et la politique, ainsi que les conceptions théologico-politiques du bien et du mal ont évolué, notamment sous l'impulsion de Machiavel qui introduit une nouvelle vision politique : c'est pour cette raison qu'on le considère comme étant l'un des principaux théoriciens ou initiateurs de la pensée politique moderne.

Nicolas Machiavel (1469 – 1527) est un homme d'Etat italien, mais c'est aussi un historien et un penseur politique du XVI^e siècle, une époque de violence en Italie. La violence est générée par la force. Les princes de cette époque faisaient des conquêtes violentes dans les provinces. Or, la force appelle la force. Paradoxalement, prônant la violence, Machiavel se présente comme un politicien qui aime l'ordre et la paix. Il voulait un Etat Républicain. Cet Etat doit favoriser le dialogue rusé permettant aux politiciens de réussir. Le chapitre XVIII du *Prince* recommande la ruse politique. Il évoque la manière spécifique de se battre comme une bête. Dans ce chapitre, l'auteur explique que les princes qui ont fait de grandes « choses » sont ceux qui ont su utiliser la ruse et circonvenir l'esprit des hommes, au lieu de leur désobéir. Ils ont vaincu

ceux qui se sont fondés sur la loyauté. En politique, il y a des événements qui trompent les citoyens non expérimentés. Sous cet angle, le politicien doit être expérimenté et prudent. Machiavel écrit :

« Certains événements se présentent d'ailleurs de telle façon qu'ils trompent les hommes qui n'ont pas une expérience consommée de la politique »¹.

Pour le prince, l'art de tromper est supérieur à la capacité de destruction. La ruse est un moyen économique pour prendre et conserver le pouvoir. Dans cette étude approfondie, Machiavel introduit dans ses écrits l'image de deux animaux : le renard, symbole de la ruse, et le lion, symbole de la force. On dit que le lion est le roi des animaux. Machiavel dit que le renard est plus « intelligent » que le lion. Dans son œuvre, nous constatons que la ruse est toujours victorieuse dans les batailles politiques, alors que la force du lion ne cesse d'engendrer la violence.

Chez Machiavel, la force est utile, mais elle ne doit être utilisée qu'en dernier recours. Selon ce penseur, le renard et le lion sont les modèles du bon prince. Ce dernier doit se présenter devant le peuple avec un visage humain. Toutefois, il doit, en cas de nécessité, savoir agir avec brutalité.

Soulignons que si Machiavel montre qu'une bonne réussite en politique est à la poursuite de la ruse qui préserve la plupart du temps la paix, non pas la violence commise par la force, il nous dit aussi que l'action politique, si elle veut réussir, ne doit pas forcément se conformer aux exigences de la morale : un prince audacieux, astucieux, et qui cherche avant tout l'efficacité, doit savoir dépasser toute morale.

En effet, Machiavel avait d'abord constaté qu'au Moyen Age, l'Eglise avait occupé une place centrale dans les affaires politiques, si bien qu'elle ne faisait qu'un avec l'Etat. Or, aux yeux de Machiavel, en matière de politique, la religion ne doit éventuellement servir que d'instrument de conservation du pouvoir politique.

¹ Machiavel, *Discours sur la première décade de Tite-Live*, in *Œuvres complètes*, p. 560.

Certes, l'avènement de la Renaissance apportera de nouvelles idées. On sait que c'était d'abord une période de transition qui redécouvrait l'Antiquité. Les grands esprits de la Renaissance ont été tentés par l'esprit aventureux de l'époque, et ces intellectuels ont participé au débat intellectuel de leur temps. La simple étude de la nature était déjà révolutionnaire. Les sciences de la Renaissance se séparent alors de la religion, comme on le voit avec la publication de l'ouvrage de Copernic sur le mouvement des sphères célestes, ouvrage qui met en avant l'explication héliocentrique de l'univers.

Quant à Machiavel, il a saisi cette occasion pour introduire une nouvelle vision de l'action politique : il commence par démystifier la toute-puissance de la religion qui, selon lui, est l'un des obstacles à l'unification de l'Italie à son époque. Ensuite, il va envisager la possibilité de plusieurs stratégies dans l'action politique, (comme le cas de la ruse face à la force) qui devront être ordonnées selon les occasions, elles consisteront surtout en une volonté de domination ou d'écrasement des adversaires politiques. Le prince rendra ces actions tolérantes en se faisant passer pour un sauveur.

Enfin, c'est Machiavel qui inaugure l'analyse politique moderne, celle qui ne considère que le but de toute action politique est l'efficacité, insistant surtout sur le fait que seule la fin justifie les moyens. Il se donne pour unique objectif l'efficacité en matière d'action politique, faisant alors passer au second plan toute autre considération de doctrine, de morale ou de principes.

Machiavel avait constaté que la période qui s'étend entre le XV^e et le XVI^e siècles, était une période où l'Europe était secouée par l'instabilité politique, et que c'était précisément les considérations de ce genre qui avaient été à l'origine de cette instabilité.

L'auteur prend pour exemple la République de Florence qui a traversé une vie politique difficile ; les Républiques n'avaient que des mandats de courte durée, justement à cause des divergences entre les principes adoptés pour accéder au pouvoir. C'est pourquoi Machiavel va

évoquer aussi la doctrine de l'anacyclose¹ qui pose qu'il existe un cercle de dégradation des régimes politiques, comme l'avait déjà évoqué Platon dans *La République* où la timocratie dégénère en oligarchie, l'oligarchie en démocratie et la démocratie en tyrannie, etc.

Platon, pour sa part, estime par-dessus tout, que l'exercice efficace du pouvoir suppose un vrai discernement, que seules les études les plus complètes de la nature humaine peuvent permettre. Il a donc prôné une aristocratie fondée sur le mérite, et il a dénoncé les insuffisances de toute autre forme de gouvernement. C'est dans *La République* et *Les Lois* que Platon va dresser un tableau de la cité idéale, si bien que ces œuvres ont servi de référence à toutes les utopies qui, au cours de l'histoire, ont tenté de parvenir à formuler les conditions d'une société idéale.

Machiavel, de son côté, va également examiner l'ensemble des désordres politiques qui ont secoué Florence, et c'est ainsi qu'il va élaborer une synthèse rigoureuse, dans laquelle il établit un lien nouveau et efficace entre le modèle théorique, l'expérience historique et la pratique politique. Son entreprise a visé essentiellement à unir l'Italie pour la débarrasser des invasions étrangères.

Et c'est dans son œuvre la plus célèbre, *Le Prince*, qu'il va alors expliquer comment un prince doit faire pour s'emparer du pouvoir politique, et comment il doit agir pour le conserver.

Le penseur politique analyse donc les qualités de l'homme d'Etat idéal : celui-ci doit posséder tout d'abord talent, mérite, courage et sagesse. C'est-à-dire qu'il doit aussi être en mesure de voir la réalité telle qu'elle est, et d'agir en conséquence. C'est ainsi qu'« il s'en tient au bien, s'il le peut, mais savoir entrer dans le mal s'il le faut »².

Machiavel propose alors une réflexion sur la manière dont un dirigeant doit gouverner dans une principauté. Pour lui, il ne s'agit pas tant

¹ C'est-à-dire la théorie de l'évolution de l'Etat qui tombe d'une royauté en tyrannie, de la tyrannie au régime aristocratique, lequel dégénère en oligarchie, d'où sort la démocratie, mais celle-ci se dégrade en ochlocratie, et de là, on retourne à la monarchie.

² Machiavel, *Le Prince*, p. 167.

de chercher l'avènement d'une cité idéale comme chez Platon, mais de viser à l'équilibre de la cité. *Le Prince* est en fait une leçon adressée à tout prince qui désire instaurer un pouvoir et le maintenir : selon Machiavel, le problème pour un prince n'est donc pas d'essayer d'établir un régime idéal où le peuple serait heureux, mais de s'arranger de sorte que celui-ci ne se révolte pas contre lui.

Cette problématique du pouvoir machiavélique est celle qui, à notre avis, a dominé toute l'histoire récente des Comores pendant ces dernières années. Il y a eu de nombreux chefs d'Etat qui se sont succédé à la tête de l'Etat comorien, et la caractéristique de ces régimes dictatoriaux est leur brièveté, ce qui a entraîné une instabilité politique au niveau du pays. En tant qu'intellectuel comorien, il y a lieu, par souci de donner des éléments de réponse, de s'interroger sur le pourquoi et le comment de cette situation, car en réalité, les Comores se portent très mal, mais, elles pourraient retrouver la viabilité et la crédibilité si elles respectent de la constitution. La constitution ne peut être respectée que par la restauration de certaines conditions dans le pays. La dépolitisation de la société et de l'Administration des Comores, l'application rigoureuse des lois qui pourraient empêcher et réprimer les détournements des deniers publics, et l'instauration d'institutions rationnelles qui correspondent aux réalités comoriennes. Et la mise en place d'une justice pour juger les dirigeants qui commettraient des crimes contre l'humanité. En effet, c'est le développement du pays qui entraînera le bonheur de la population comorienne.

C'est sur la base de toutes ces réflexions que nous avons opté pour notre thème qui s'intitule : « *La pratique machiavélique comme approche de la politique comorienne* ».

Nous avons fait ce choix, car nous avons été inspiré par l'œuvre de Machiavel intitulé *Le Prince*. Il s'agit, dans notre analyse, de voir comment un prince ou un dirigeant peut diriger un pays. Quelles devront être les qualités d'un tel prince ? Comment concevons-nous la politique comorienne par rapport au machiavélisme ? Celui-ci doit être rusé comme le renard pour se jouer de la méchanceté humaine, et avoir la force du lion

pour combattre l'ennemi. Cependant, Machiavel a bien précisé que l'usage de telles qualités ne doit servir que l'intérêt général. En plus de cela, Machiavel n'a pas cherché à justifier ou à simplifier, voire à rationaliser l'exercice du pouvoir politique. C'est dans *Le Prince* qu'il développe une philosophie politique fondée, non sur la raison, mais sur l'autorité, voire sur la violence, si cela est nécessaire. Selon lui, les philosophes politiques avant lui ont échoué, parce qu'ils étaient essentiellement influencés par des principes absolus ou religieux : ils ont alors méprisé la réalité humaine. Comme conseil, Machiavel suggère que pour s'emparer du pouvoir politique, le prince doit faire preuve d'esprit belliqueux, de ruse, d'hypocrisie, de séduction, de mensonge, d'humanité et d'inhumanité à la fois.

Pour mener à bien ce travail, nous proposons trois parties. Dans la première partie, nous montrons le machiavélisme politique comme attitude politique déloyale. Dans la deuxième partie, nous examinerons le machiavélisme politique aux Comores, en voyant comment ont gouverné les « princes » comoriens, et combien le pays a été secoué par les divers coups d'Etat perpétrés par les mercenaires européens, entre autre Bob Denard. Et enfin, dans la troisième partie, nous verrons la philosophie politique de Machiavel.

PREMIERE PARTIE

QU'EST-CE QUE LE MACHIAVELISME POLITIQUE ?

CHAPITRE I

LA NOTION MACHIAVELIENNE

I.- Anthologie machiavélienne

Cette petite anthologie machiavélienne reproduit les pages qui nous ont paru importantes. Cela pour éviter toute équivoque dans la pensée politique de Machiavel. Les concepts politiques, que l'homme moderne utilise, place Machiavel à la tête de ceux qui sont à l'origine de la pensée politique.

Parmi ses écrits, on trouve le concept de principauté qui domine l'ensemble de sa philosophie. D'après Jean- François Duvernoy :

« C'est à force de bien peser et mesurer toute chose que la plupart des princes réussissent en leurs desseins »¹.

Dans ces écrits, Machiavel cite les princes qui ont conquis des royaumes et territoires ou qui les ont perdus. Toujours au gré du hasard, et ce sont alors louanges quand ils conquièrent, vitupérations quand ils perdent, et lorsque c'est après une longue période de prospérité qu'ils s'effondrent, loin de chercher la faute là où elle est, on accuse le ciel et la défaveur des destins. C'est bien quand même ce que disent nos dirigeants actuels s'ils échouent dans les affaires politiques.

¹ Jean-François Duvernoy, *Pour connaître Machiavel*, p. 213.

Mais pourquoi la diversité de leur conduite sert ou dessert les hommes, indifféremment ? A cette question, Jean-François Duvernoy répond en expliquant que la nature, tout comme elle a donné aux hommes divers visages, leur a pareillement donné divers esprits et diverses fantaisies. Il en résulte que chacun se comporte suivant son génie et sa fantaisie, comme les époques elles-mêmes et les conjonctures se trouvent diverses ; l'homme qui voit réussir tous ses désirs, l'homme fortuné, est celui qui a la chance de rencontrer la minute propice à son comportement, et au contraire, l'infortuné est celui dont le comportement ne correspond pas au temps de la conjoncture.

Pourquoi deux hommes qui se comportent différemment, n'obtiennent pas les mêmes résultats ? Les conjonctures politiques sont aussi innombrables que les Etats, le temps et les dites conjonctures changent sans cesse, tant au niveau universel qu'au niveau particulier. Les hommes ne modifient point leurs fantaisies ni leurs manières de se comporter. Ils oublient que les choses du monde changent au fil du temps.

Celui qui serait sage pour transmettre des connaissances tout le temps trouvait juste que « le sage commande aux astres et aux destins ». Mais comme ces sages-là n'existent pas, les hommes ont la vue courte, et sont incapables de commander à leur nature ; il s'ensuit que c'est la fortune qui change, commande aux hommes et les tient sous le joug. Et pour appuyer cette opinion, nous nous contentons des exemples sur lesquels Jean-François Duvernoy les a fondées ; ces exemples se complètent :

« Cruauté, perfidie et impiété, ce sont l'humanité, la bonne foi et la religion qui contribuent à la même et unique fin : car comme les amers corrompent le goût, et les douceurs l'affadissent, les hommes se dégoûtent du bien et se plaignent du mal. Telles sont les raisons, avec d'autres, qui ont ouvert à Annibal et à Scipion, l'Espagne, c'est ainsi que l'un et l'autre ont rencontré le temps et la conjoncture favorables à leur comportement »¹.

¹ Jean-François Duvernoy, *Pour connaître Machiavel*, p. 214.

Dans le *Discours sur la première décade de Tite-Live*, Machiavel montre que les grands hommes et les Républiques bien constituées conservent, quelle que soit leur fortune, le même courage et la même dignité.

« La fortune ne peut rien sur les grands hommes : son inconsistance, soit qu'elle les élève, soit qu'elle les abaisse, ne change point leurs dispositions ni leur fermeté d'esprit, tellement inséparable de leur style de vie que chacun reconnaît sans peine qu'ils sont inaccessibles à ses corps »¹.

La conduite des âmes faibles est bien différente. Enorgueillies et enivrées par la bonne fortune, elles attribuent tous leurs succès à une *virtù* qui leur fut toujours étrangère, et se rendent par là insupportables et odieux. Au moindre retour de la fortune, et leur folle présomption ne tarde pas à les attirer, on les voit aussitôt passer d'un excès à l'autre et montrer de la lâcheté :

« De là vient que les princes de cette sorte songent plutôt à fuir qu'à se défendre de l'adversité. Comme ils ont fait un mauvais usage de la prospérité »².

Ces vertus et ces vices peuvent se rencontrer dans les républiques aussi bien que dans le particulier. Rome et Venise en sont la preuve. Jamais l'infortune n'abattit le courage des Romains, et le succès ne les rendirent insolents, comme on le vit clairement après la défaite de Cannes et leur victoire sur Antiochus. Cette défaite, quoique bien alarmante puisqu'elle était la troisième qu'ils essayaient, ne les jeta point dans un vil abattement ; ils mirent de nouvelles armées en campagne, refusèrent de violer les institutions en rachetant les prisonniers, et n'envoyèrent point solliciter la paix auprès d'Annibal, ou dans le Carthage. Repoussant toutes ces lâches pensées, ils ne songèrent qu'à combattre de nouveau, et suppléèrent à la disette d'hommes en armant les vieillards et les esclaves. C'est une analyse et explication de Duvernoy pour connaître Machiavel.

Inversement, leurs succès ne les rendaient jamais insolents. Antiochus, avant de livrer et de perdre la bataille, envoya demander la paix à

¹ Machiavel, *Discours sur la première décade de Tite-Live*, p. 318.

² *Ibidem*, p. 318.

Scipion. Celui-ci exigea pour conditions qu'il se retirât en Syrie, et qu'il s'en remît pour le reste à la décision des Romains. Ce prince s'y refusa, en vint aux mains, et fut vaincu. Il envoya alors des ambassadeurs à Scipion avec ordre d'accepter toutes les conditions qui seraient imposées par le vainqueur. Ce chef ne propose point d'autres que celles qu'ils avaient proposées avant le combat.

On a vu les Vénitiens tenir une conduite tout opposée dans la bonne fortune, qu'ils attribuent à une *virtù* qu'ils n'ont pas, leur insolence va jusqu'à traiter le roi de France de petit garçon de Saint-Marc. Ils trouvent l'Italie trop petite pour eux, et ont mis en tête de se tailler un Empire pareil à celui des Romains.

Tel est le sort réservé à tous les gouvernements semblables à celui de Venise. L'insolence dans la prospérité et l'aveulissement des riverains sont le fruit de leur conduite et de leur éducation. En lui apprenant à mieux connaître le monde, elle lui apprend aussi à montrer moins d'ivresse dans les succès et moins d'abattement dans l'adversité. Ce que nous disons ici d'un seul homme peut s'appliquer aux citoyens d'une république ; les citoyens sont tous modelés par le genre de vie qu'ils y mènent.

En effet, toute ville armée est organisée à l'image de Rome. Les citoyens apprennent chaque jour, soit en public, soit en particulier, à développer leur courage et à maîtriser la fortune. Elle réussit toujours, en quelque occurrence que ce soit, à sauvegarder comme Rome son esprit et sa dignité. Désarmée et se fiant uniquement aux caprices de la fortune, et non à sa propre *virtù*, elle subit tous les caprices, elle aura le même sort que Venise.

Cela explique pourquoi quelques dirigeants actuels n'arrivent pas à sauvegarder l'esprit et la dignité de leurs Etats.

Dans *Le Prince*, nous apprenons (le chapitre 18), comment les princes doivent garder leur foi comme une partie essentielle pour illustrer cette anthologie machiavélique. D'après ce passage, il est bon pour un prince de maintenir sa foi et vivre dans l'intégrité, non sans ruses ni tromperies. Néanmoins, on voit par expérience de notre temps que ces

princes ne tiennent pas compte de leur foi, et ont su par ruse circonvenir l'esprit des hommes ; à la fin, ils ont surpassé ceux qui se sont fondés sur la royauté.

Pour Machiavel, il faut donc savoir qu'il y a deux manières de combattre, l'une par les lois, l'autre par la force : la première sorte est propre aux hommes, la seconde aux bêtes. Cette règle fut enseignée aux princes, ils peuvent user de l'une ou de l'autre ; l'une sans l'autre n'est pas durable. Puisqu'un prince doit savoir bien user des bêtes, il doit choisir le renard et le lion ; car le lion ne peut se défendre des rets, le renard des loups. Il faut donc être renard pour connaître les filets, et lion pour faire peur au loup. Ceux qui veulent simplement faire les lions n'entendent rien.

Ce prince a pour mission d'unifier l'Italie et la délivrer des barbares. Machiavel écrit ceci :

« S'il y a de sagesse et de talent d'y introduire une forme qui apportât honneur, et profit à la communauté des hommes de ce pays, il me semble qu'il y a tant de choses qui viennent toutes en faveur d'un prince nouveau, que je ne sais quel temps fut jamais plus propice »¹.

Cette matière c'est une institution, car cela procède de ce que les institutions du temps passé, selon Machiavel, n'étaient pas bonnes, et il n'est encore venu personne qui en ait trouvé de meilleures. Il ajoute :

« Et il n'y a chose qui cause tant d'honneur à l'homme qui nouvellement croit, comme font les nouvelles et ordonnances par lui inventées. Telles choses, quand elles sont bien fondées et ont en elles grandeur, lui acquièrent une majesté merveilleuse : et en Italie la matière ne manque pas pour y introduire toute forme qu'on veuille »².

Il faut donc un rédempteur capable de chasser les étrangers, unifier l'Italie et la doter d'une institution politique efficace. Voilà le message que renferme l'anthologie machiavélique. Mais la génération d'après a mal interprété cette anthologie et fait de sa pensée une contribution majeure à

¹ Machiavel, *Le Prince*, p. 177.

² *Ibidem*, p. 178.

conserver le pouvoir très longtemps, user des forces, éliminer les ennemis (opposants), d'où l'application du machiavélisme.

II.- Machiavel et le machiavélisme

Rappelons que très longtemps, Machiavel a été perçu négativement. Ajoutons qu'on a fait de ce penseur le fondateur d'une forme de domination de l'homme par l'homme qu'on appelle aujourd'hui « le machiavélisme », afin de servir une ambition qui use tous les moyens pour parvenir à ses fins. Cette forme de pouvoir politique recourt sans aucun scrupule à la ruse, à la perfidie ou à la tromperie.

Il apparaît cependant que, lorsqu'on identifie Machiavel au machiavélisme ou bien si on l'assimile au machiavélisme, Aron considère que :

« Machiavel élabore un ensemble de règles relatives à la conduite de l'action politique tyrannique, dont les élites des Etats autoritaires contemporains n'ont pas manqué de tirer les conséquences concrètes pour leur stratégie de conquête et de conservation du pouvoir »¹.

Cette identification, en général, se limite essentiellement à des analyses du *Prince*. On admet que le machiavélisme forme en ce sens le noyau de la pensée de Machiavel. Aron pense que Machiavel et le machiavélisme désignent une sorte « d'idéal type » dans lequel peuvent trouver place des variantes, conformes au machiavélisme politique de quelques dirigeants actuels.

Une fois identifié cet idéal type, quel en est le contenu ? La conception de la société, de l'histoire et de l'action politique qui en dérive chez Machiavel se fonde d'abord sur la mise en œuvre d'une méthode d'observation des conditions effectives des hommes, ainsi que des structures sociales et politiques dans lesquelles elles sont prises.

¹ Raymond Aron, *Machiavel et les tyrannies modernes*, p. 342.

L'étude de contextes historiques variés permet de repérer les similitudes entre eux et d'en dégager des invariants exprimés sous forme de règles générales explicatives de l'action historique (politique, militaire...), à la manière dont procéderait une science inductive. Ces invariants concernent, en premier lieu, la nature de la conduite humaine. Elle est caractérisée principalement par l'instabilité. En effet, là où Machiavel conserve une explication dualiste des conduites, les machiavéliques les réduisent toutes à l'égoïsme individuel qu'elles expriment partout et toujours. Dès lors, les rapports sociaux se caractérisent principalement par des conflits permanents, facteurs essentiels de la « corruption » des régimes politiques et de leur transformation cyclique les uns dans les autres. La variante, dans l'idéal type, réside sur ce point.

Cette réalité fondamentale du conflit chez Machiavel débouche enfin sur la constitution des rapports de pouvoir caractérisée par la domination d'une élite sur la masse. Or, ces rapports de pouvoir reposent sur des moyens moralement condamnables parce qu'ils se fondent, pour l'essentiel, sur la ruse et la violence. La spécificité de la position de Machiavel réside principalement dans l'absence de toute domination éthique de recours à de tels moyens, et dans l'étude scientifique de leur efficacité. Cela permet à Aron de pouvoir formuler des impératifs hypothétiques à l'usage de l'action des futurs gouvernements.

C'est à partir du modèle de stratégie et technique de domination initié par la pensée de Machiavel que Aron met en œuvre les conceptions et la pratique des élites dirigeantes des Etats autoritaires contemporains en Italie, en Allemagne et en Russie :

« Des élites nouvelles, jeunes, violentes, rusées, irrationnelles quant à leurs fins, mais rationnelles quant à la mise en œuvre des moyens, sont prêtes, des années 20 à se substituer aux vieilles classes dirigeantes, dès lors que la situation économique et politique leur donnera l'opportunité de conquérir le pouvoir »¹.

¹ Raymond Aron, *Machiavel et les tyrannies modernes*, p. 344.

Cette conquête du pouvoir, comme sa conservation dans la logique du modèle machiavélien, mais avec des innovations considérables, repose sur un ensemble de techniques coordonnées entre elles et particulièrement efficaces à l'encontre de l'ordre politique démocratique. Aron en présente, tout au long de ses textes, une analyse pertinente et remarquable, y compris en ce qu'elle est immédiatement contemporaine de la situation étudiée. On peut voir à l'œuvre, dans la politique des partis nazi et fasciste une stratégie machiavélique de destruction de la démocratie parlementaire : elle consiste à aggraver les contradictions du régime, à transformer les élections en plébiscite, à entraver l'action étatique par un mélange d'actions illégales et de blocages juridiques. Les techniques de la propagande, une stratégie d'affaiblissement sont utilisées pour centrer le pouvoir.

Une fois le pouvoir conquis, on met en œuvre la technique de la « révolution par en haut » avec ou sans rupture apparente de légalité, par la pratique d'une centralisation continue du pouvoir, par l'assimilation complète du parti et de l'Etat. L'élimination des rivaux politiques réels et potentiels et le renforcement de la solidarité du groupe sont considérés comme une politique constante de légitimation charismatique du pouvoir, dans laquelle la propagande continue de jouer un rôle fondamental. Enfin, la puissance de l'Etat, et donc des élites qui le dirigent, peut être accrue par le recours à une économie entièrement dirigée qui leur permet d'éviter ces genres de conquête. Quant à la politique, des partis se réclamant du marxisme, si elle est bien dirigée dans le but d'émancipation sociale contre la classe dominante, ne tarde pas à se transformer, selon Aron, en politique machiavélique à travers la stratégie du parti d'avant-garde. Il reproduit et utilise, lui aussi, la coupure élite-masses, avec les mêmes techniques de domination.

Bref, une telle domination, à supposer qu'elle surgisse dans l'esprit et l'action des élites politiques des régimes démocratiques, ne garantira jamais les gouvernés contre la tentation des gouvernants de recourir au « mauvais versant » de la contradiction à leur regard en matière de politique intérieure. Or, cette garantie, on peut la trouver, dans une certaine mesure chez Machiavel lui-même. Il existe chez lui une sorte de protection contre le machiavélisme, pourtant universellement associé à sa doctrine.

Enfin, l'auteur du *Prince* inaugure une conception de la finalité de toute action politique essentiellement orientée vers la possibilité pour l'élite de conquérir et d'exercer le pouvoir sur l'ensemble du corps social. Voici quelques élites machiavéliques dont l'histoire de la philosophie politique pointe du doigt.

III.- Le machiavélisme dans l'histoire politique

Pour commencer à montrer l'influence de la pensée de Machiavel sur les idées politiques, M. R. d'Allone affirme que l'identification quasi constante de Machiavel au machiavélisme ne renvoie pas à une interrogation sur l'être du politique.

« C'est chez Robespierre que l'identification de Machiavel au machiavélisme est constante »¹.

En tant qu'élite politique, Robespierre joue un rôle d'acteur politique de premier plan. Il fait référence dans ses discours et ses rapports à Machiavel. C'est bien exactement en tant que membre influent du comité de salut public que Robespierre énonce par exemple une référence à Machiavel, d'abord dans le rapport de ce comité, puis dans son discours prononcé le lendemain à la convention et qui s'intitule « sur les principes de morale politique qui doivent guider la convention nationale dans l'administration intérieure de la République ». S'il ne s'agissait ici que des intérêts d'une faction ou d'une aristocratie nouvelle, M. R. d'Allone souligne que :

« Le plan de la Révolution était écrit en toutes lettres dans les livres de Tacite et de Machiavel et cherche les devoirs des représentants du peuple de l'histoire d'Auguste, de Tibère ou de Vespasien, ou même dans celles de certains législateurs français. Car, à quelques nuances près de perfidie ou de cruauté, tous les tyrans se ressemblent »².

La vertu de Robespierre, son insistante invocation de la vertu, n'a rien à voir avec la *virtù* du Florentin. La vertu, chez Robespierre, fonctionne seule, en temps de paix, comme principe du gouvernement révolutionnaire,

¹ Myriam Revault d'Allone, *Machiavel dans la révolution française*, p. 124.

² *Ibidem*, p. 124.

mais doit en révolution ou en temps de crise se lier à la terreur ; le refrain est bien connu :

« La vertu, sans laquelle la terreur est funeste sans laquelle la vertu est impuissante »¹.

A cet égard, Robespierre est machiavélique. C'est peut-être par son adhésion au « cynisme au service des tyrans » ou encore par son principe de l'équilibre des pouvoirs et des institutions, qu'il adopte le principe de la Terreur. Pour Machiavel, la Terreur n'agit seulement que sur « les âmes faibles et timides », soit exactement le contraire de celles des citoyens qui, par la *virtù*, renversent ces despotes dont la terreur est l'instrument.

La loi française du 22 prairial (10 juin 1794) sur le Tribunal de la révolution qui inaugure la période dite de la « Grande Terreur » a peut-être été incarnée par Saint-Just plus que tout autre. Une référence à Machiavel, analogue à celle qu'a effectuée Robespierre, se trouve dans le dernier discours de « l'archange de la Terreur » prononcé à la convention le 9 Thermidor.

On remarque en ce sens que la fragilité de la première république ainsi que les lacunes de la constitution française de 1795 sont clairement mises en relief par le coup d'Etat du 4 septembre. La France va connaître une période difficile et une politique machiavélique jusqu'à maintenant.

Cependant, le machiavélisme politique ne reste pas seulement en France, tous les pays l'ont connu et le connaissent. En Afrique, se sont multipliés les pouvoirs autoritaires qui éliminent tous les opposants et sèment la terreur ; il faut noter le règne sanglant de certains dictateurs africains. Mobutu Sese Seko qui faisait élire son peuple à son profit, était devenu l'un des plus riches d'Afrique, alors que ce peuple se bat aussi dans une indescriptible misère pendant plus de trente ans. Idi Amin Dada est un dictateur qui a ensanglanté l'histoire contemporaine de l'Afrique.

Un bouffon sanguinaire, le dictateur Ahmed Abdallah Abderemane des Comores, a le plus de sang sur les mains, qui a régné avec autorité et sans partage pendant des dizaines d'années. En d'autres termes, l'autorité

¹ Myriam Revault d'Allone, *Machiavel dans la révolution française*, p. 127.

d'Abdallah dans les années 1980 s'était fait vraiment sentir sur l'ensemble de l'archipel. En ce sens, le peuple restait au service de ce président. Cela à cause de la force qu'il exerçait sur le peuple. C'est d'ailleurs le point central du machiavélisme : cette notion de force chez Machiavel est utilisée pour raffermir le pouvoir ; elle est définie comme « principe de puissance »¹. Selon Machiavel :

« La nature a créé l'homme tel qu'il peut désirer tout sans tout obtenir, ainsi, le désir étant toujours supérieur à la facilité d'acquiescer, il obtient le mécontentement de celui qu'il dépossède pour n'avoir lui-même que petit contentement de sa conquête »².

Chez Machiavel tout comme chez Marx Weber, la violence répond ainsi à une nécessité étatique. La force est le fondement de tout pouvoir politique. Car la réforme des institutions, voire du régime politique inspiré par le machiavélisme politique, était florissante aussi en Europe et a engendré des pouvoirs autoritaires et sanguinaires. Le chapitre qui suit va expliquer davantage ces régimes machiavéliques.

¹ Sami Nair, *Machiavel et Marx*, p. 30.

² Machiavel, *Œuvres complètes*, p. 461.

CHAPITRE II

LES POUVOIRS MACHIAVELIQUES

I.- La dictature

Le pouvoir dictatorial est considéré comme un régime autoritaire, établi et maintenu par la violence, dans lequel un homme ou un groupe d'hommes détient un pouvoir absolu.

- Les origines du terme :

Dans la Rome antique, le terme de dictature caractérise la magistrature exercée dans des circonstances exceptionnelles et pour une période limitée (en principe six mois) par un homme choisi par les consuls à la demande du Sénat. Le dictateur est alors le seul détenteur du pouvoir exécutif et n'a pas à rendre compte de ses décisions, sauf en matière de finances. Sa juridiction militaire est limitée à la péninsule, tandis que la juridiction civile est tenue par des magistrats ordinaires qui lui sont subordonnés. Au terme de la période, le dictateur remet ses pouvoirs aux consuls.

Les historiens s'accordent à voir le premier dictateur en T. Larcius, choisi vers 501 av. J.-C. pour faire face aux menaces de la guerre contre les Latins et les Etrusques. Le dernier dictateur a été désigné durant la deuxième guerre punique, en 216 av. J.-C. Les dictateurs, le général Sylla (82 – 79 av. J.-C.), et Jules César, devenu dictateur à vie un mois avant sa

mort en 44 av. J.-C., sont plus proches de la notion grecque de tyrannie. Ils ont utilisé la violence pour la conquête du pouvoir et pour se maintenir à la tête de l'Etat.

- Une typologie des dictatures modernes :

Le recours à la force pour l'établissement et le maintien de la dictature est également un trait caractéristique des régimes dictatoriaux modernes. Mais ceux-ci se définissent aussi, en comparaison avec la démocratie, par leur absence de légitimité et leur caractère arbitraire, exprimé par la suppression de fait des garanties de la liberté des citoyens. Le dictateur peut certes trouver dans les circonstances exceptionnelles qui le portent au pouvoir une légitimité temporaire, mais faute d'élections démocratiques, celle-ci ne peut être permanente. Pour asseoir son pouvoir personnel, le dictateur peut jouer de son charisme, en utilisant l'argument de l'« homme providentiel » ou recourir au plébiscite. Il s'appuie sur l'armée, instrument de l'arbitraire, et éventuellement sur un parti unique, instrument de propagande.

Vu sous cet angle, il est bien évident que dans toutes les actions qu'il fait, ou qu'il envisage de faire, il faut qu'il ait le soutien de quelque chose ou de quelqu'un. C'est dans cette perspective que Machiavel dit :

« Il est nécessaire à un prince d'avoir le peuple pour ami, autrement, il n'a pas de remède dans l'adversité »¹.

Cela veut dire que les dictateurs qui prennent les hommes comme des animaux sont en train de construire une maison sans porte ni fenêtre, car dès qu'il y aura changement de régime, ils n'auront pas d'arme pour se défendre. Cette arme, c'est le peuple. C'est pour cela qu'il faut tenir compte d'un avenir qui nous apportera du bien. C'est en ce sens que Machiavel dit :

« Qui se fonde sur le peuple se fonde sur la boue »².

Ici, il est un moyen ; ceux qui veulent se maintenir au pouvoir doivent avoir le peuple avec eux. Autrement dit, avec le peuple, les

¹ Machiavel, *Le Prince*, chap. IX, p. 96.

² *Ibidem*, p. 97.

dirigeants sont en train de construire leur maison de retraite, qui ne sont rien d'autres que leur avenir. Car il y a un proverbe très épique qui dit « qui sème le vent récolte la tempête ».

En effet, les régimes dictatoriaux ont l'habitude de confisquer le pouvoir au profit du gouvernement en place. Celui-ci s'attribue un monopole absolu et ne tolère aucune procédure susceptible de remettre en cause sa domination. Les mécanismes de l'alternance, comme les élections sont supprimés. L'ordre est maintenu avec fermeté voire brutalité. Le verrouillage institutionnel est la principale occupation des dirigeants, soucieux d'empêcher toute remise en cause de leur présence au pouvoir. Une première manière d'opérer consiste à interdire purement et simplement toutes les activités politiques organisées (partis, syndicats, associations civiques). Une seconde manière revient à contrôler étroitement la vie politique, et notamment l'appareil d'Etat, depuis le sommet jusqu'à la base.

Les dictatures personnelles appuient leur pouvoir sur l'individu. Elles sont fréquentes dans les pays en développement, surtout en Afrique. Le dictateur acquiert le pouvoir par la violence et le conserve par la répression, d'où le rapport entre le régime dictatorial et le machiavélisme politique. Souvent, la dictature se réclame ou se déclare au service d'une cause qui la dépasse et la légitime. Il s'agit toujours d'une cause sacrée (dictature de salut public, dictature révolutionnaire, dictature nationaliste). On trouve surtout les dictatures nationalistes dans les pays du tiers-monde et tendent souvent à dégénérer en dictature personnelle (Abdallah des Comores, Saddam Hussein en Irak).

A titre d'illustration, un proverbe dit : « Un homme au pouvoir n'est jamais rassasié de pouvoir »¹. Ceci revient à dire que celui qui se trouve au pouvoir cherche les moyens pour y rester, en oubliant qu'il y a des institutions qui lui permettent de parvenir à ce stade. Donc, il lui devient impératif de chercher à modifier la constitution en torturant ses opposants.

¹ Arthur Conte, *Les dictateurs du XX^e siècle*, p. 457.

- Crises sociales et dictature :

Les dictatures naissent le plus souvent de situations de crise qui rendent insupportables les antagonismes sociaux. Après la première guerre mondiale, l'Europe connaît aussi une multiplication de régimes dictatoriaux. Benito Mussolini en Italie, Josef Klemens Rilsudski en Pologne, Adolf Hitler en Allemagne, Antonio de Oliveira Salazar au Portugal, Ioannis Metaxas en Grèce... Ces derniers ont exploité les frustrations nationales et les exaspérations nées de la crise économique et sociale. La menace révolutionnaire, souvent exagérée, justifie également l'instauration des dictatures en 1919. En Hongrie, le régent Miklos Horthy de Nagybanya prend la tête de l'armée révolutionnaire pour renverser Béla Keen, lui-même parvenu au pouvoir à la faveur d'une insurrection.

On distingue aussi deux types de dictatures. Les dictatures conservatrices visent à opérer des transformations économiques et sociales, à défendre l'ordre établi. Dans le Portugal de Salaza ou l'Espagne de Miguel Primo de Kivero, l'alliance entre l'armée, les classes dirigeantes et l'Eglise, exprime cette volonté. Les dictatures révolutionnaires portent en revanche un projet modernisateur et s'appuient sur le peuple, contre les classes dirigeantes. Pour transformer le système social en vigueur, on peut citer l'exemple de Mustafa Kemal en Turquie, après 1919, et de Gamal Abdel Nasser en Egypte, de 1952 à 1970.

- Absence de tradition démocratique et pouvoir fort :

L'histoire des pays d'Amérique du Sud et d'Afrique noire est jalonnée de coups d'Etat et de dictatures. L'inexpérience, le banditisme politique, l'absence de traditions démocratiques expliquent en grande partie le recours au gouvernement dictatorial. Les conditions économiques, la concentration des richesses entre les mains de quelques-uns et le faible développement du pays, contribuent également à l'émergence de pouvoirs autoritaires qui semblent seuls capables de redistribuer les richesses et de planifier le développement économique. Lorsque l'Etat est une création artificielle de l'ancien colonisateur, comme en Afrique noire, les citoyens ont moins le sentiment d'appartenance à une nation qu'à un groupe ethnique ou religieux. L'allégeance au pouvoir central est difficile. Pour maintenir

l'Etat, en l'absence de cohésion nationale préexistante, un pouvoir fort peut apparaître nécessaire.

Bref, les dictateurs dans ces pays ont pris les formes les plus diverses : juntes militaires, régimes de parti unique. Le caractère commun c'est qu'un dictateur veut conserver le pouvoir et y rester très longtemps. C'est pourquoi on assimile ces dictateurs à des élites machiavéliques.

II.- Le totalitarisme

Le totalitarisme, prétention doctrinale, philosophique, politique ou idéologique englobe la totalité de la vie nationale (religieuse, économique, politique, artistique, syndicale...) dans un monisme du pouvoir et de la vision du monde. Ce terme qualifie des régimes en apparence aussi différents que ceux de l'Union Soviétique stalinienne, de l'Allemagne hitlérienne, de la Chine communiste sous Mao Zedong, ou encore le régime iranien sous Khomeiny.

Né dans l'entre-deux-guerres, le concept de totalitarisme s'est imposé comme catégorie d'analyse lors de la guerre froide sous l'influence des penseurs comme Carl Friedrich et Hannah Arendt (les origines du totalitarisme) aux Etats-Unis, ou Raymond Aron en France. Au début des années trente sont apparus presque simultanément deux régimes politiques dont l'idéologie semble radicalement séparer, mais que des analogies frappantes permettent néanmoins de comparer.

Sous l'impulsion de Staline, une accélération de l'emprise du parti communiste sur la société soviétique s'opère brutalement en U.R.S.S. avec le collectivisme des campagnes, la liquidation de la classe des koulaks¹ et le lancement des grands plans quinquennaux. Parallèlement, l'année 1933 voit l'avènement d'Adolf Hitler au poste de chancelier du Reich et, en quelques mois, la liquidation des institutions démocratiques de la République de Weimar.

¹ Ce sont de riches paysans russes de la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, aux années trente. Il peut être un Turc *kulak* « poing ».

Dans les deux pays, la violence d'Etat déploie une politique de terreur contre des groupes sociaux entiers : en Allemagne, les Juifs et les communistes, mais aussi les libéraux ou l'Eglise en U.R.S.S., les paysans enrichis, les croyants, les vieux communistes, les minorités nationales, ainsi que tous les opposants virtuels. La similitude des pratiques a invité les politologues à s'intéresser à ce type de régime politique qu'ils ont qualifié de totalitaire ou de machiavélique.

Le totalitarisme conjugue une ambition d'emprise totale sur les esprits avec l'usage des technologies modernes de l'organisation de la communication et du management. Elles permettent la gestion d'un vaste système concentrationnaire, la mobilisation centralisée des moyens de propagande, la sophistication de l'Etat policier. Le système totalitaire organise un terrorisme idéologique et policier sur la société. Comme l'explique H. Arendt :

« Le totalitarisme diffère par essence des autres formes d'oppression politique que nous connaissons, tels le despotisme, la tyrannie et la dictature. Le régime totalitaire transforme toujours les classes en masse, substitue au système des partis non pas une dictature à parti unique mais un mouvement de masse, déplace le centre du pouvoir de l'armée à la police et met en œuvre une politique étrangère visant ouvertement la domination du monde »¹.

En fait, le système totalitaire s'appuie sur quatre éléments : le culte paroxystique du chef, le monopole idéologique, le contrôle de tous les moyens de pouvoir et de persuasion, le système policier et concentrationnaire.

1.- Le culte paroxystique du chef

Les grandes manifestations de masse, notamment, favorisent l'abolition des repaires rationnels des individus, pour un temps fort de communication. Ces grandes manifestations portent partout inlassablement la parole du leader.

¹ Hannah Arendt, *Les origines du totalitarisme*, p. 428.

2.- Le monopole idéologique

Dans tous les systèmes totalitaires triomphe une conception rigoureuse de la « vérité » qui ne tolère ni les doutes ni les dissensions et qui, *a fortiori*, rejette dans les ténèbres extérieures du complot, l'attachement à des doctrines « erronées ». Le contenu explicite de doctrines généralement réduites à des idées simplistes importe finalement peu : racisme et antisémitisme dans l'Allemagne nazie, marxisme-léninisme dans leur vision stalinienne ou maoïste. Le monopole idéologique est un principe de cohérence qui permet d'exiger l'obéissance absolue et d'entamer la destruction des institutions socioculturelles.

3.- Le contrôle de tous les moyens de pouvoir et de persuasion

L'instauration du totalitarisme suppose, bien entendu, l'élimination de toutes les institutions susceptibles d'entraver sa dynamique interne d'emprise sur la société : abolition du pluralisme politique et destruction de l'opposition légale ou clandestine ; mise en tutelle absolue des syndicats, des Eglises et de toutes les formes d'institution sociale ; création de structures d'embrigadement de la jeunesse.

4.- Le système policier et concentrationnaire

Le flou des incriminations pénales et la terreur permanente sont les principaux leviers de l'emprise sur les esprits. De la base sociale jusqu'au sommet, personne n'est totalement à l'abri de sabotage, objectif de l'emprise révolutionnaire. La catégorie des suspects se définit à partir de principes idéologiques : juif et communiste (Allemagne nazie), ou bien « vestiges des classes exploiteuses », « petits bourgeois » (U.R.S.S.) ou encore agents de « l'impérialisme » et « suppôts du chah » (Iran sous Khomeiny). Mais par extensions successives, de nouvelles catégories de suspects apparaissent, de sorte que la population tout entière a vocation à s'y trouver potentiellement

incluse. L'hypertrophie de l'appareil policier tend à faire de chacun le dictateur virtuel de son voisin.

Bref, le pouvoir totalitaire est une réalité spécifique. Le nazisme et le communisme, de Hannah Arendt ont de profondes affinités, ils ont fourni des illustrations incontestables des élites machiavéliques.

III.- La monarchie de droit divin

A l'époque de Machiavel, la souveraineté était fondée généralement sur la personne du roi. Cette doctrine a un caractère machiavélique ; le monarque tient son pouvoir directement de Dieu. Elaborée au XIII^{ème} siècle par des conseillers juridiques du roi de France, cette doctrine établit que le roi est le représentant de Dieu sur terre, il est donc souverain dans ses décisions comme dans ses actes. Son pouvoir ne doit subir aucune condamnation ni aucun préjudice. Il règne selon les principes et les dogmes des lois religieuses.

Très vite, cette doctrine bascule dans la religion. Certains monarques veulent que la religion prime sur l'Etat. Les tenants de cette doctrine voulaient toujours faire croire aux citoyens que le monarque vise le même but qu'un Etat politique, et celui d'assurer la stabilité d'un pays et la paix civile. Comme le monarque est investi d'une mission divine, l'homme doit respecter l'ordre et la parole divine, ainsi que les écritures saintes. Etre fidèle à la parole divine signifie que chaque citoyen doit se conformer aux exigences et aux lois traduites par le souverain pour gagner la gratitude du souverain et la miséricorde de Dieu. C'est pour cela que Machiavel dit :

Qu'« un pays ne peut être véritablement uni et prospérer que lorsqu'il n'obéit en entier qu'à un seul gouvernement, soit monarchie, soit république. Telle est la France ou l'Espagne. Si le gouvernement de l'Italie entière n'est pas ainsi organisé, soit en république, soit en monarchie, c'est à l'Eglise seule que nous le devons »¹.

¹ Machiavel, *Discours sur la première décade de Tite-Live*, p. 416.

Et pourtant, l'Eglise n'ayant jamais été assez puissante pour s'emparer de toute l'Italie, mais assez fort pour empêcher un autre de l'occuper, a été cause que ce pays n'a jamais pu se réunir sous un chef ; il a été divisé entre plusieurs petits princes ou seigneurs.

En effet, dans cette période de monarchie de droit divin, il était presque considéré comme un sacrilège de mettre en cause les paroles des rois. Et dans une certaine mesure, des réactions vives s'appliquaient à celui qui veut porter atteinte à la souveraineté. Des inquisitions et des croisades sont organisées contre toute rébellion. La doctrine qui devait assurer la paix civile vient d'un pouvoir de terreur.

Il n'est pas étonnant de constater qu'avec la réforme, les autorités ébranlées sont les autorités religieuses. A vrai dire, il s'agit de l'aboutissement d'un long processus de sécularisation dont il faut trouver l'origine au XVI^{ème} siècle et dont l'expression philosophique est de laïciser et de désacraliser la politique. Et c'est avec Machiavel que ce combat va prendre toute sa signification.

Bref, l'histoire de la philosophie montre bien qu'il y a eu des pouvoirs autoritaires qui semaient des troubles et causaient des pertes humaines considérables. En effet, le prolongement dans l'histoire de telle atrocité va coïncider avec la pensée de Machiavel sur la conservation du pouvoir, et va prendre une nouvelle forme de terreur : c'est le machiavélisme politique.

Dans beaucoup de pays, les élites dirigeantes, avec des mains de fer, bafouent toutes règles voulant instaurer la paix, la liberté et la démocratie. D'un autre côté, l'humanité s'insurge pour combattre les pouvoirs autoritaires qui se veulent machiavéliques.

CHAPITRE III

L'ANTI-MACHIAVELISME POLITIQUE

I.- Machiavel contre le machiavélisme ?

Pour comprendre le sens de cette question, il faut partir de quelques-uns de ce qu'il faut bien appeler les « présupposés » de la lecture de Raymond Aron. On peut en effet contester d'une façon générale qu'il y ait un rapport, non seulement nécessaire, mais même possible, de principes à conséquences entre une politique de type machiavélique et l'action politique tyrannique dont elle est censée constituer le fondement. Cela peut se vérifier sous plusieurs aspects, qui recouvrent les prédicats par lesquels Aron caractérise cette politique.

Il y a des philosophies politiques ou théologiques qui analysent les conduites humaines factuelles dérivées des désirs acquisitifs insatiables, d'exigence de reconnaissance illimitée, de comparaisons interpersonnelles et sociales qui fondent les conduites. Ces analyses ne prennent pas en compte la possibilité d'une conduite normative fondée selon les valeurs. La conséquence n'est pas pour autant une coupure élites-masse, la domination des premières sur la seconde, ni la conquête et la conservation du pouvoir par des moyens tyranniques.

Machiavel parle le seul langage que le prince nouveau puisse comprendre, non pas, il est vrai, pour y faire transiter une condamnation morale par ailleurs existante chez lui, mais pour lui montrer qu'il risque de perdre forcément par là l'un ou l'autre des éléments essentiels de sa quête : pouvoir ou glorification. D'autre part, Aron fait observer dans différents textes qu'on ne peut douter du républicanisme de Machiavel. Mais tout se passe comme si cette thèse n'était invoquée que pour éviter l'objection d'avoir réduit Machiavel au seul *Prince*, sans qu'on ait tiré les conséquences politiques. Or, Machiavel, compte tenu des différentes « humeurs » qui composent une République, prince, peuple et grands, soutient que celle-ci se corromprait si l'une ou l'autre des formes politiques qui expriment chaque composante dominait.

Il faut donc choisir les formes constitutionnelles « mixtes » capables d'équilibrer les forces sociales opposées, de manière à ce que chacun ne puisse faire prévaloir son intérêt qu'en surveillant les autres, ce qui contribue au « bien commun » et au « bénéfice de la liberté publique » : les intérêts conflictuels sont ainsi réorientés et insérés dans un équilibre constitutionnel des forces. C'est de cette manière que la domination de l'une des composantes de la cité sur les autres peut être neutralisée sans avoir préalablement besoin d'une éducation des « élites » qui découle d'ailleurs, d'une organisation constitutionnelle produisant de « bonnes lois » et d'une domination de la loi.

Dans bien des textes, Aron n'ignore pas pour lui-même cette perspective, mais, en la négligeant dans son étude du machiavélisme, il se prive de la possibilité de sortir d'un schéma d'analyse unilatérale : « non seulement la perspective non kantienne de l'analyse politique machiavélienne permet d'éviter la tyrannie, mais elle permet de montrer que Machiavel n'est pas machiavélique »¹, conclut Christian Lazzeri.

¹ Christian Lazzeri, *Machiavel entre Pareto et Marx*, p. 350.

II.- Le machiavélisme honteux

Dans son article « Anti-machiavélisme de renaissance à la lumière », C. L. Wilk explique que nonobstant toutes les condamnations du passé, certains propagandistes de la restauration vont essayer de s'écarter discrètement du rigorisme chrétien. Un exemple de ce « machiavélisme honteux » que rapporte l'auteur fait référence aux travaux de Martin de Albuquerque. Selon lui, on ne peut pas exiger d'un prince qu'il tienne sa parole à tout prix, s'il y a injustice à la respecter. De plus, la raison d'Etat oblige d'admettre de temps en temps le recours à la trahison, car chacun a le droit de :

« poursuivre sa conservation et son utilité par tous les moyens les plus efficaces ; et il y a des choses qui ne peuvent pas être expédiées par les chemins empruntés ordinairement par des hommes de raison. Dieu lui-même ne se sert pas des diables pour exécuter ses jugements divins »¹.

Martin Albuquerque prétend montrer qu'à l'exemple de la majesté céleste, le prince ne doit pas hésiter à s'appuyer sur des délateurs et des traîtres si cela lui est nécessaire.

Le point de doctrine où règne la plus grande unanimité est le rejet de la stimulation. C. L. Wilk rapporte :

« A aucun prix, on ne peut pas admettre, écrit le juriste Antonio de Silva, cette politique infernale de Machiavel qui apprend aux hommes à paraître différents de ce qu'ils sont »².

Tandis qu'un autre, Antonio do Sousa de Macedo, autorise le prince à trahir sa foi en cas de nécessité. Il peut, par exemple, confisquer des biens appartenant à ses sujets si le bien commun l'exige.

Dans son anti-machiavélisme, Wilk exprime une confiance : le simple calcul d'utilité doit motiver le prince à adopter une politique chrétienne. L'histoire montre que la religion porte aussi des fruits humains,

¹ Martin Albuquerque, *Machiavel*, p. 99.

² Casten Lorenz Wilk, *L'anti-machiavélisme de la renaissance à la lumière*, p. 73.

que le respect du droit divin est la meilleure manière de la réussite temporelle et que les règnes des athées ont toujours suscité la colère divine. Pour maintenir le peuple dans l'obéissance, la générosité chrétienne est simplement plus efficace que l'avarice prônée par Machiavel. Ce n'est pas assez que le prince paraisse religieux, comme le veut Machiavel, car personne ne peut dissimuler longtemps sa véritable nature. Dans l'œuvre de Machiavel, c'est toujours la condamnation de la religion chrétienne qui provoque la plus grande indignation. Chez Wilk, l'exécration de Machiavel est due essentiellement aux thèses du Florentin sur le christianisme école de lâcheté. Il retient surtout que le prince machiavélien doit s'appuyer sur sa simple prudence, qu'il doit simuler la pitié et protéger même une fausse religion, que le christianisme, l'Eglise et ses docteurs sont méprisables, que les lois de Moïse tiennent leur autorité de la pure force des armes et qu'on peut obtenir la félicité terrestre sans vertu ni pitié. Machiavel apparaît comme le fondateur d'une anti-religion.

Sous cet angle, cette citation permet de bien comprendre le machiavélisme honteux :

« Le machiavélisme est un venin particulièrement dangereux, car les princes, même bien intentionnés, ingurgitent cette invention du diable comme un précepte divin. Le prince doit se méfier de tout conseil et de toute maxime, les comparer, sans cesse avec la loi divine, sinon il risque de perdre l'Etat et la vie »¹.

Là, on remarque que selon l'auteur d'*Anti-machiavélisme*, le machiavélisme est une honte, une épidémie. Voici ce que dit Martin Albuquerque :

« Le prince doit feindre d'ignorer les délits commis contre la foi s'ils ne perturbent pas l'ordre public. Ce n'est pas la liberté de conscience mais la règle d'or. Quand il y a soupçon d'infidélité, le prince doit avec la prudence de dissimuler »².

¹ Casten Lorenz Wilk, *L'anti-machiavélisme de la renaissance à la lumière*, p. 54.

² Martin Albuquerque, *Machiavel*, p. 101.

Enfin, Machiavel est devenu le symbole de toutes sortes d'aberrations politiques, auxquelles ses détracteurs assignent un compagnon d'infamie, puisque raison de plus, la pensée de Machiavel n'admettant pas d'autre dieu que l'Etat, se résume dans la toute-puissance de l'astuce humaine : tout est faisable, toutes les fins sont envisageables et tous les moyens sont légitimes. C'est évidemment cette politique ou bien cette réflexion qui fait que bon nombre de penseurs sont contre Machiavel.

III.- Merleau-Ponty ou l'analyse politique au défi de l'inquiétude machiavélique

Dans cette partie, on veut explorer la façon dont Maurice Merleau-Ponty a usé de ressources machiavéliennes dans ses analyses politiques, puisque le Machiavel de Merleau-Ponty a suscité peu de commentaires jusqu'à présent en France, tant au sein des études merleau-pontiennes que, plus largement, en philosophie politique. Ces cheminements à travers les textes de Machiavel nous paraissent très audacieux et authentiques pour redresser une fausse image de l'auteur du *Prince*, non pas une lecture machiavélique au sens du « machiavélisme », mais une interprétation faisant de Machiavel un philosophe de l'inquiétude éthique en politique. On classe Machiavel parmi les grands penseurs en morale, en politique, selon une lecture de M. Merleau-Ponty.

1.- L'inquiétude machiavélique

Plutôt que de faire du *Prince* le livre célébrant l'immoralisme et le cynisme en politique, on peut y trouver matière à réflexion sur la complexité de la morale dans les affaires politiques, confrontées à l'historicité des choses du monde. Il y aurait bien des fins justes dans la politique machiavélique, comme par la recherche par le prince « prudent et vertueux » d'une forme politique « qui lui fit honneur à lui-même et y fit du bien à la communauté humaine ». Voici ce qu'on lit dans *Le Prince Machiavel* de Claude Rousseau :

« Machiavel en effet passe pour avoir puissamment contribué à populariser l'idée selon laquelle les crimes commis pour conserver l'Etat n'en sont pas, la fin, en politique justifiant les moyens »¹.

Pour Machiavel, les fins de l'action politique ne seraient pas déconnectées de référence à un bien commun (c'est en ce sens que l'on peut également comprendre les notions « d'Etat » et de patrie) et en recèleraient donc d'une manière non exclusive, ménageant une place pour les intérêts particuliers du prince, des composantes illégitimes, relevant d'une « âme grande » et d'une « haute intention ». Mais qu'apporte alors le Florentin à l'analyse politique, si l'on s'émancipe de la légende sulfureuse qui l'entoure ? Une des intuitions les plus porteuses d'actualité de Machiavel est vraisemblablement de chercher à tirer les conséquences éthiques et politiques d'une hypothèse présociologique. En d'autres termes, les circonstances indépendantes de notre volonté (ce qu'il appelle *fortuna*) seraient arbitraires de la moitié de nos actions et elles tendraient alors à déplacer plus ou moins nos intentions initiales, jusqu'à pouvoir les entraîner dans une direction inverse à cette visée (ce que les sociologues d'aujourd'hui nomment des effets pervers). Cette inspiration sociologique de Machiavel aura quelques résonances chez un des fondateurs de la sociologie moderne, Max Weber :

« Le résultat final de l'activité politique répond rarement à l'intention primitive de l'autre »².

Dans cette perspective, l'analyse politique ne peut se contenter d'une réflexion sur les fins et sur « le meilleur régime » même si cette dimension doit être intégrée, mais doit constamment s'alimenter à une étude de la vie politique, des situations politiques concrètes. Si l'on suit J. L. Fournel, pour Machiavel,

« prendre la juste mesure du monde signifie aussi se mesurer aux aléas des temps, en acceptant que nulle règle de comportement ne puisse faire l'économie d'une vérification de sa pertinence dans un moment historique donné »³.

¹ Claude Rousseau, *Le Prince Machiavel*, p. 79.

² Max Weber, *Le savant et le politique*, p. 165.

³ Jean-Louis Fournel, *Le laboratoire Florentin*, pp. 19 - 20.

Est-ce à dire qu'il n'y a pas chez Machiavel de repères généraux politiques et éthiques, toute généralité se dissolvant dans la singularité des divers contextes historiques ?

Non, puisque Machiavel énonce bien des maximes de l'action politique, mais ces maximes ne sont pas des règles absolues à suivre mécaniquement, indépendamment des contextes. Ce sont justement des repères qui ne dispensent pas de l'analyse concrète des situations concrètes, mais qui constituent simplement une boussole issue de la tradition et de l'expérience pour aider à cette analyse. Et si Machiavel est amené à tendre le bâton dans le sens inverse des philosophes politiques d'inspiration platonicienne (« il m'est apparu convenable de suivre la vérité effective de la chose que l'image qu'on en a ») écrivait-il, on aurait tort d'enrôler pour autant Machiavel dans les rangs d'une science politique positive contre une philosophie politique normative. Les jugements des faits, revalorisés chez lui, ne sont pas complètement séparés de jugements de valeurs, alors que la science du politique qu'il esquisse n'est pas dégagée de considérations anthropologiques.

On peut même discerner chez le Florentin une tension entre des catégories éthiques (comme le bien et le mal), participant de l'univers religieux et culturel de son époque, et l'historicité radicale qu'il pressent, et qui pourrait entraîner sur une pente relative. D'où les flottements de ses catégorisations, dans certains passages, la stigmatisation de la « cruauté sauvage » et de l'« inhumanité » de tel prince et la réflexion, à d'autres moments, sur « les cruautés mal employées ou bien employées ». C'est peut-être de tels flottements qui rendent encore aujourd'hui particulièrement disponibles les analyses machiavéliennes, et dans leur sillage, celles de Merleau-Ponty, pour une pensée morale et politique qui affronte directement, avec les données de notre temps, le pouvoir dissolvant des questions du relativisme.

Bref, C. Lefort dit que :

« Machiavel n'autorise pas à penser que le bien efface le mal, mais pas davantage l'inverse ; sur le mal, il oblige à

garder les yeux au moment même où il nomme le bien, non changeant ainsi d'une incertitude »¹.

La morale n'est donc pas effacée, mais la porter aux cœurs des circonstances qui, pour une part, nous échappent, est une tâche difficile.

C'est parce qu'il a entrevu les antinomies, les ambiguïtés, les faiblesses, mais aussi les possibilités de l'action politique que Machiavel peut être considéré comme un grand penseur de la morale en politique. Et c'est ce Machiavel-là que Merleau-Ponty a commencé à rendre opératoire dans un autre contexte.

2.- « La note sur Machiavel »

Dans sa « *Note sur Machiavel* », Merleau-Ponty nous invite à une lecture renouvelée de Machiavel, dans les éclairs synthétiques qui n'ont pas fini de nous étonner.

« Machiavel avait raison : il faut avoir des valeurs, mais cela ne suffit pas, et il est même dangereux de s'en tenir là »².

Ce n'est donc pas l'oubli des valeurs qui caractériserait Machiavel, c'est plutôt une rupture avec le moralisme abstrait de l'humanisme traditionnel, trop ignorant de l'histoire, des circonstances, des conflits et des rapports de force :

« Machiavel n'a pas ignoré les valeurs. Il les a vues vivantes, bruissantes comme un chantier liées à certaines actions historiques »³.

Pour sauver la possibilité de l'incarnation historique des valeurs, le Florentin, nous dit Merleau-Ponty, « soustrait la politique au pur jugement moral »⁴, car « dans l'action historique, la bonté est quelquefois catastrophique et la cruauté moins cruelle que l'humeur débonnaire »⁵.

¹ Claude Lefort, *Le travail de l'œuvre Machiavel*, p. 378.

² *Ibidem*, p. 370.

³ *Ibidem*, p. 366.

⁴ *Ibidem*, p. 358.

⁵ *Ibidem*, p. 359.

La déstabilisation machiavélique fait son chemin. Elle ne tue pas l'interrogation éthique, mais bien au contraire, elle la nourrit. Pour Merleau-Ponty, la pente la plus intéressante de Machiavel n'est ni celle « d'un cynique qui nie les valeurs » ni celle

« d'un naïf qui sacrifie l'action. Ce serait davantage en ce qu'il décrit ce nœud de la vie collective où la morale pure peut être cruelle et où la politique pure exige quelque chose comme une morale »¹.

Certes, il reconnaît que le Florentin n'est pas totalement étranger à sa légende et qu'il a été tenté par le cynisme. Cette tentation a sans doute été alimentée par sa prudence, voire son pessimisme anthropologique. Mais, note Merleau-Ponty, le pessimisme machiavélien n'est pourtant pas fermé. Car comme il arrive quelquefois, le dur politique aime les hommes et la liberté plus véritablement que l'humanité déclarée. Machiavel unit le sentiment le plus aigu de la contingence ou de l'irrationnel dans le monde avec le goût de la conscience et de la liberté dans l'homme. Ce faisant, il écarte du même geste l'espoir et le désespoir. On pourrait même dire que la possibilité de l'espoir est associée à la possibilité du désespoir. L'abandon à la toute-puissance du hasard et l'absence de toute prise sur notre destin ne prennent corps que quand l'intentionnalité de la *virtù* déserte le terrain de la confrontation avec les mouvements intentionnels de la *fortuna*.

« Le hasard ne prend figure que lorsque nous renonçons à comprendre et à vouloir »², explique Merleau-Ponty.

Son approche critique de l'humanisme classique s'abreuve à ces trois inspirations (machiavélisme / marxienne / phénoménologique), qui parfois s'entrechoquent et parfois trouvent des points d'articulation. Notons simplement que

« si on appelle humanisme une philosophie de l'homme intérieur que ne trouve aucune difficulté de principe dans ses rapports avec les autres, aucune opacité dans le fonctionnement social, et remplace la culture politique par l'exhortation morale, Machiavel n'est pas humaniste. Mais si

¹ Maurice Merleau-Ponty, *Notes sur Machiavel*, p. 349.

² *Ibidem*, p. 364.

on appelle humanisme une philosophie qui affronte comme un problème le rapport de l'homme à l'homme et la constitution d'une situation et d'une histoire qui leur soient communes, alors il faut dire que Machiavel a formulé quelques conditions de tout humanisme sérieux »¹.

Contre un humanisme et un moralisme purs, hors de l'histoire et des rapports sociaux, de leurs ambiguïtés et de leurs retournements, le Machiavel de Merleau-Ponty envisagerait le chemin sérieux d'un humanisme dessiné comme un parti incertain et réversible, peut-être tentant de se frayer une brèche entre pessimiste et optimiste.

Merleau-Ponty peut alors terminer sa note ainsi :

« Il y a une manière de louer Machiavel qui est tout le contraire du machiavélisme puisqu'elle honore dans son œuvre une contribution à la clarté politique »².

Pourtant, l'auteur du *Prince* est considéré comme l'auteur d'immoralisme en politique, de conservation du pouvoir, de calcul rationnel des forces. On le tient pour responsable du machiavélisme qui réagit par la force, semant la terreur, bafouant les droits de l'homme et des institutions démocratiques libres. Les élites machiavéliques ne veulent céder le pouvoir et le gouvernement avec autorité absolue. L'archipel des Comores n'est pas épargné par ces élites qui font des îles leurs propres champs. Ils font ce qu'ils veulent avec leur politique de démagogie. Ils s'enrichissent en remplissant constamment leurs poches, en laissant le peuple dans la misère, en entraînant des séparations...

La partie suivante va parler de la situation politique des Comores et de leurs dirigeants autoritaires et machiavéliques.

¹ Maurice Merleau-Ponty, *Notes sur Machiavel*, p. 376.

² *Ibidem*, p. 376.

DEUXIEME PARTIE

LE MACHIAVELISME POLITIQUE
AUX COMORES

CHAPITRE I

SITUATION POLITIQUE AUX COMORES

I.- Territoire et population

D'origine volcanique, les Comores, situées à égale distance de l'Afrique et de Madagascar, sont essentiellement formées de montagnes qui surplombent des plaines côtières étroites. Le sommet le plus élevé, le Kartala (2 361 m)¹ à la Grande Comore, est un volcan toujours en activité. Les îles soumises à un climat tropical humide, sont exposées à la mousson de l'océan Indien, de novembre à mai, et aux alizés, qui prévalent le reste de l'année. Les températures vont de 23° C à 26° C en moyenne. Les précipitations varient en fonction de l'altitude. Moroni reçoit 2 600 mm d'eau par an. La faune et la flore se rattachent à celles de Madagascar. Les fonds marins recèlent de coelacanthe, un poisson que l'on croyait disparu depuis le crétacé.

En 2004, la population comorienne était de 651 901 habitants², soit une densité moyenne de 300 habitants au km². La situation géographique des Comores, qui furent intégrées au commerce swahili dans l'océan Indien, explique la diversité de son peuple : les Antalaotres, peuples de la mer à l'origine mythique, seraient les premiers habitants. Des Arabes, des

¹ Claire Balladur, Bernadette Beaupuis, *Géographie*, CM, p. 18.

² *Ibidem*, p. 17.

Perses établis initialement à Zanzibar et sur la côte orientale de l'Afrique, des Malgaches et des Indiens musulmans sont venus peupler l'archipel.

En fait, les langues officielles sont le français, l'arabe, la langue vernaculaire ; le comorien ou shaafi¹ islam, est proche du swahili. La population est majoritairement musulmane sunnite de rite shaféite. Il y a une minorité chrétienne. 34 % seulement des Comoriens habitent les villes, dont la plus peuplée, Moroni, la capitale, sur la Grande Comore compte moins de 30 000 habitants. Les autres centres urbains importants sont Mutsamudu, la capitale d'Anjouan, et Fomboni, celle de Mohéli.

La situation politique des îles des Comores reste toujours loin d'être stable, suite à des bouleversements et des instabilités constitutionnelles. Depuis la proclamation de l'indépendance en juillet 1975, les Comores n'ont jamais eu une constitution stable, car chaque président élu propose sa constitution, qui défendra ses intérêts. Comme nous le savons bien, un pays qui n'arrive pas à avoir une stabilité politique et constitutionnelle n'aura pas de valeur et perdra la confiance des pays amis. C'est ce qui nous pousse à parler de l'institution et de la vie politique dans le chapitre suivant.

II.- Institution et vie politique

Depuis l'indépendance, proclamée unilatéralement le 6 juillet 1975 par Ahmed Abdallah Abderemane, la vie pratique, dominée par ses proches, a été constamment marquée par des coups d'Etat et par l'intervention de mercenaires étrangers, menés notamment par le Français Bob Denard. En fait, en 1980, le dictateur Abdallah est assassiné en présence de Denard et des mercenaires qui l'avaient installé au pouvoir en 1978, en renversant Ali Soilihi par un coup d'Etat. En 1990, des élections ont eu lieu après son assassinat en 1989 par le même homme Bob Denard et ces mercenaires, qui portent à la tête de l'Etat Saïd Mohamed Djohar. Mais avant d'être élu, c'est lui qui avait assuré l'intérim et qui avait proclamé la démocratie aux Comores. Il organise le départ des

¹ C'est une pratique coutumière exercée par les musulmans depuis la mort de Mahomet.

mercenaires, et enfin, il réintègre la garde présidentielle de Bob Denard dans les forces armées comoriennes (F.A.C.). Ces deux armées formaient la F.C.D. (Force Comorienne de Défense). Cette dernière est devenue aujourd'hui l'armée nationale de développement (A.N.D.). Le 11 mars 1990, Djohar arrive officiellement au pouvoir. D'aucuns disent même que c'est Omar Tamou, ex-ministre de l'intérieur, qui a truqué les élections, pour faciliter le retour de l'*udzima* (un parti politique) au pouvoir. Au départ, Djohar avait mis en place un gouvernement de réconciliation nationale ; tous les partis politiques comoriens ont été invités à y prendre part.

Ce gouvernement fut reconnu au niveau national et international. La ligue Arabe est intervenue pour financer la construction du pays. Le 13 juin 1991, le président français François Mitterrand effectue un voyage officiel pour féliciter le président de la République pour son initiative. L'implantation de cette nouvelle forme de démocratie à l'occidental, l'ambition de certains hommes, le conduisent à changer d'opinion, et tout d'un coup, plusieurs ministres démissionnent. Quelques semaines après, une grève générale éclate, les partis politiques, quant à eux, prolifèrent comme des champignons. Saïd Mohamed Djohar finit par perdre pied. Ce qui fait qu'entre le 13 juin 1990 et le 20 juin 1993, onze gouvernements se sont succédé aux Comores.

En 1992, une nouvelle constitution instaurant un parlement fédéral bicaméral est promulguée. En septembre 1995, le président Djohar est aussi renversé par des mercenaires dirigés par Bob Denard. Saïd Mohamed Djohar est libéré par une intervention de l'armée française. Il doit s'exiler à la Réunion, tandis que le premier ministre Caabi el-Yachourtu constitue un nouveau gouvernement. Ce dernier est aussitôt désavoué par le président en exil. En mars 1996, une élection présidentielle a donné un nouveau chef d'Etat. Mohamed Taki Abdoul Karim annonce une réforme de la constitution. Comme nous l'avons montré dans notre sous-chapitre précédent, la constitution était instable. La réforme de la constitution proposée par Taki est votée en octobre 1996. Cette dernière établit l'islam comme religion d'Etat et accroît fortement le pouvoir présidentiel. Notons que les élections législatives de décembre 1996 sont boycottées par la

plupart des partis d'opposition et donnent une écrasante majorité au parti présidentiel à l'assemblée nationale. Cette dernière revient au rassemblement national pour le développement (R.N.D.) du président Mohamed Taki Abdoul Karim. Après la mort de ce dernier, en 1998, les Comores connaissent une instabilité politique qui conduit en 1999 à un coup d'Etat mené par le colonel Azali Assoumani, qui voulait préserver l'intégrité des Comores.

Un accord de réconciliation nationale aboutit en décembre 2001 à l'adoption par référendum d'une nouvelle constitution. Celle-ci institue une fédération, l'union des Comores à la place de la République fédérale islamique des Comores (R.F.I.C.), dans l'objectif de réduire les tensions institutionnelles et séparatistes qui secouent l'archipel. Grâce à cela, chacune des trois îles de l'union, la Grande Comore, Anjouan et Mohéli, est dotée d'une large autonomie.

L'autorité du pouvoir central s'exerce sur la monnaie, la diplomatie, la défense extérieure et la religion. La constitution prévoit également la tenue d'une série d'élections qui est achevée par l'élection présidentielle du 14 avril 2002, à l'issue de laquelle le chef d'Etat sortant, le colonel Azali Assoumani, devient le premier président de la nouvelle union des Comores. En outre, chaque île élit son propre président : cette fonction est occupée par Abdou Soulé Elbak à la Grande Comore, Mohamed Bacar à Anjouan et Mohamed Saïd Fazul à Mohéli.

En revanche, comme nous l'avons souligné dans nos pages antérieures, les Comores ont hérité de problèmes politiques qui portent atteinte à leur image de marque dans le monde, tels que les coups d'Etat successifs preuves de l'instabilité dans le pays. C'est pourquoi nous allons parler dans le chapitre suivant de « l'instabilité gouvernementale ».

III.- L'instabilité gouvernementale

En 1975, le président Ahmed Abdallah Abderemane est renversé par Ali Soilihi, appuyé par des mercenaires. Les Comores s'alignent alors sur la Tanzanie socialisante. Soulignons que, selon Ali Soilihi, la Tanzanie

doit être le premier partenaire, surtout dans le domaine de la défense. Nous le voyons d'ailleurs aujourd'hui dans la crise séparatiste de l'île autonome d'Anjouan ; c'est la Tanzanie qui a envoyé le plus de soldats pour la restauration de la paix à Anjouan. Cela montre que Ali Soilihi avait une bonne vision, car après 33 ans, la Tanzanie a donné aux Comores une grande opportunité pour restaurer l'intégrité des Comores. Si nous revenons sur cette instabilité dont nous parlons, tout a commencé par la question de l'île sœur Mayotte, annexée par l'ancien colonisateur. Lorsque le père de la révolution comorienne, Ali Soilihi, a exposé ses inquiétudes à l'O.N.U., le 24 juin 1976, 102 Etat (contre 1 et 23 abstentions) ont protesté contre le référendum imposé aux Mahorais. En effet, ils jugent que cela porte atteinte à la souveraineté de l'Etat comorien reconnu comme étant composé de quatre îles.

Par conséquent, la révolution serait vue comme une mauvaise herbe dans la plantation (Mayotte) du colonisateur. Cet adventice subira une opération de sarclage dirigée par Bob Denard le 13 mai 1978. Ce dernier, lors de son départ forcé des Comores, pose ses conditions en déclarant ce qui suit :

« J'exige une passation de pouvoir avec l'armée française de me rendre les honneurs lors de mon départ... »¹.

Dans cette optique, nous pouvons dire que la France était complice de l'assassinat d'Abdallah, comme le soupçonnent les Comoriens. Car l'exigence de Bob Denard était prise en considération par la France, le fait qui ne l'a pas désarmé de ses hommes. Cela annonçait son éventuel retour aux Comores.

En outre, en 1978, Ahmed Abdallah revient au pouvoir, toujours grâce à l'intervention des mercenaires de Bob Denard, après avoir été écarté du pouvoir par Ali Soilihin, mais il est assassiné en 1989, en présence de ces mêmes mercenaires et Denard dans des circonstances mal élucidées. Le nouveau pouvoir élu en 1990 ouvre le gouvernement à une partie de l'opposition.

¹ <http://www.holambé-Comores.com/>.

En fait, en 1992, des élections législatives sont organisées, mais l'assemblée est dissoute l'année suivante. En décembre 1993, un nouveau scrutin est organisé, donnant la victoire au camp présidentiel, victoire contestée par l'opposition.

C'est presque le début de l'instabilité gouvernementale, des grèves provoquent un nouveau coup de d'Etat en septembre 1995, sous la houlette de Denard, provoquant une intervention française. Les autorités françaises ont décidé en janvier 1995 de rétablir l'obligation de visa pour les Comoriens se rendant à Mayotte. Mayotte est une île d'immigration pour les Comoriens, ils y trouvent un niveau de vie plus élevé. Malgré les crises de différentes sortes qui secouent les Comores, elle se situe sur la route du pétrole et demeure un pôle géostratégique dans l'océan Indien.

Confronté aux grèves des fonctionnaires impayés depuis des mois, le président Taki doit aussi faire face, en juillet, août 1997, à un mouvement de sécession, à Anjouan, puis à Mohéli. Elles reprochent à la Grande Comore de capter les aides internationales et les emplois des fonctionnaires et réclament leur rattachement à la France à l'exemple de Mayotte. C'est aussi, on peut le dire, le début des tensions séparatistes qui portent un coup dur au gouvernement fédéral et qui le fragilisent davantage.

A la suite d'un voyage à l'étranger, le président Taki est mort d'une crise cardiaque, le 6 novembre 1998. Les circonstances de son décès restent mystérieuses, certaines personnes accusent la France de l'avoir empoisonné. Tous les décès des présidents aux Comores ont été causés par le mercenaire Bob Denard, qui obéissait au commandement de la France. En effet, le président Taki, après sa mort, était remplacé pour trois mois, par Ben Saïd Massoundi, un Anjouanais, leader de l'opposition durant le règne de l'ancien président Abdallah. La nomination par Massoundi d'Abbas Djoussouf, le leader de l'opposition parmi les ministres, fut jugée illégale.

Les deux îles sécessionnistes refusent de participer à la prochaine présidentielle et revendiquent une structure fédérale avec un vote île par île. Des affrontements entre sécessionnistes ensanglantent Anjouan. En avril 1999, les principaux leaders des trois îles, auxquels se joignent des observateurs, se réunissent à Antananarivo pour trouver une issue à la crise.

En fait, ils préconisent l'élargissement de l'autonomie de chaque île, mais le refus d'Anjouan de signer cet accord sur-le-champ, ainsi que les discussions sur la nomination du futur premier ministre déstabilisent totalement le gouvernement comorien. Comme nous le savons, cette nomination a provoqué un putsch à Moroni, par le chef d'Etat-major, le colonel Azali Assoumani qui déclare :

« Vouloir empêcher le pays de sombrer dans le chaos et l'anarchie, je suis dans l'obligation de prendre le devant »¹.

A son accession au pouvoir, Azali Assoumani dissout les institutions républicaines et annonce un exécutif dirigé par lui-même et constitue une majorité civile. Cette dissolution des institutions va entraîner une instabilité quasi-totale du gouvernement et explique pourquoi jusqu'à maintenant les îles se trouvent dans une instabilité gouvernementale. En effet, malgré un nouveau système d'union, les chefs d'Etat n'arrivent pas à s'entendre. Toutes ces instabilités sont dues à l'éclatement de la République fédérale islamique des Comores.

¹ *Journal Officiel de la R.F.I. des Comores*, 1999.

CHAPITRE II

L'ECLATEMENT DE LA RFIC DEPUIS 1997 ET L'IRREDENTISME DE LA GRANDE-COMORE SUR LES TROIS AUTRES ILES DE L'ARCHIPEL

I.- L'instabilité chronique de la République fédérale

Relativement stable jusqu'à la mort de Saïd Mohamed Cheikh en 1970, la vie politique des Comores devient très agitée quelques années avant l'accession à l'indépendance et n'a cessé de l'être depuis lors. Elle est ponctuée de révoltes, d'émeutes et de coups d'Etat, et reste pendant plus de 20 ans sous l'influence de liens tumultueux et malsains avec les mercenaires français.

Soulignons que le pouvoir, à la fin de l'année 1972, était entre les mains d'Ahmed Abdallah Abderemane, fidèle second de Saïd Mohamed Cheikh, issu d'une famille noble. Ce dernier est né en avril 1904 à Mitsamihouli (Grande Comore), médecin de formation, il est élu premier président du conseil de gouvernement le 22 décembre 1961 par la chambre des députés aux Comores. Chef d'un parti traditionaliste, le parti vert, il a su se rallier à l'idée de l'indépendance préconisée au départ par de petits partis minoritaires mais agissants, le Molinaco (le Mouvement de Libération des Comores). Il dispose, début 1973, d'une confortable majorité et de l'appui de

la France, prête à accorder l'indépendance au territoire et à offrir sa coopération.

Tout semble donc devoir suivre un cours normal, dans cette marche vers l'indépendance. Pourtant, le processus va être contrarié par des incertitudes de la politique de la métropole, puis par les dissensions entre Mayotte et les autres îles, enfin entre les politiciens comoriens. Mais c'est certainement le particularisme de Mayotte qui s'était considérablement renforcé durant les dix dernières années qui précèdent l'indépendance.

Nous pouvons dire que l'acquisition de l'indépendance des trois îles des Comores, et la loi de sécession de Mayotte consacrée, les querelles et les conflits aux issues parfois dramatiques vont continuer d'émailler la vie politique de la République des Comores. C'est dans cette atmosphère que Jean Christophe Mitterrand et le président Ahmed Abdallah, autour d'une table, discutent du problème de Mayotte en disant :

« Une table est plus stable si elle tient sur trois pieds »¹.

Cela veut dire que l'île Mayotte ne doit pas regagner les autres îles sœurs des Comores, car le retour de Mayotte auprès des autres îles sœurs pourrait déstabiliser l'ensemble des Comores, selon lui. Ahmed Abdallah écoute son vis-à-vis avec intérêt, est un homme de conviction. Il répond de la manière suivante :

« Moi, dit-il, je préfère un bœuf à quatre pattes »².

Cela montre que Français et Comoriens restent sans surprise sur leur position. Devant tous ces efforts, l'instabilité gagne toujours du terrain. Cette instabilité n'a probablement pas pu contribuer à renforcer les Mahorais dans leur conviction qu'il n'était décidément pas de leur intérêt de lier leur sort à cette République française.

Cette consécration de la sécession mahoraise va entraîner la radicalisation du régime, qui ne s'en est jamais réellement remis. Ali Soilihi ne parvient pas à s'entendre avec la France. Il tente de mettre fin à cette

¹ Pascal Perri, *Comores les nouveaux mercenaires*, p. 47.

² *Ibidem*, p. 17.

sécession avec l'appui de l'O.N.U. Une marche sur Mayotte échoue. Les rapports avec la France s'aigrissent, les fonctionnaires s'en vont. En 1976, le régime bascule vers une sorte de « démocratie populaire ou anti-féodale ». L'opposition comorienne accuse Abdallah de collusion avec les Mahorais, elle dit qu'il vise à introduire aux Comores des mercenaires venant d'Afrique du Sud. Face aux difficultés soulevées par l'instauration d'un régime marxiste autogestionnaire, des révoltes éclatent, mal connues par une opinion internationale uniquement informées par l'O.N.U. Cet organisme veut satisfaire les revendications des Comores en ce qui concerne Mayotte. Les Mohéliens se sont révoltés en décembre 1977. Sur ce, les Grande-Comoriens, sous la direction d'Abbas Djoussouf, ont fomenté un coup d'Etat en 1978. Suite à ces événements, les Anjouanais cherchent à gagner l'île de Mayotte restée française.

La révolte sécessionniste des populations des îles d'Anjouan et de Mohéli en juillet 1977 va contribuer au quasi éclatement de la République fédérale islamique des Comores. Subissant plus particulièrement ce dysfonctionnement du fait de leur éloignement d'un pouvoir de plus en plus centralisé et de ses privilèges, et souffrant d'être les derniers servis dans l'usage des crédits obtenus de l'extérieur (France, Union Européenne, PNUD, pays arabes), les îles d'Anjouan et de Mohéli sont reprises par le virus de la dissidence au cours de l'été 1977.

Désireuse de se débarrasser de ce qu'elle considère comme une tutelle de Moroni (capitale de la Grande Comore et de la République), l'île d'Anjouan est entrée dans la première rébellion. Les premières émeutes éclatent en mars 1977, les forces de sécurité sont débordées, la population obtient le limogeage du gouverneur et de ses collaborateurs. Le 6 juillet, pour la fête de l'indépendance comorienne, les mouvements séparatistes (Mawana) dirigé par le commandant Ahmed Hazi, hissent le drapeau français à Mutsamudu, chef-lieu de l'île d'Anjouan.

En effet, le mouvement anjouanais (M. A.) est fondé à partir de la fusion des trois mouvements séparatistes. Un grand dignitaire religieux et important notable de Mutsamudu, Abdallah Ibrahim, père d'un ancien ambassadeur comorien au Caire, prononce une déclaration d'indépendance

d'Anjouan. Il hisse le drapeau français à côté de celui de Mawana (du nom de l'ancien sultan de l'île). Une altercation entre les manifestants et les gendarmes fait des morts. En d'autres termes, le président Taki, en voulant mettre fin au mouvement séparatiste d'Anjouan lors de la célébration de la fête nationale française en 1997 à Mutsamudu, comme celle du 6 juillet, avait ordonné l'ordre au capitaine Daoud (Mataba) de réprimer le mouvement. Mais l'officier, incompetent et ignorant, a pensé mettre fin à cette situation par le simple assassinat d'un ancien officier retraité de l'armée française du nom de Belela. Or, son attitude a engendré l'effet inverse. Au lieu de mettre fin au mouvement de rébellion, l'assassinat de cet officier a aggravé la situation. Des renforts militaires sont envoyés pour apaiser les tensions séparatistes, mais en vain.

En effet, le 19 juillet 1998, est créé un directoire chargé de présider aux destinées du peuple d'Anjouan, présidé par le cheik Abdallah Ibrahim (75 ans). Ce directoire se proposait d'informer le président Taki et son premier ministre Ahmed Abdou de la décision irrévocable du mouvement populaire d'Anjouan (M.P.A.) de séparer Anjouan du reste des Comores pour demander son rattachement à la France. Il demande aussi le retrait d'Anjouan des fonctionnaires originaires de la Grande Comore et de Mohéli.

Face à cela, le président Taki décide de contre-attaquer en divisant les séparatistes. Il nomme un nouveau gouverneur à Anjouan dont la première mission est d'arrêter le président du directoire du (M.P.A.) Abdallah Ibrahim. Cela a donné aux Anjouanais une nouvelle fois la force de continuer à maintenir leur position de séparatiste.

La fièvre séparatiste s'est également emparée de Mohéli à la même période et pour les mêmes raisons qu'Anjouan. Les forces armées comoriennes y sont également intervenues sans succès. Face aux imperfections du président Taki, Pierre Maurice dit :

« Pour compliquer le tout, les séparatistes anjouanais considèrent que les rencontres d'Addis-Abeba et d'ailleurs sont détestinées à débattre les relations entre Anjouan et le gouvernement de Moroni. Par contre, la question de Mohéli,

doit être abordée séparément de façon bilatérale entre les délégués séparatistes de cette île et ceux du président Taki »¹.

Nous constatons que dans ces affaires, le problème d'Anjouan est beaucoup plus considéré que celui de Mohéli. Or, Mohéli est une île comorienne, comme Anjouan. Tout cela nous pousse à nous demander si la négligence des chefs d'Etat ne s'arrêtera pas ; y aura-t-il une stabilité aux Comores ?

Ainsi, la fédération islamique éclate, suivie de mouvements séparatistes et de manifestations très violentes. Il est temps de remédier la crise politique comorienne afin de stabiliser le gouvernement comorien. Il faut avoir recours aux pourparlers. C'est pourquoi nous avons intitulé notre chapitre suivant : « Les efforts de médiation internationale ».

II.- Les efforts de médiation internationale

Une délégation envoyée par le président Taki obtient que la ligue arabe travaille conjointement avec l'O.U.A. à la médiation inter-comorienne. Quant au gouvernement de Paris, il préfère se maintenir en arrière-plan de cette médiation arabo-africaine qui prône un aménagement des institutions visant à augmenter le pouvoir des îles.

Tandis que le président Taki s'octroyait le 9 septembre les pleins pouvoirs, les séparatistes anjouanais organisent dans leur île un référendum d'autodétermination qui, le 26 octobre 1998, avec une participation de 94 % des inscrits, a donné 99,8 % des suffrages exprimés² en faveur de la sécession d'Anjouan d'avec l'Etat comorien. Ce référendum, considéré par les Anjouanais comme l'acte fondateur de leur indépendance autoproclamée, a été condamné par le gouvernement de Moroni et l'ensemble de la communauté internationale. Le président Abdallah Ibrahim a désigné le lendemain un gouverneur provisoire, avec mission de préparer une constitution et d'organiser une élection présidentielle.

¹ Pierre Maurice, *La position de la France et de la communauté internationale à l'égard des îles Comores*, p. 438.

² *Ibidem*, p. 438.

Reportée de semaine en semaine, la conférence inter-comorienne d'Addis-Abeba, qui s'est finalement tenue du 11 au 13 décembre 1997, n'a débouché que sur l'adoption du principe de la tenue dans les plus brefs délais, sous les auspices de l'O.U.A., d'une conférence comorienne inter-îles destinée à définir un nouveau cadre institutionnel répondant aux aspirations légitimes des Comoriens. Pierre Maurice écrit :

« La seule concession consentie par la délégation anjouanaise ayant été la mention que les parties comoriennes ont pris note de la position ferme de l'O.U.A. de la Ligue Arabe et de l'Union Européenne en faveur de l'unité et de l'intégrité territoriale des Comores »¹.

L'ambassadeur de France aux Comores s'est posé dès le début de novembre, en médiateur entre les Anjouanais et l'O.U.A., en mettant un avion militaire français à la disposition des observateurs militaires dépêchés en novembre dans l'archipel par cette organisation.

Depuis la réunion de décembre 1997, l'O.U.A. n'est jamais parvenue à un accord entre le gouvernement de Moroni et les autorités séparatistes anjouanaises. Autrement dit, une réunion finalement tenue en janvier 1998 à Fomboni (dans l'île de Mohéli), la visite d'une délégation de l'O.U.A. aux Comores le 20 mars, et de nombreuses tentatives de médiation émanant des pays d'Afrique (Kenya, Tanzanie, Mozambique, Afrique du Sud et Zimbabwe), n'ont pas trouvé de solution. En outre, sur cette route de médiation, la commission de l'océan Indien appuyée par la France a déployé beaucoup d'efforts pour parvenir à une solution durable (Madagascar, Maurice). L'O.U.A. a même agité la menace d'une intervention musclée contre les séparatistes d'Anjouan. Le président Abdallah Ibrahim persiste toujours dans l'autodétermination de l'île d'Anjouan.

Or, le président de la commission de l'océan Indien Caabi El-Yachourtu était considéré comme un pilote d'avion, à cause de ces voyages pour la recherche de la stabilité aux Comores.

¹ Pierre Maurice, *La position de la France et de la communauté internationale à l'égard des îles Comores*, p. 439.

Une conférence de réconciliation inter-comorienne est à nouveau envisagée, en Afrique du Sud, sous les auspices de l'O.U.A., mais les séparatistes d'Anjouan et de Mohéli réclament toujours la création d'Etats indépendants associés. Une délégation de séparatistes anjouanais, qui se présentent comme les représentants de l'Etat souverain d'Anjouan, est reçue à Pretoria le 20 août. Cette dernière accepte de participer à la conférence de réconciliation, en y mettant de nombreuses conditions. En octobre, voyant que les négociations piétinent toujours, de nombreux membres de l'O.U.A. réunis à Addis-Abeba se prononcent pour une intervention militaire que réprouvent le président sud-africain Nelson Mandela et le premier ministre mauricien N. Rangoolam.

Tandis que l'idée d'un gouvernement de salut public, qu'il avait lancée en octobre, fait son chemin tout en soulevant des résistances chez ses propres partisans, le président comorien Taki décède subitement le 6 novembre 1998, en laissant en cours la réconciliation nationale.

II.- Le processus de réconciliation nationale

Après trois ans et demi de trouble, un accord-cadre de réconciliation nationale est signé le 17 février 2001 par le colonel Azali Assoumani qui était le premier président de l'Union des Comores. Les dirigeants séparatistes anjouanais, en la personne du colonel Saïd Abeid Abdérémane, et l'opposition nationale représentée par Abbas Djoussouf ont été aussi présents à cet accord-cadre. Ce dernier s'est déroulé sur l'île de Mohéli en présence de tous les cadres et les notables des Comores. Cet accord-cadre avait comme but de mettre fin à la crise séparatiste et institutionnelle, née de la sécession de l'île d'Anjouan en 1997.

Cet accord stipule le partage du pouvoir entre le nouvel ensemble comorien et les îles. Il prévoit la tenue d'un référendum constitutionnel sur les nouvelles institutions et le maintien au pouvoir du chef de la junte militaire, le colonel Assoumani, durant la période de transition. Le putsch militaire, qui a eu lieu en août dans l'île séparatiste d'Anjouan, veut renverser le colonel Abeid et la tentative de coup d'Etat perpétré par des

mercenaires français au mois de décembre ne remettent pas en cause le non déroulement du référendum sur la nouvelle constitution, le 23 décembre 2001. Cette constitution est approuvée par 77 % de la population¹, elle crée une fédération, l'Union des Comores, et un accord de réconciliation nationale. Elle prévoit en outre la tenue d'élections libres dans les mois qui suivent son adoption.

En revanche, le 17 mars 2002, une élection primaire est organisée pour retenir les trois candidats qui s'affronteront lors de l'élection présidentielle prévue pour le 14 avril 2002. En vertu de l'accord-cadre de février 2001, les Comores sont dotées d'une présidence tournante tous les quatre ans. Cependant, la Grande Comore qui est la première des trois îles à assumer la présidence tournante organise cette élection primaire, comme elle l'avait promise. En fait, le colonel Azali Assoumani, chef d'Etat sortant y arrive largement en tête devant le colonel Mahamoud Mradabi et le prince Saïd Ali Kamal. Ces deux derniers principaux candidats de l'opposition boycottent l'élection présidentielle du 14 avril 2002. Le colonel Assoumani annonce sa victoire avant même la publication officielle des résultats, qui seront ultérieurement confirmés par une commission d'homologation. Si le groupe d'observateurs internationaux présents lors du scrutin juge que l'élection s'est « déroulée dans un climat calme », malgré des « incidents divers » et un faible taux de participation, les conditions de validation des résultats du scrutin (d'abord annulés, puis revalidés) ont créé une certaine confusion dans le pays.

Cela montre effectivement que personne ne veut laisser le pouvoir lui passer. Nous nous interrogeons comment les îles des Comores sont parvenues à une telle crise politique aiguë.

¹ *Al-Watwan*, hebdomadaire n° 5 du 1^{er} au 7 janvier 2002, p. 5.

CHAPITRE III

LES REGIMES ET LES DICTATEURS

I.- Pouvoirs autoritaires des îles Comores

Nous savons que le pouvoir politique a pour fonction, dans toute société, de la protéger et d'en assurer le développement. L'existence d'un sentiment national, d'une volonté de vivre ensemble, permet l'apparition d'un pouvoir politique légitime et accepté.

Le pouvoir politique est comme une force d'organisation qui a la responsabilité de définir les règles composant l'ordre social désiré par la majorité des citoyens. Le pouvoir est donc indispensable à la survie d'une société, parce que son exercice donne beaucoup de puissances aux personnes qui en ont la charge, car c'est à eux que revient la charge d'organiser les rapports entre les personnes et de défendre leurs intérêts.

Malgré cela, le pouvoir des îles des Comores reste marqué par des régimes autoritaires qui se succèdent tout au long de son histoire politique. Ces dernières années, les présidents des îles ont été en conflit contre le président de l'Union des Comores. Cela s'explique par le fait qu'ils veulent maintenir leur pouvoir. Or, ils veulent avoir le même pouvoir que celui de l'Union pour ruiner les îles. Prenons le cas de Mohamed Bacar. Durant son mandat, il n'a fait que développer et renforcer les réseaux

maffieux. En d'autres termes, pendant 7 ans, Bacar régnait sans partage de « Dar-Najah ». Sept années de privation de liberté, de misère, de tortures et d'exactions de toutes sortes... Mais, plus que la fin du colonel Bacar, c'est surtout la fin de la zone grise survenue à Anjouan depuis 2008 qui est aussi saluée. Car derrière le paravent du séparatisme, se cache en vérité le développement d'une mainmise de la mafia internationale sur l'île.

Rappelons que le droit international consacre la « zone grise » comme ceci :

« Une partie d'un territoire d'un Etat ou des forces d'influence internationale vivent et se développent en marge des Etats, voire contre eux, sinon en les parasitant. Ces forces sont dans la plupart des cas des organisations maffieuses, des cartels de narcotrafiquants, des réseaux de blanchissement d'argent »¹.

Cela revient à dire que de telles actions ont pris une très grande place depuis la naissance du mouvement séparatiste jusqu'à aujourd'hui. Bacar réalise tout cela, vraisemblablement, avec la complicité discrète des autorités fédérales de l'époque avec à la tête Azali.

Vu sous cet angle, le pouvoir qui existe est avant tout un type de pouvoir par lequel les grands exploitent, dominant les petits ; « la loi de la jungle » s'applique. Plus précisément, par la libre concurrence, ceux qui ont la possibilité, les moyens, les capitaux, décident à leur guise le marché national et international. Ils ne pensent qu'à leurs intérêts. Cela permet de dire que dans la période du séparatisme d'Anjouan, certains commerçants ont été de connivence avec celui qui était à la tête du pays. Ils se contentent de remplir leurs poches, et laissent le peuple sombrer dans la misère.

Récapitulons un peu pour montrer qu'au cours des années 1950, le territoire des Comores a incontestablement profité des efforts faits par l'Etat et les administrations centrales et locales pour améliorer la situation économique et sociale : extension et amélioration des plantations (poivrier, cocotiers, ylang-ylang comme à Mayotte) et du réseau d'approvisionnement en eau potable, la modernisation d'un secteur

¹ L'archipel, n° 233 du 5 avril 2008, p. 5.

industriel certes très limité (distillerie de plantes à parfum, usine sucrière à Mayotte) ; la création ou modernisation d'infrastructures (transmission, installations portuaires et aéroportuaires, réseau routier), construction de dispensaires et lutte contre les maladies tropicales endémiques, constructions scolaires. L'Etat paye les traitements de certains fonctionnaires (les plus nombreux) et les 50 % des dépenses à caractère social. De la même manière, il fournit un certain nombre de services techniques nationaux. Pierre Maurice précise :

« Dès la fin des années 1950, le relatif progrès économique et social enregistré aux Comores est largement occulté par les questions politiques liées à l'autonomie puis à l'indépendance, revendiqué par divers secteurs de l'opinion dans trois îles et par la volonté manifestée par les Mahorais de rester française »¹.

Il faut noter que depuis leur indépendance, les îles Comores sont tombées dans un marasme politique. Cela s'explique par l'instabilité politique, les différentes manifestations et les crises séparatistes dont nous sommes aujourd'hui des témoins oculaires. Les îles sont appauvries, et aucun pouvoir en place ne se soucie de l'avenir de ces îles. Les pouvoirs qui se sont succédé, nous l'avons déjà montré, étaient des pouvoirs autoritaires. Nos dirigeants gouvernent les îles avec des mains de fer. Qui sont ces gouvernants ? L'histoire politique des Comores en retient quelques-uns. Et c'est par ces derniers que nous ouvrons notre chapitre suivant : « Les dictateurs machiavéliques des îles Comores ».

II.- Les dictateurs machiavéliques des îles Comores

Nous avons déjà mentionné que l'histoire des Comores retient quelques dirigeants véreux et malfaisants ayant contribué à l'appauvrissement des îles. Nous allons les étudier un à un :

¹ Pierre Maurice, *La position de la France et de la communauté internationale à l'égard des îles Comores*, p. 10.

1.- Ahmed Abdallah Abderemane

Ami de Mobutu Sese Seko¹, Ahmed Abdallah Abderemane est le chef de l'Etat des Comores arrivé au pouvoir le 8 juillet 1975, deux jours après la déclaration unilatérale d'indépendance du nouvel Etat comorien, reconnu le 9 par la France. Il est le premier dictateur comorien ; il gouvernait les îles sans partage. Son pouvoir était plus qu'autoritaire, c'est un dictateur très sanglant qui figure dans les annales de l'histoire africaine. Il a laissé son peuple après sa mort en 1989, se débattre dans une indescriptible misère, alors que les Comores aurait dû devenir l'un des archipels les plus tranquilles, car ces îles avaient la chance d'obtenir des aides venant de différents pays arabes et européens.

Son règne sans partage a été renversé par un coup d'Etat le 3 août 1975, dont le principal instigateur a été Ali Soilihi. En effet, il était l'un des membres les plus actifs de l'Umma, l'ancien parti conservateur du prince Saïd Ibrahim, devenu un parti turbulent, le front national uni (F.N.U.) qui accuse Abdallah d'avoir trop vite coupé les ponts avec Paris et d'exercer un pouvoir autocratique et machiavélique.

Il s'ensuit, moins de deux mois plus tard, une tentative de sécession de l'île d'Anjouan dont le dictateur Abdallah est originaire. Cette sécession est sévèrement réprimée, avec l'aide de mercenaires (Bob Denard et une équipe d'aventuriers) qui débarquent aux Comores pour la première fois en septembre 1975 pour consolider le pouvoir d'Ali Soilihi auxquels le délégué à la défense du nouveau pouvoir fait appel.

Le 21 mai 1978, Ahmed Abdallah retourne aux Comores et s'empare du pouvoir. Quelques jours après, il a accusé Ali Soilihi de vouloir s'enfuir et autorise les mercenaires à tirer sur lui. Abdallah n'aurait pas pu rester longtemps au pouvoir si Ali Soilihi était là. C'était le cas, car il régné 15 ans ; le pouvoir qu'il a divisé a commis des exactions sans limites.

Mohamed Ahmed qui voulait participer aux élections présidentielles se retire et laisse Abdallah se présenter comme candidat unique. Celui-ci est

¹ Mobutu Sese Seko, ex-président du Zaïre (R.D.C.) dans les années 1980, mort au Maroc d'une prostate en 1997.

plébiscité par référendum le 23 octobre 1978 avec 99 % des suffrages¹. Et depuis cette date, c'est-à-dire entre 1978 et 1989, Abdallah renforce et consolide son pouvoir, en organisant une armée privée (G.-P.) garde présidentielle sous le commandement de mercenaires européens et surtout de Bob Denard. C'est là qu'on voit son pouvoir autocratique. Abdallah n'entendait pas résoudre les problèmes pacifiquement. Par exemple, les 14 et 15 février 1981, il y a eu une tentative de coup d'Etat ayant entraîné l'arrêt et l'emprisonnement pendant deux ans de Mouzaïr Abdallah, ex-ministre du régime. Un autre exemple, les événements du 24 juillet 1983 qui ont vu l'arrestation de certains membres du Front Démocratique (F. D.). Le 8 mars 1985, certains membres de la garde présidentielle furent tués pour avoir tenté de fomenter un coup d'Etat contre Abdallah.

Effectivement, cette même année, le leader du Front Démocratique Moustoïfa Saïd Cheik se vit incarcéré au camp militaire de Kandrani. Le 30 novembre 1987, de nombreux anciens militaires ont été arrêtés. Cette arrestation sera suivie de tortures.

Pour faciliter son triomphe aux élections, Abdallah s'est trouvé dans l'obligation de pratiquer une politique de répression. Après sa réélection par référendum à 99 %, il a donné la chance à son parti unique (*Udzima*) d'occuper la totalité des sièges à l'assemblée².

En revanche, après les dizaines d'années de tortures, d'arrestations et de violences, on pourrait le comparer à l'exemple du proverbe qui dit : « Cent ans pour le voleur, un jour pour le maître ». Quand Abdallah cherche à se débarrasser des mercenaires, la nuit du 26 au 27 novembre 1989, il ne sortira pas vivant de son entretien avec Denard. Il a laissé les îles avec leur peuple dans le désespoir et la pauvreté .

2.- Ali Soilihi

Originaire de la Grande Comore, né le 7 janvier 1939 à Mahajanga, il est élu le 22 janvier 1976 par les membres du conseil exécutif et du

¹ *Al-Watwan*, hebdomadaire n° 50 du 20 au 25 janvier 2002, p. 8.

² Pascal Perri, *Comores les nouveaux mercenaires*, p. 10.

conseil national de la révolution comme chef d'Etat en remplacement du prince Saïd Mohamed Jaffar. Le nouvel élu forme rapidement un gouvernement d'union nationale. Certains partisans d'Abdallah se rallient à lui, mais Ali Soilihi laisse Ahmed Abdallah partir en France. D'après un adage : « on ne doit pas tuer les intellectuels ou les riches de son pays ». Cette situation a coûté la vie à Ali Soilihi ; le 23 août 1976, les alliés de l'ancien président ont renversé Soilihi. Ali Soilihi avait oublié ce principe machiavélien selon lequel :

« Un homme qui en toute occasion voulait faire profession d'homme de bien, il ne peut éviter d'être détruit parmi tant de gens qui ne sont pas bons »¹.

En ce sens, Ali Soilihi avait pensé consolider son pouvoir en créant une armée populaire encadrée par des mercenaires européens, mais aussi par des armées auxiliaires tanzaniennes. C'est d'ailleurs ce que son successeur a fait, mais sans succès. Ces mercenaires européens ont fini par éliminer son successeur qui n'est autre qu'Abdallah lui-même.

En outre, les Comores refusent en partie de reconnaître en sa personne un dictateur. Mais les écrits qui restent considèrent Ali Soilihi comme un dictateur marxiste qui voulait diriger les îles en révolutionnant la société comorienne. Ce dernier cherche alors à reprendre le dialogue avec Paris. Mais les mois qui suivent ne donnent lieu qu'à une sécession de malentendus et d'occasions manquées. Le 18 octobre 1975, le gouvernement français ne reconnaît pas l'admission de la République Fédérale Islamique des Comores (R.F.I.C.) aux nations unies.

La consécration, rappelons que la sécession mahoraise va entraîner la radicalisation du régime, qui ne s'en est jamais réellement remis. Ne parvenant pas à s'entendre avec la France, le dictateur Ali Soilihi tente de mettre fin à cette sécession avec l'appui de l'O.N.U. Une marche sur Mayotte échoue. Les rapports avec la France s'aigrissent, les fonctionnaires prennent la fuite vers l'extérieur dans des conditions catastrophiques. Le régime bascule vers la dictature, préconise des travaux forcés, les intellectuels sont emprisonnés. Dans d'autres perspectives, Ali Soilihi se sert

¹ Machiavel, *Le Prince*, p. 155.

des comités des jeunes dans toutes les villes et les villages pour essayer de mettre fin aux traditions qui entravent le progrès de la nation. C'est ainsi qu'il va éliminer les dépenses funéraires. Les dépenses somptuaires à la base du grand mariage *anda* sont déclarées illicites, le port de voile sera aussi interdit. Ali Soilihi harcèle aussi les sorciers, les astrologues, les bourgeois à qui il fera balayer les rues. Il va même éliminer les confréries. Tout cela se fera par l'intermédiaire des comités des jeunes, soutenus par les commandos « moisis », mais toujours dans le désordre.

C'est ainsi qu'Ali Soilihi va dissoudre tout le gouvernement le 12 avril 1977, il renvoie tous les ministres chez eux.

Le dictateur Soilihi est à son tour renversé par Bob Denard. On remarque que dans l'histoire comorienne, Ali Soilihi reste le dictateur qui voulait changer et développer les îles, mais le régime était très violent. A cause de cela, il est reconnu et fait à son tour comme un dictateur parmi les Africains du siècle, au même titre que Thomas Sankara¹.

Ainsi, après la mort d'Abdallah, les îles basculent dans une sorte de démocratie, mais sans pouvoir du peuple. L'instigateur de cette démocratie est le président Djohar

3.- Saïd Mohamed Djohar

Le président Djohar est né le 22 août 1918 à Mahajanga (Madagascar). Originaire de Chouani et Mdé, Grande-Comore, il est le demi-frère de Ali Soilihi. Il est politiquement adopté par l'île d'Anjouan et par conséquent comptabilisé comme Anjouanais dans la répartition des postes sous l'autonomie interne. En ce sens, il se revendique lui-même à la fois comme Anjouanais et Grande-Comorien lors de sa candidature à la magistrature suprême.

En effet, le président Saïd Mohamed Djohar est élu dans un contexte honteux. Une vague de protestations en provenance de l'opposition,

¹ Thomas Sankara, feu ex-président de Burkina Fasso dans les années 1980, mort dans des circonstances inattendues en 1987.

particulièrement de son principal adversaire, Mohamed Taki l'accuse de fraudes électorales. Le nouveau président est toujours à la recherche d'un équilibre politique introuvable. Il dirige à coup d'ordonnances et de décrets contradictoires, ce qui amène la Cour suprême à tenter vraiment de le destituer pour incapacité. En effet, le président Saïd Mohamed Djohar est accusé d'accorder, selon une fâcheuse tradition dans le pays, des privilèges excessifs et des générosités financières à son clan et à ses proches. Autrement dit, il favorise les détournements de fonds publics opérés par les membres de son gouvernement. Notons que son régime est vite tombé dans la dictature et l'oppression. En d'autres termes, le régime traversait des convulsions et des crises qui trouvent leur origine dans les interminables rivalités entre les grandes familles et qui culminent avec les tentatives de coup d'Etat.

Nous remarquons que jusqu'au coup d'Etat du 28 septembre 1995 qui renverse le vieux dictateur Djohar, lequel n'est pas parvenu, en cinq ans de présidence, à mettre en place les institutions démocratiques qui figuraient en 1992 dans la constitution. En outre, il a modifié 17 fois la composition de son gouvernement. Mais son impopularité explique le soutien d'une partie non négligeable des Comores du coup d'Etat du 28 septembre, et le refus quasi unanime du gouvernement de rétablir l'ancien chef de l'Etat après son exil à la Réunion.

Il faut noter que la dissolution fréquente du gouvernement de Djohar et la modification permanente de la constitution, est l'acte d'un dictateur qui voulait s'éterniser au pouvoir.

4.- Mohamed Taki Abdoul Karim

Il vivait en exil depuis sa démission de la présidence du parlement comorien en 1990. Il est élu président de la République Fédérale Islamique des Comores, le 16 mars 1996. En quelques mois, il a amendé la constitution pour accroître ses pouvoirs. L'opposition refuse de participer, l'accusant de vouloir instaurer un régime présidentiel. Nous savons qu'à la suite, le président Taki a été confronté à de vastes mouvements de

protestations sociales qui puisent leur racine dans l'aggravation du chômage chez les jeunes. L'élargissement du fossé qui sépare la classe dirigeante des couches défavorables et la colère des fonctionnaires dont les salaires ne sont toujours pas versés avec plusieurs mois de retard, va occasionner la chute du régime Taki.

Or, il part d'une idéologie selon laquelle, après sa victoire, le peuple comorien vivra dans un paradis. Taki est le premier président dans l'histoire comorienne à être véritablement élu démocratiquement, avec 63,18 % des suffrages¹. Le 27 mars 1996, après son élection, Taki prête serment sur le *Coran* selon la formule suivante en arabe :

« *Bismilah- Arahmani- Arahim* ! (Au nom d'Allah le tout miséricordieux) : Je jure devant Allah, le clément et le très miséricordieux de fidèlement et honnêtement remplir les devoirs de ma charge et de n'agir que dans l'intérêt général et dans le respect de la constitution »².

Mohamed Taki a oublié qu'il devait pratiquer une politique de ruse, comme Machiavel l'a montré dans le *Prince*. C'est-à-dire se garder de ces gens qui ont ruiné le pays pour saisir l'occasion de les assassiner, quand ils veulent troubler le pays.

Mais puisqu'il est parmi les dictateurs aux Comores, Taki a fait remonter sur la scène politique tous les rebelles et ceux qui ont fomenté le désordre lors du règne du président Djohar, afin de former une nouvelle équipe. L'Etat-major a été confié à l'ancien rebelle Combo Ayouba. Il a encore persuadé le peuple de voter massivement « oui » pour la nouvelle constitution. Ayant tracé son chemin, c'est-à-dire ayant réussi à faire voter « oui » à la constitution et après avoir obtenu la majorité parlementaire, Taki n'arrive pas à confirmer la date de l'arrivée promise au paradis. Pire encore, le pouvoir est centralisé, annonçant le retour à un régime sans partage pareil à celui d'Ahmed Abdallah. Toutes ces erreurs de Taki poussent les Anjouanais à se retirer de la scène politique nationale, en menaçant de faire sécession, et de prôner le séparatisme. Soulignons que tout au long de ces

¹ *Al-Watwan*, hebdomadaire n° 30 du 15 au 20 mai 1996, p. 3.

² *Journal Officiel de la R.F.I. des Comores*, article 7, 1996.

deux ans de Taki, la pratique dictatoriale était monnaie courante Comores. D'où l'apparition des militaires au pouvoir.

En outre, à la Grande-Comore, le colonel Azali Assoumani confisque le pouvoir pour se faire élire frauduleusement chef d'Etat. A Anjouan, c'est pire, le colonel Bacar déchu il y a quelques mois, prend en otage l'île d'Anjouan. Il régnait autoritairement et favorisait le népotisme. Il idolâtre l'ignorance, chasse les intellectuels, emprisonne les enseignants. Ce dernier reste une figure emblématique de la dictature militaire aux Comores comme le font actuellement les Birmans avec leurs généraux.

En un mot, on peut dire, d'après tout ce qu'on a vu, que les îles Comores étaient trahies par des générations de lâches et d'incompétents ; en d'autres termes, des dirigeants obsédés par le pouvoir qui s'enrichissent de plus en plus, alors que le peuple reste sans aucun espoir d'une vie meilleure. A vrai dire, les îles des Comores restent parmi celles qui n'ont pas connu la liberté. En effet, les régimes se succèdent, mais aucun régime n'arrive à instaurer des institutions fiables garantissant la liberté et l'égalité. Ces dirigeants ont comme préoccupation de rester plusieurs années au pouvoir, de penser à leur avenir et non à celui du peuple. C'est pour cela que nous avons choisi comme titre du chapitre suivant : « Nécessité d'un pouvoir fort pour les dirigeants comoriens ».

III.- Nécessité d'un pouvoir fort pour les dirigeants comoriens

Depuis longtemps, le monde est dominé par toutes les formes de pouvoir. Mais cette domination est devenue comme une maladie transmissible dans tous les continents. Tout cela vient des différents conflits politiques que nous vivons aujourd'hui. Car, si nous regardons bien, ce sont les politiciens qui font couler beaucoup d'encre dans différents conflits d'ordre politique ou social pas symétrique. En ce sens, il y a apparition de politicien au pouvoir sans se rendre compte de son institution, qui doit l'amener à ce pouvoir. A cet effet, Claude Rousseau dit :

« Sans la force rien ne se crée, mais rien non plus, selon Machiavel ne se conserve »¹.

Ceci est bien clair pour ceux qui ont déjà l'intention de faire de la politique, en usant de la force. Un dirigeant doit passer par des étapes fondamentales pour se maintenir au pouvoir. En effet, selon Machiavel, la politique doit écarter la religion qui utilise des dogmes. Il a choisi le renard comme prototype des caractères du prince dans les affaires politiques. Il ajoute que le prince doit assumer toutes les responsabilités de ses actes, soit par la ruse, soit par la force. Tout cela peut s'appliquer également aux dirigeants d'aujourd'hui. Leurs objectifs, quand ils se trouvent au pouvoir, c'est de maintenir ce pouvoir jusqu'à leur mort, sans qu'ils ne servent réellement le peuple.

Mais Machiavel n'a jamais dit qu'il faut rester longtemps au pouvoir en ruinant le peuple. C'est malheureux et honteux même, si on peut le dire, car les dirigeants qui appliquent cette force que Machiavel n'a pas dite ne respectent pas la conception machiavélique. Car, ils n'utilisent pas la ruse, mais ils veulent utiliser la force pour rester longtemps au pouvoir, ils appliquent ce que bon leur semble. Notons que, dans ce monde, nous n'avons pas les mêmes ambitions. Il y a ceux qui trouvent la chance d'être dirigeants, mais il y a ceux qui ne peuvent pas arriver à ce stade. C'est pour cela qu'on peut dire que celui qui a la chance d'être dirigeant par hasard ne doit pas oublier qu'il y a d'autres personnes qui sont comme lui. C'est pourquoi :

« Machiavel indique qu'une des conditions du succès pour un prince est de se comporter d'une manière adaptée à son contexte d'action. Quoiqu'il conçoive une certaine capacité d'adaptation, Machiavel reconnaît que certains princes sont nés dans des temps où ils n'étaient pas faits pour rencontrer le succès »².

Cela revient à dire qu'un président doit être quelqu'un qui a déjà vécu des événements politiques. Prenons l'exemple concret du président déchu de l'île autonome d'Anjouan, qui était un gendarme, chef de la

¹ Claude Rousseau, *Le Prince Machiavel*, p. 44.

² Cité par Marie Gaille-Nikadimov, in *le Prince*, p. 25.

brigade du port de Mutsamudu, la capitale d'Anjouan. Nous pouvons dire que c'est le hasard qui l'a conduit au pouvoir, au cours d'un coup d'Etat qui a renversé le président Saïd Abeid. C'est donc par hasard que Mohamed Bacar est devenu dirigeant de l'île autonome d'Anjouan. Durant son premier mandat, la population a déjà souffert de tortures physiques et morales. Il n'avait qu'un but, chercher à conserver le pouvoir très longtemps pour s'enrichir. C'est la raison pour laquelle Frédéric II dans l'*Anti-Machiavel* dit :

« Qu'il considère le *Prince* de Machiavel comme un des ouvrages les plus dangereux qui se soient répandus dans le monde : c'est un livre qui doit tomber naturellement entre les mains des princes et ceux qui sentent du goût pour la politique »¹.

Dans cette perspective, comme nous l'avons dit, chaque tâche, dans ce monde, doit viser un objectif spécifique. Dans ce sens, le *Prince* doit être un guide des dirigeants ou de ceux qui sont en cours de devenir dirigeants. En d'autres termes, celui ou celle qui a l'intention de devenir un jour dirigeant, surtout ceux qui font de la politique. Mais si on le laisse tomber entre les mains de ceux qui viennent au pouvoir par hasard, la population succombera dans les tortures sous toutes ses formes.

En effet, puisque la force est devenue un moyen plus efficace d'atteindre le pouvoir et de le conserver très longtemps, beaucoup de dirigeants aujourd'hui disent que sans la force, leur chance d'arriver au pouvoir et d'y rester très longtemps sera minime. Comme Machiavel ne cesse de le dire :

« C'est donc sur la force seule que le prince doit compter pour essayer d'accréditer les conceptions qui lui sont politiquement utiles »².

Cette citation nous fait comprendre qu'un dirigeant qui veut donner une bonne qualité, ou une reconnaissance plausible à son peuple ne doit pas épargner ses sujets du mal constructif, car Machiavel a dit :

¹ Machiavel, *Le Prince, Anti-Machiavel*, p. 126.

² Claude Rousseau, *Le Prince Machiavel*, p. 48.

« La force est le fondement de l'ordre, parce qu'elle fournit la raison dernière d'obéir au commandement qui exige le respect de celui-ci »¹.

Dans cette perspective, il est impératif pour un prince d'être obéi. Cette obéissance doit être obtenue par la force. Mais le prince doit penser à son propre sort final, car l'être humain n'est pas fait pour subir des tortures. En d'autres termes, l'homme ne doit pas être considéré comme un objet qui ne sentira pas le mal qu'on lui fait. Comme nous le savons, chaque être humain a sa faculté particulière de raisonner. Il y a ceux qui se résignent et ceux qui se préparent à des éventuelles revanches. Dans un pays où un régime dictatorial règne, à la déchéance du pouvoir, il y a toujours des règlements de comptes, soit matériels, soit physiques. C'est à ce moment-là que le peuple trouve une occasion pour exprimer sa colère ; c'est comme un soulagement pour lui.

En effet, quand nous regardons ce que nous avons plus haut, un bon dirigeant crée un environnement sain à travers lequel les gens peuvent travailler ensemble pour affronter et résoudre les problèmes d'ordre politique et social. Il ne doit pas avoir recours aux mensonges ou à la création d'illusions pour faire peur et se présenter en libérateur des gens. En ce sens, pour avoir un bon dirigeant, Jean Lipman pense qu'on ne doit pas les chercher ni les recruter. Pour cela, si on trouve quelqu'un à qui on peut avoir confiance, il doit être un homme de parole qui ne cherche pas à se rassasier des biens du peuple. En réalité, pour devenir chef, il faut obtenir le consentement de la population, car si on veut asseoir une institution, on ne peut pas échapper à la revendication de la population. Tôt ou tard, celui qui dirige par la force en changeant les institutions à son propre profit, et non à celui de la population aura des problèmes. Et pour mettre fin à cette domination des dirigeants assoiffés de pouvoir, comme un marathonien qui veut rejoindre l'arrivée en premier sans courir les étapes du jeu, le peuple le mettra hors du jeu.

En outre, les dirigeants corrompus, égoïstes, arrogants n'inspirent aucune confiance capable de rallier les gens. Le peuple a besoin de

¹ *Ibidem*, p. 44.

dirigeants dont le comportement est guidé par les vertus suivantes : honnêteté absolue, transparence absolue ou désintéressement absolu, amour absolu, ou générosité absolue et pureté. Notons que ce sont des comportements en phase avec les conséquences des processus génériques de vérité que sont la science, l'amour, la politique émancipatrice et l'art. Le système des partis politiques qui fonctionne de nos jours, avec un esprit hégémoniste (gagner contre tous les autres) de la conquête du pouvoir, n'est pas un environnement qui peut conduire à l'émergence d'une telle rupture de comportement. Un dirigeant qui pourra conduire un peuple vers un meilleur avenir, capable de l'aider à maîtriser le niveau croissant de complexité et de paradoxe doit avoir une grande profondeur et largeur d'esprit. Il faut persévérer, persister dans sa fidélité. Cette persévérance est difficile, mais il faut persister. Il faut noter que la corruption est l'ensemble des tendances qui empêche la persévérance. C'est cela le mal ; ce mal ne vient qu'après, il ne précède pas le bien. Ce dernier entame la fidélité, la fausse et l'annule.

La situation politique aux Comores reflète la régression de la vie des Comoriens. Car chaque régime qui apparaît, ne donne pas la chance au peuple comorien de souffler comme il faut. Cela à cause des dirigeants qui veulent régner avec autorité. En plus, les Comoriens, loin de chercher à forger l'avenir de leur liberté, se sont parfois plutôt préparés à l'enterrer au lieu de s'unir pour la défendre. On peut percevoir cela à travers les affrontements des politiciens.

TROISIEME PARTIE

LA PHILOSOPHIE POLITIQUE
DE MACHIAVEL

CHAPITRE I

MACHIAVEL DANS SON TEMPS, TEMOINS ET ACTEURS

I.- Genèse et originalité de sa pensée

Machiavel est le premier théoricien qui a songé s'élancer dans la carrière politique qu'il est appelé à exercer. Mais une partie de sa fonction politique est restée pour lui une amère déception. C'est pourquoi, il a décidé de prendre la plume après avoir fait une étude expérimentale de la politique pour donner des conseils aux princes à partir de ses antécédents dans les affaires politiques. Autrement dit, pour avoir une bonne réputation dans le domaine politique, il faut qu'un dirigeant reçoive de bons conseils pour qu'il fasse le bonheur de tout le monde sans exception.

Effectivement, ces leçons ont pour finalité d'orienter les princes vers une bonne gouvernance. Pour ce faire, Machiavel a consacré son temps à établir une nouvelle théorie politique. Cette politique, comme nous le savons, a puisé sa source dans un moment très agité et difficile en événements politiques, entre autres, la décadence de l'Italie à cause de la mauvaise politique menée par les Florentins de cette époque. A travers cela, Machiavel a essayé de déterminer les moyens nécessaires et efficaces pour assurer le salut des nouveaux princes, en particulier Laurent II de Médicis.

Le Prince est un livre auquel tous ceux qui traitent de la politique doivent se référer. Car certains dirigeants d'aujourd'hui agissent pour leur profit en affirmant qu'ils sont des machiavéliens, sans pratiquer réellement la politique de Machiavel. C'est pourquoi, il est conseillé d'avoir comme guide *le Prince* de Machiavel.

En effet, dans *le Prince*, Machiavel a toujours exprimé son désir de voir l'Italie débarrassée des invasions étrangères et revenir au moment où elle a connu, dans une certaine mesure, la stabilité. Autrement dit, Machiavel veut donner une bonne image de l'Italie, en appliquant une nouvelle politique. En ce sens, il exprime constamment son amour pour l'Italie qu'il souhaite voir unifiée, grâce à l'arrivée d'un nouveau prince au cœur vaillant, et qu'il nomme non seulement le « libérateur », mais aussi le « rédempteur ». La première tâche nécessite de faire appel à un sauveur qui aura suivi ses conseils pour que l'Italie puisse échapper à un nouvel esclavage : elle doit lutter pour son unité.

La situation politique aux Comores créée par leurs dirigeants n'est pas conforme aux idées de Machiavel, dont le souci majeur est d'unifier l'Italie qui était envahie par des barbares. Dans cette situation comorienne, il y a ceux qui ont tenté de garder l'unité du pays. Prenons le cas de Bob Denard et consorts : après avoir été chassés des Comores, les Comoriens ont pris eux-mêmes leur destin en main. Le colonel Azali avait ordonné l'élimination d'une dizaine de mercenaires qui avaient débarqué sur l'île de Mohéli pour déstabiliser le processus en cours, mais il a fait procéder aussi à l'arrestation de certains leaders comoriens.

Pour Azali, ces actes sont légitimes et utiles pour l'unification du pays. Il est dit dans *Le Prince et les autres textes* :

« Ce trait est digne des remarques et des réflexions de tout citoyen qui se trouve obligé de donner des conseils à sa patrie. S'il s'agit de la délivrer sur son salut, il ne doit être arrêté par aucune considération de justice ou d'injustice, d'humanité ou de cruauté, d'ignominie ou de gloire. Le point

essentiel qui doit l'emporter sur tous les autres, c'est d'assurer son salut et sa liberté »¹.

Cela montre qu'un président doit être le défenseur de son pays et assurer l'intégrité de son territoire, cela est légitime, quels que soient les moyens. Pour cela il faut l'employer tous les moyens, en particulier lorsque l'existence ou la survie d'un Etat sont en jeu. Mais par contre, ces moyens ne sont pas absolument nécessaires si la stabilité règne dans un Etat. Car Machiavel n'a jamais conseillé de commettre des exactions à l'encontre des citoyens. Il préconise d'ailleurs une stabilité et la réunification des Etats, comme c'était le cas pour l'Italie.

En outre, l'expérience diplomatique de Machiavel en Italie lui a permis d'approcher de nombreux dirigeants du pays et d'étudier leurs stratégies politiques, en particulier, celles des dignitaires ecclésiastiques et des soldats de César Borgia, alors engagés dans une politique d'expansion en Italie centrale. Machiavel est écarté de la vie publique par la restauration des Médicis en 1512 et par le renversement de la République. Il est emprisonné quelque temps pour conspiration, puis il se retire après sa libération dans sa propriété située à proximité de Florence.

Bien qu'il se soit efforcé de gagner les faveurs des Médicis, il ne parvint à occuper aucun poste important, et il demeura confiné aux fonctions d'historiographe officiel. On peut dire que c'est le début de sa pensée politique, car il a eu le temps de coucher sur papier ses pensées. Il rédige ainsi les *Discours sur la première décade de Tite-Live* de 1523 à 1520, *L'art de la guerre* en 1521. Mais malgré toutes ces réactions, il se trouve obligé d'interrompre les *Discours...* pour écrire, en 1513, son chef-d'œuvre *Le Prince* en italien. Il précise que, pour que *Le Prince* ne soit pas mal interprété, il doit être lu en parallèle avec ses *Discours sur la première décade de Tite-Live*, ouvrage explorant, à la lumière de l'exemple de Rome, les moyens nécessaires à l'édification en Italie d'une véritable république. Un projet lui est plus cher, la reconstruction d'une Italie déchirée par des guerres internes. De plus, selon lui, la politique papale et

¹ Paul Veyne, *Le prince et les autres textes*, p. 280.

les guerres internes étaient les deux plus grandes plaies de l'Italie, elles étaient responsables des misères du peuple et de la faiblesse du pays.

Prenons comme exemple la situation des Comores. L'un des soucis majeurs du président actuel de l'Union des Comores, Sambi, est de réunir les Comoriens pour garder leur intégrité territoriale, après des dizaines d'années perdues. En d'autres termes, c'est le souci d'un dirigeant qui veut sauver sa nation et sa patrie. Dans cet ordre d'idée, Machiavel a écrit :

« Moi (...) j'aime plus ma patrie que mon âme ; et je vous dis ça après l'expérience de ces soixante ans passés pendant lesquels on a travaillé les questions les plus difficiles, où la paix est nécessaire mais où l'on ne peut pas abandonner la guerre, et avoir sous la main un prince qui, avec difficulté, peut accomplir seulement l'une ou l'autre »¹.

Machiavel pense qu'il est nécessaire de ne pas laisser un désordre qui peut engendrer la séparation d'un pays. C'est pour cela que Machiavel explique qu'un bon prince est celui qui peut surpasser un problème dans l'exercice du pouvoir. Il dit dans le *Prince* :

« Le prince ce qu'il fera toujours, s'il s'abstient du bien de ses citoyens et de ses sujets et de leurs femmes. Et quand, toutefois, il aurait besoin de procéder contre le sang de quelqu'un, le faire quand il y a une justification convenable et une cause manifeste. Mais surtout s'abstenir des biens d'autrui, parce que les hommes oublient plus vite la mort du père que la perte du patrimoine »².

Dans cette citation, Machiavel nous dit qu'un prince doit prendre en considération les réclamations de ses sujets, car ils contribuent à la bonne marche de la nation. On peut même dire que sans eux, il n'y aura pas de président. Ils sont indispensables tous les deux. Et c'est d'ailleurs, par ce besoin qu'on jugera le comportement des citoyens.

La pensée de Machiavel a beaucoup marqué le monde politique de son époque jusqu'à nos jours, à travers les écrits qu'il a laissés. C'est pour

¹ <http://fr.wikipedia.org/wiki/lePrince>.

² Machiavel, *Le Prince*, chap. XVII, pp. 125 – 126.

cela que nous avons choisi comme titre du chapitre suivant : Portée philosophique de ses écrits ».

II.- Portée philosophique de ses écrits

Machiavel « s'il a pourtant écrit quelques lignes qui parlent de lui, un petit total de quelques pages, il le fit de façon discontinue »¹. Pourtant, il est l'un des écrivains les plus commentés dans le monde. Ces écrits témoignent de la grande importance de la connaissance de la conception politique de l'histoire ; c'est une nouvelle idée de l'humanisme politique littéraire qui s'appuie sur un réalisme politique basé sur une vision de l'homme (une anthropologie politique).

Voici certaines précisions concernant la première œuvre qu'a écrite Machiavel après avoir perdu ses fonctions en 1512. *Le Prince* est le livre le plus achevé. Dans ce livre, le chapitre VI, sur l'exemple de César Borgia compte plus que tout le reste. Ce livre est loin d'être le fruit de prédilection de Machiavel, c'est un cri de désespoir dans l'existence du fonctionnaire révoqué. Après quinze années d'activités acharnées et loyales au service d'un régime invincible, Machiavel est jeté dans un bourg mort pour y pourrir. Dans cette retraite tellement bornée, la pensée de l'homme d'Etat, de ses batailles de rue, de ses querelles, s'élargit à la mesure de l'Italie.

Il mène une existence pauvre et écrit *Le Prince* en 1513, publié en 1531 après sa mort. Malgré la rédaction du chef-d'œuvre *le Prince*, Machiavel est aujourd'hui encore présenté comme un homme cynique dépourvu d'idéal, de tout sens moral et d'honnêteté ; c'est la signification de l'adjectif « machiavélique ». Or, ses écrits lui donnent l'image d'un homme politique, avant tout soucieux du bien public, qui cherchait à donner à l'Italie la force politique qui lui manquait, à une période où, paradoxalement, elle domine le monde des arts et de l'économie. Cependant, il ne nourrit aucune illusion sur les vertus des hommes. Il nous dit dans le *Prince* :

¹ Jean-François Duvernoy, *Pour comprendre la pensée de Machiavel*, p. 98.

« Ne pas quitter le bien quand il peut, mais savoir entrer dans le mal, quand cela lui est nécessaire »¹.

Cette nécessité de régner avec autorité, c'est réagir avec les intérêts de tout le monde. Sur ce, Machiavel a cherché à sortir l'Italie de la décadence où elle vivait, c'est pour le bien du peuple italien tout entier.

En outre, dans *le Prince*, le but de notre auteur est de savoir comment on gagne un Etat, comment on le maintient et comment on le perd. Machiavel nous apprend que l'Etat doit se fixer une fin quels que soient les moyens pour l'atteindre. Dans ce livre se trouve développée l'idée de la détermination des conditions de l'action du prince. Il est dit dans *le Prince* que :

« Si Machiavel invite à l'action, ouvre en quelque sorte au prince le champ des possibles, il reste également celle-ci de limites. Tout d'abord, l'action de ce dernier ne peut être pensée que compte tenu de son contexte. Celui-ci est craignant au sens où le prince, loin de pouvoir agir sa fantaisie, doit déterminer les modalités de son action en fonction de lui »².

Dans cette situation, il y a des dirigeants, qui avant de faire une action, pense d'abord à leur nation. Cela revient à dire que le prince est déterminé par son action. En tant que politicien, Machiavel lance un appel à un prince excellent pour unifier l'Italie.

Dans cette perspective, il est dit dans *le Prince* :

« Machiavel indique qu'une des conditions du succès pour un prince est de se comporter d'une manière adaptée à son contexte d'action »³.

Dans cette idée, le prince qui unifiera l'Italie doit appliquer les actions que Machiavel ne cesse d'évoquer. C'est aussi la raison pour laquelle il a écrit *le Prince*, un livre de combat du peuple car Machiavel est un républicain. L'intérêt de la lecture de cet ouvrage est qu'il enseigne au prince la manière de flatter les hommes. Notons que cette tromperie n'est pas un

¹ Machiavel, *Le Prince*, chap. XVIII, p. 130.

² Cité par Marie Gaille-Nikodimov, in *Le Prince*, p. 24.

³ *Ibid.*, p. 25.

mensonge négatif, mais constructif. En d'autres termes, cette flatterie s'appelle la ruse. Par rapport à notre sujet, ce livre est le miroir d'un chef d'Etat. Pour Machiavel, le chef serait Julien ou Laurent de Médicis.

En effet, nous voyons que l'immense vision politique de Machiavel se trouve dans les *Discours de la première décade de Tite-Live*. Ce livre parle d'histoire politique et philosophique. Notre auteur s'est basé sur les études d'auteurs classiques et la vie des Romains. Il désigne Rome comme un modèle de gouvernement à suivre. Ce gouvernement était républicain vers 509 avant Jésus-Christ. Rome est un centre politique commercial, juridique et économique. L'expérience politique de Rome antique constitue pour Machiavel la référence historique privilégiée susceptible de fournir à ses contemporains les repères pour sortir de la crise causée par les guerres d'Italie.

Cet intérêt pour la République Romaine est de deux ordres : à l'intérieur de la cité : les anciens Romains se sont déclarés capables de faire survivre et prospérer leur cité malgré les agressions de leurs voisins. A l'extérieur, les Romains ont accordé une grande importance à la vie publique dans la constitution des lois et dans la prise de décisions. Soulignons que notre auteur se sert de l'histoire pour détecter les erreurs des Républiques et les remèdes qu'il faut utiliser contre celles-ci. *Les Discours sur la première décade de Tite-Live* de Machiavel sont intéressants pour étudier la ruse politique. Cette ruse consiste à avoir un gouvernement efficace, sans faille.

Vue sous cet angle, la politique, selon Machiavel, doit écarter la religion qui utilise des dogmes. Voici ce qu'il écrit :

« L'homme politique qui a besoin de secours de la religion pour gouverner n'est qu'un lâche »¹.

Cela revient à dire qu'un dirigeant qui veut bien mener une réelle politique doit se débarrasser des dogmes des religions. Cela montre aussi qu'il faut désacraliser la politique. En ce sens, Machiavel a choisi le renard comme prototype des caractères du prince dans les affaires politiques. Le

¹ Arthur Conte, *Les dictateurs du XX^e siècle*, p. 373.

prince doit assumer toute la responsabilité de ses actes, soit par la ruse, soit par la force. C'est pour cela que

« Machiavel invite le prince à penser son action en vue de la manifestation de telle ou telle qualité, sans tenir compte de ce qu'elle pourrait dissimuler »¹.

C'est une prudence que Machiavel conseille au prince, car il y a des choses qui ne sont pas aux normes pour les dirigeants au pouvoir. Sans cela, il aura des difficultés. En ce sens, pour Machiavel, l'usage de la force exprime deux principes : l'efficacité et la méfiance. Le premier principe vise un objectif : la victoire politique. Il faut que le prince soit ferme, concis et fasse le maximum de dégâts pour être expéditif, pour faire régner l'ordre public. C'est d'ailleurs l'appel que fit Machiavel pour qu'on trouve un prince comme celui-ci. Par le second principe, le prince doit s'attendre aux réactions des opposants toujours aux aguets pour s'emparer du pouvoir. Le prince ou le chef d'Etat doit bien jouer son rôle de dirigeant. Cela consiste à chercher les moyens pour défendre les biens du peuple. Et cette défense ne sera pas un plein succès pour le prince si les affaires militaires ne sont pas bien gérées. En ce sens, une explication faite par Machiavel dans ses écrits nous dit que l'art de la guerre c'est de nous éclairer sur la maîtrise de la force.

En effet, dans cet ouvrage, Machiavel expose la nature des affaires militaires modernes pour expliquer les techniques de la guerre. La guerre est la maîtrise de la force comme nous l'avons dit ci-dessus. Dans une guerre, le prince doit armer les troupes qui lui appartiennent. Cet armement sera bien réussi si le prince encourage l'idée de la guerre. C'est dans cette idée que Machiavel dit :

« Un prince doit n'avoir d'autre objet ni d'autre pensée, ni prendre autre chose pour son art, hormis la guerre et les ordres et la discipline de celle-ci, parce que celle-ci est le seul art qu'on attend de qui commande et il est d'une telle vertu qu'il maintient non seulement ceux qui sont nés princes, mais maintes fois, il fait s'élever les hommes de fortune privée à ce rang. Et on voit au contraire que, lorsque les princes ont pensé

¹ Cité par Marie Gaille-Nokodimov, in *Le Prince*, p. 28.

plus aux délicatesses qu'aux armes, ils ont perdu leur état et la première cause qui te fait perdre celui-ci est de négliger cet art, et la cause qui te le fait acquérir est d'être maître en cet art »¹.

Un prince doit savoir qu'il est en guerre. Selon Machiavel, cette guerre est permanente, même en temps de paix. Nous estimons que le prince doit utiliser la ruse pour vaincre l'ennemi ou le désarmer pour assurer la paix. En revanche, sans se référer au barbarisme, *L'art de la guerre* est utile dans ce travail, car un bon prince doit penser à la guerre quand il veut faire revenir une intégrité perdue comme en Italie.

III.- Une révolution à la Copernic

Machiavel est le philosophe qui, dans l'ordre politique, opère une révolution qui est aussi dans l'ordre physique. Pour présenter le contexte intellectuel de l'époque, nous rappelons très brièvement ici les grands événements politiques et scientifiques qui précipitent le déclin de l'Etat religieux ; ce déclin prépare la naissance de l'esprit moderne. Les grandes découvertes se précipitent. Nous pensons à la découverte de l'Amérique et à la découverte scientifique de Copernic (1473 – 1543) qui confirme le mouvement de la terre autour du soleil. Mais au cours de cette période, des idées fortes de la pensée moderne naissent et vont se développer dans les siècles suivants.

- La nécessité d'une séparation de la théologie et de la philosophie, avec autonomie de la philosophie.

- L'idée que le calcul est par excellence l'école de la raison rigoureuse.

- L'idée de la méthode expérimentale et de la connaissance objective des faits de la nature.

L'intégration de la méthode expérimentale en politique opère un changement dans la description des faits, tels qu'ils sont en politique, en science de la nature avec Copernic. En effet, cette période a été marquée par

¹ Machiavel, *Le Prince*, chap. XIV, p. 116.

la mainmise de la religion sur tout le savoir. En ce sens, elle cherche à dicter des résultats aux physiciens tout en affirmant que seule l'Eglise est capable d'affirmer des vérités apodictiques. Nous citons :

« L'Eglise n'approuve aucune doctrine que dans la mesure où elle s'accorde de celle de saint Thomas d'Aquin »¹.

déclare saint Pie X. A l'époque, on ne pouvait guère se permettre de prendre l'inquisition à la légère. Pour échapper à l'Eglise, Copernic prend ses découvertes, casse le géocentrisme des Grecs Aristote et Ptolémée, en opposant l'héliocentrisme du mouvement des astres. Contrairement aux apparences, ce n'est pas la terre qui est le point immobile des mouvements célestes, mais le soleil, la terre prenant la couleur de simples planètes. Cette théorie n'est confirmée expérimentalement que par Kepler, puis par Galilée qui observera plus tard, grâce aux lunettes d'approche, les phases déjà établies par Copernic.

Le fait de démontrer que la terre n'occupe plus le centre de l'univers, mais qu'avec les autres planètes elle tourne sur elle-même et autour du soleil, c'était un scandale aux yeux de l'Eglise, mais une révolution pour les scientifiques. Il importe de garder à l'esprit que la découverte copernicienne amène nécessairement à la redéfinition totale de ce que, jusque là, on entendait par un fait, une loi... C'est dire que Copernic renverse les tendances religieuses par ses lois de la nature en physique. En même temps, Machiavel détruit le fondement théologique de l'autorité politique en se consacrant à la psychologie expérimentale. Machiavel dit Gioberti, est « le Galilée de la politique ».

Bien des commentateurs mettent en parallèle la recherche machiavélienne et l'induction expérimentale : ils font de Machiavel un « pré-moderne direct », ou encore « le premier des modernes ». Marx Horkheimer, par exemple, consacre le premier chapitre de son livre à Machiavel, et dit :

« Le grand mérite de Machiavel est d'avoir reconnu, à l'aube de la nouvelle société, la possibilité d'une science de la politique correspondant dans ses principes à la nouvelle

¹ Saint Pie X, *Encyclopédie passendi*, p. 518.

physique et à la nouvelle psychologie, et d'en avoir exprimé, de façon simple et précise, les traits fondamentaux »¹.

Ici, il faut dire que Machiavel, par sa nouvelle science politique, n'a pas écarté les autres sciences qui sont bonnes pour la construction d'une nouvelle société. K. Kosik ajoute :

« La désacralisation de la nature et sa représentation comme ensemble de forces mécaniques, soumises à la domination et à l'exploitation de l'homme, va de pair avec la désacralisation de l'homme, qui découvre qu'il est une créature que l'on peut former et modeler ou traduit en un langage correspondant, manipuler. C'est dans ce contexte seulement que l'on peut saisir la signification historique de Machiavel. Dans la naïve vision anecdotique (journalistique), la doctrine de Machiavel représente la quintessence des techniques du pouvoir de l'époque de la Renaissance et l'ensemble des directives d'une politique faite d'astuce et de trahison, de poison et de poignard [...] sa découverte fondamentale correspondant à la science opérative de Bacon et à la conception moderne de la science »².

Pour le besoin essentiel et qui reste au plus haut point légitime de rattacher Machiavel à notre modernité politique, J. F. Duvernoy écrit :

« La tentation de le comprendre comme le fondateur de la science inductive est certes forte. Dans cet hommage à lui rendu, qui reconnaît qu'il est le penseur inaugural de la subversion »³.

Nous soulignons que les faits étudiés sont ceux de l'histoire romaine tels que Tite-Live les rapporte. Nous savons tous la raison de son attachement à l'histoire. Pour lui, il est impératif de connaître l'histoire pour comprendre les événements. Si Machiavel observe le champ naturellement fou des actions humaines dans le passé, c'est pour saisir ce qui est ou va arriver. Ainsi, il peut énoncer des thèses qui rendent possible une connaissance de l'action humaine et plus spécialement de l'action politique. Machiavel a fait une révolution en politique, comme avait fait Copernic en

¹ Marx Horkheimer, *Les débuts de la philosophie bourgeoise de l'histoire*, p. 140.

² Kenneth Kosik, *La dialectique du concret*, p. 277.

³ Jean-François Duvernoy, *Pour connaître Machiavel*, p. 48.

physique, parce que, dans le domaine de l'histoire comme les savants de son époque, Machiavel rompt avec la tradition chrétienne issue du Moyen Age, renonce aux historiens de l'Antiquité et tâche d'éclairer de façon rigoureuse les pratiques politiques de son temps.

CHAPITRE II

LE REALISME POLITIQUE DE MACHIAVEL

I.- La figure du prince machiavélien

Machiavel en tant que fondateur d'une pensée politique dégage ainsi la figure légendaire du « prince », ce souverain modèle dans le sens où il a tout compris les moindres rouages de la façon de gouverner. En effet, le prince décrit par Machiavel a juste ce qu'il faut d'humain et juste ce qu'il faut de la ruse animale. C'est surtout un incroyable tacticien prêt à sacrifier autant d'hommes qu'il le faut pour garder la primeur de l'autorité.

Mais qui est cet être extraordinairement doué pour la politique ? C'est un homme naturellement doué ; n'importe qui ne fait pas l'affaire ; cependant, l'éducation a une part incontestable pour aboutir à la figure du prince. C'est là que Machiavel intervient car s'il ne suffisait pas d'avoir des qualités personnelles, quel serait l'intérêt d'une théorie ? Machiavel écrit un livre destiné à l'éducation des princes. Il dit en effet qu'une éducation adéquate est nécessaire à la formation de celui que l'on pourra qualifier de « prince ». C'est cette éducation qu'il va nous présenter dans son ouvrage éponyme, véritable manuel de parfait gouvernant : le prince.

Certes, la figure d'un prince est une réalité seconde, perçue, qui renvoie à un original absent dont elle est précisément la figure. En ce sens, il

ne s'agit surtout pas de confondre la figure du prince et ce que l'on peut se représenter de lui. Dans ce cas, il s'agit des illusions qu'on se fait soi-même. La figure n'existe donc comme telle que par une intention de la conscience. En tout cas, selon Machiavel, le prince doit paraître devant son peuple sous l'image d'une autorité incontestable, capable d'imposer sa force, sans pour autant être contesté. Nous soulignons que l'imposition de la force sans être contesté, c'est quand il y a constatation du non-respect des lois ; Car selon Machiavel, il est possible de gouverner par des lois. Mais comme les hommes sont parfois méchants, il faut utiliser des stratégies les amenant à bien respecter les lois. C'est là d'ailleurs que la force intervient pour s'opposer aux anomalies produites par les hommes.

En effet, pour dresser la figure du prince machiavélien, il faut tout d'abord rappeler que Machiavel est un penseur de la Renaissance. Machiavel divorce avec une tradition chrétienne paralysante et va redécouvrir les historiens de l'Antiquité. A partir de là, il va donner de nouvelles leçons et réinventer de nouvelles pratiques qui seront celles de son époque.

Machiavel recommande donc à son prince de « paraître » aux yeux de ceux qu'il gouverne : généreux, soucieux, sentimental, etc. Surtout en fabriquant un masque devant le public qu'il gouverne, car c'est là qu'il peut ruser ou tromper afin de réussir en politique. Car dans l'ordre des choses, les humains ne peuvent pas échapper au mal, mais il faut choisir le moindre mal pour éviter le mal tout entier. Ce qui revient à dire que Machiavel conseille aussi au prince d'être prudent, et la prudence consiste à savoir prendre conscience de tout ce qui suggère un compromis raisonnable.

En effet, Machiavel sait bien également que ce n'est pas la réalité qui importe aux yeux de ce public, mais l'apparence. Le prince doit donc à chaque instant contrôler la publication de sa figure, sans avoir trop confiance en elle. Machiavel, consciemment, remet en cause les dangers de cette publication et de cette exploitation de la figure, dont son prince doit se méfier.

Nous pouvons constater que pour Machiavel, le prince doit savoir se forger sa figure s'il veut bien conserver son pouvoir. Lorsque Alexandre veut tromper les gens, il trouve toujours un sujet pour pouvoir le faire. Ainsi Machiavel note :

« Les hommes sont si simples et ils obéissent si bien aux nécessités présentes que celui qui trompe trouvera toujours quelqu'un qui se laissera tromper »¹.

Le grand homme machiavélien construit donc sa figure dans une perpétuelle anticipation du pire ; un tel homme n'hésite pas à faire le mal, quand il est question de chercher le bien de tous. Notre auteur ne cesse de donner des conseils ou d'indiquer au prince de ne pas abandonner la force s'il veut chercher le bien. Tout comme il avait le souci de réunir l'Italie. Sur ce, Machiavel dit ceci :

« Un prince, et surtout un prince nouveau, ne peut observer toutes les choses pour lesquelles les hommes sont appelés bons, étant souvent dans la nécessité, pour maintenir l'Etat, d'œuvrer contre la foi, contre la charité, contre l'humanité, contre la religion. Et c'est pourquoi il faut qu'il ait un esprit disposé à se tourner selon ce que les vents de la fortune et les variations des choses lui commandent »².

Cette citation dit qu'un prince doit être décisif, surtout quand il se trouve dans une situation où il doit prendre une décision finale pour le bien de la nation, car tout ce qu'un prince réalise au cours de son mandat est gratifié par des récompenses bonnes ou mauvaises. Selon Machiavel, heureux est celui qui a pu commencer comme le tyran sévère, et qui finit comme Marc Aurèle. Il ne faut pas finir comme Mobutu, mais commencer comme lui. Machiavel promet au nouveau prince, s'il observe prudemment les conseils, qu'il :

« aura double gloire : d'avoir donné commencement à une monarchie nouvelle, et de l'avoir parée et l'avoir fortifiée de bonnes armes et de bons amis et de bons exemples »³.

¹ Machiavel, *Le Prince*, chap. XVIII, p. 129.

² *Ibidem*, chap. XVIII, pp. 129 - 130.

³ *Ibidem*, chap. XXIV, p. 157.

Pour illustrer cela, Machiavel va nous livrer l'exemple de Philippe de Macédoine : celui-ci

« était un homme de guerre et qui savait se concilier le peuple et s'assurer des grands, il soutient plusieurs années la guerre contre eux : et si à la fin il perdit la possession de quelques villes, toutefois lui demeura le royaume »¹.

Machiavel a toujours exprimé son mépris à l'égard de ces princes italiens qui, après plusieurs années de pouvoir, n'ont rien fait et se sont toujours préparés à fuir quand le cours des choses devait changer.

Alors, un prince qui délaisse son peuple, en cas de problèmes, ne peut rien espérer de lui, contrairement à celui qui réside toujours dans le pays avec son peuple en temps de malheur comme en temps de bonheur, et qui est bien admiré.

Ainsi, Machiavel souligne que les princes qui ont des partisans uniquement durant les temps de paix doivent être qualifiés de faibles ou d'incapables.

Récapitulons en disant qu'un prince ne doit pas se contenter uniquement de la force. Pour cela, Machiavel nous donne l'exemple de deux animaux dont le nouveau prince doit savoir adopter les caractères qui sont : le renard et le lion. Le premier se défend bien contre l'ennemi, par contre, le second se laisse prendre dans les pièges.

Du renard, le prince apprendra à être adroit, et du lion à être fort. Ceci étant, il doit être à la fois renard et lion pour bien gouverner son pays. Dans ce cas optimiste, le peuple aime obtenir un bon résultat politique. Dans l'action politique, c'est le résultat qui compte et qui est honorable. Dans le langage politique et celui de la morale, le dessein machiavélique est toujours le vice. A présent, les hommes qui haïssent le rôle du renard comprendront mal la position du prince que sollicite Machiavel. Machiavel prend l'exemple du renard et du lion pour fournir de bonnes leçons, surtout pour bien distinguer la figure du prince. Prudent, le prince ne peut tenir sa parole que lorsqu'il est convaincu de ne pas avoir tort. Selon Machiavel :

¹ Machiavel, *Le Prince*, chap. XXIV, p. 157.

« Les raisons de justifier le manquement à la parole donnée n'ont jamais fait défaut aux princes. On pourrait en donner une infinité d'exemples modernes et dire combien de traités de paix, combien de promesses ont été rendue nuls et non avenus à cause du manque de parole des princes : et c'est celui qui a su le mieux user du renard qui a triomphé »¹.

Notons que la connaissance et l'exploitation des faiblesses humaines réussit souvent mieux que l'emploi de la force. Dans cet esprit, Machiavel souligne que le renard est un des éléments dont le prince peut se vêtir pour tromper les hommes. Il est nécessaire de bien maquiller la nature du renard et d'être grand simulateur et dissimulateur. Ce simulacre permet de conserver la trace du premier contact du peuple. Rappelons que le prince ou l'homme d'Etat doit contrôler la publication de son image et ne doit avoir aucune confiance en personne, précisément parce qu'il ne s'agit que d'image. Le peuple est aveugle ou myope par opposition à une élite clairvoyante. Le sens de cette opposition est le voir et le percevoir. Les hommes peuvent juger le prince par la vue. Du peuple, Machiavel écrit :

« Vous êtes tellement aveuglés par votre soif d'à présent que vos yeux sont couverts d'une taie et que vous ne voyez rien de tout ce qui est éloigné »².

Cependant, il faut que le prince sauve les apparences de la moralité, à cause de son effet politique. Ceci étant, le prince doit apparaître comme un homme moral religieux, mais il doit être sanguinaire au profit du bien pour tous, si cela semble nécessaire. Pour Machiavel, le prince doit savoir revenir intelligemment sur ses promesses.

II.- Le cycle de gouvernements

Parler de cycle de gouvernements, c'est tout de suite voir l'idée selon laquelle Machiavel forge une science historique basée sur la comparaison des événements anciens et modernes. La comparaison est rendue possible parce que le cours des choses de la nature et des choses humaines est immuable. Le ciel, le soleil, les éléments et les hommes ne

¹ Machiavel, *Le Prince*, chap. XVIII, p. 129.

² Machiavel, *Poésies et proses diverses*, in *Œuvres complètes*, p. 52.

changent pas d'ordre, de mouvement et de puissance, et ne sont pas différents de ce qu'ils étaient autrefois. En effet, quiconque compare le présent et le passé voit que toutes les cités, tous les peuples ont toujours été et sont encore animés des mêmes désirs, des mêmes passions. C'est pour cela qu'on voit revenir en tous temps les mêmes maux et les mêmes révolutions. Le monde ne change pas. C'est ce qu'Althusser appelle la première thèse de Machiavel sur l'histoire universelle.

En effet, en réfléchissant sur la marche des choses humaines, on estime que le monde demeure dans le même état où il a été de tout temps, qu'il y a toujours la même somme de bien, la même somme de mal, mais que ce mal et ce bien ne font que parcourir les divers lieux, les divers pays. Cela revient à la constatation de Machiavel des différents gouvernements qui se sont succédés en Italie, envahie par le barbarisme et déchirée par une guerre incessante.

En outre, comme toutes les choses de la terre sont dans un mouvement perpétuel et ne peuvent demeurer fixes, cette instabilité les porte à prendre différents changements au fil du temps. Ceci explique que n'importe quelle action qui se réalise va avec la situation qui se présente. Prenons à titre d'exemple aux Comores dans les années 1990, le président Djohar avait monté une vingtaine de gouvernements pendant 5 ans de règne. Toutes ces mutations engendrent l'instabilité et la mauvaise mentalité des politiciens de cette époque. Mais la nécessité dirige souvent vers un but où la mission est loin de conduire. En ce sens, pour une république qui veut se maintenir, elle doit nécessairement agrandir sa force. Cette action sera tout le temps critiquée. Dans ce contexte, on lit ceci :

« Une personnalité ne peut s'analyser hors de la situation dans laquelle elle évolue. On ne devient pas un homme politique dans n'importe quel pays, à n'importe quel moment, mais en fonction de ce que l'on est face à une situation et à des institutions »¹.

Cette idée nous montre que réagir pour chercher un équilibre perdu n'est pas se juger soi-même sur son sort. Il est obligé de plonger dans la mer

¹ Madeleine Grawitz et Jean Leca, *Traité de science politique*, p. 35.

sans se demander s'il sait nager ou non. Cette situation explique qu'un homme politique qui voit son pays courir vers le danger, trouve que c'est le moment de l'action qui marche avec les institutions présentes. Si Machiavel avait lancé un appel à un prince nouveau, courageux pour sauver l'Italie, il n'était pas dupe de son idée.

Certes, la crispation de l'immutabilité des choses est résolue par une théorie cyclique de l'histoire exposée par l'un des penseurs contemporains. Cette théorie du cycle, où tout gouvernement bon devient mauvais ou inversement, est contraire à la théorie philosophique classique de la typologie invariable. Au début du cycle est le hasard.

« Le hasard a donné naissance à toutes les espèces de gouvernements parmi les hommes »¹.

Certains penseurs interprètent cette idée comme le refus de toute ontologie anthropologique de la société et de la politique, car il y a une limitation à la projection de l'esprit de l'homme.

En outre, l'originalité de Machiavel est de déclarer que tous les gouvernements sont mauvais. Il dit ceci :

« Je dis donc que toutes les espèces de gouvernements sont défectueuses. Ceux que nous avons qualifiés de bons durent trop peu. La nature des autres est d'être mauvais »².

Ici, Machiavel se détache du jugement du bon. Le critère d'un gouvernement c'est sa durée. Sous cet angle, nous découvrons que Machiavel ne s'intéresse pas aux gouvernements purs et simples, donc à de simples formes donnant lieu à un traitement typologique, mais aux gouvernements en tant que gouvernements d'Etat. Il s'intéresse donc aux formes de gouvernements dans la mesure et dans la seule mesure où elles résolvent un problème qui a rapport à l'Etat, c'est-à-dire à une autre réalité que les simples gouvernements. Sur ce, Machiavel s'intéresse à une seule forme de gouvernement, celle qui permet à un Etat de durer.

¹ Machiavel, *Discours sur la première décade de Tite-Live*, p. 384.

² François Kinot, *Philosophie moderne*, p. 195.

Machiavel ne pose donc sa thèse du cycle que pour s'en échapper aussitôt, ou plutôt pour définir le type de gouvernement qui sera hors du cercle... qui durera. Ce type de gouvernement n'est plus une forme simple puisque les formes simples sont condamnées à se trouver indéfiniment dans le cycle des révolutions, mais une forme complexe, combinée. Cette combinaison se succédera dans les sortes de monarchies dont Machiavel a parlé, parmi elles la monarchie héréditaire.

Ce type de forme politique permet en général de maintenir une certaine hiérarchie au sein de la société. Elle justifie l'accès au pouvoir par le biais de la succession, ce qui tend à éviter aussi l'arbitraire, car le monarque est le chef de l'Etat de par sa naissance et pour toute la durée de sa vie. Un des principes de légitimité qui fonde la monarchie héréditaire est le droit divin ou l'idée que c'est Dieu qui choisit la personne du roi par le biais des règles de succession. L'histoire et la coutume jouent un grand rôle dans la légitimité des monarques en place. Le roi par cette forme nouvelle de contrat avec Dieu est responsable, non seulement de ses actes, conformes à une loi désormais issue du ciel et non plus des sociétés humaines, mais aussi des actes de tous ceux dont il a reçu la charge. Il faut que ce contrat soit respecté : c'est pourquoi l'islam exige d'un imam d'être « *Andiloun* » (sérieux, juste...).

Comme nous l'avons souligné, ce sont les justes ou initiés en matière de religion ou ayant une appartenance directe à une famille des plus anciens convertis qui pouvaient être reconnus aptes à gouverner. D'ailleurs, c'est pour cela qu'un régime héréditaire fait que règne au Maroc. Les souverains se succèdent de père en fils, comme c'est le cas justement de Hassan II du Maroc. Le 23 juillet 1999, après sa mort, son fils aîné Mohamed VI lui succède. Et un tel pouvoir, selon Machiavel, est facile à conserver : il suffit simplement de ne point transgresser l'ordre établi par ceux qui ont régné avant vous. Machiavel écrit ceci :

« Je dis donc que dans les Etats héréditaires et accoutumés à la lignée de leur prince, il y a beaucoup moins de difficultés à les conserver que dans les nouveaux, parce

qu'il suffit seulement de ne pas altérer l'ordre établi par ces prédécesseurs, et puis de temporiser avec les événements »¹.

Notons que Machiavel ne s'intéresse pas beaucoup dans son ouvrage à de telles monarchies, car la conquête et la conservation du pouvoir y sont déjà prescrites à l'avance. C'est pour cela qu'il n'a pas cessé de lutter pour nous donner une forme de monarchie en qui il voit un guérisseur de gouvernements.

En outre, d'après Machiavel, les monarchies nouvelles, comme son nom l'indique, est une monarchie, qui n'est connue que depuis très peu de temps ou encore une monarchie qui vient d'apparaître. Cette forme de monarchie n'est pas du tout différente de la monarchie héréditaire en ce que, dans celle-ci, il suffit tout simplement pour le prince héréditaire de ne pas s'écarter de la tradition de la lignée des ancêtres et puis de savoir temporiser avec les événements. Donc, il suffit au monarque héréditaire d'être tout simplement prudent. Une telle monarchie n'a pas, aux yeux de Machiavel, une grande importance pour la problématique de la conquête du pouvoir et de sa conservation.

Si nous revenons à la monarchie nouvelle, le prince de ce type de monarchie doit surtout éviter, selon Machiavel, d'être vite éliminé dans une société de scélérats. Il doit donc savoir user de mal, le cas échéant, pour maintenir l'ordre et le bien-être de son peuple. Nous pouvons donner comme exemple de monarchie nouvelle, celle du XVII^{ème} siècle en France, lors du règne de Louis XIV. En effet, les années glorieuses de Louis XIV correspondent au plein épanouissement de la France, mais bien avant la disparition du roi soleil, maints signes avaient révélé qu'avec l'hégémonie politique et militaire de la France, le souverain, garant de l'équilibre classique, se trouve lui aussi menacé.

En effet, ce qui est intéressant pour Machiavel dans ce type de monarchie nouvelle, c'est la manière de conquérir le pouvoir et de le conserver. Autrement dit, Machiavel adore le gouvernement qui dure longtemps. Dans cette monarchie, il n'y a pas question d'élections libres ou démocratiques, mais précisément de faire un coup d'Etat par ruse, comme le

¹ Machiavel, *Le prince*, chap. II, p. 60.

cas de Mobutu au Zaïre. Il s'ensuit, en effet, une tactique qu'il faut accomplir pour garder le pouvoir être fort vis-à-vis du peuple, afin que celui-ci ne se révolte pas contre le pouvoir du prince. Mobutu n'acceptait surtout pas le multipartisme, sinon il acceptait le désordre. De plus, si le prince était astucieux en matière de gouvernement, le peuple ne tentera pas de se révolter contre le nouveau régime.

Notons qu'on trouve surtout ce genre de problèmes dans les monarchies mixtes, à cause des changements imprévus des hommes. Selon Machiavel, il y a beaucoup de difficultés dans les principautés mixtes. D'abord, on ne peut pas dire que ces principautés sont entièrement nouvelles, mais les difficultés rencontrées par le prince d'une monarchie mixte pour se maintenir au pouvoir viennent de la nature même des hommes qu'il a pour sujets. Ainsi, Machiavel dit :

« Les hommes changent volontiers de maître, croyant rencontrer mieux, et cette croyance leur fait prendre les armes contre lui. En quoi ils se trompent car ils voient ensuite par expérience que leur sort a empiré »¹.

Ce qui préoccupe Machiavel ici, ce n'est pas le sort de l'homme en particulier, mais le sens de son action politique et de son entreprise, c'est-à-dire la lutte pour le pouvoir. Machiavel ne se soucie pas de l'homme individuel dans ses relations avec ses confrères ou avec sa famille, car l'homme particulier peut manifester de l'amour ou de la compassion envers les autres. Le politique ne doit pas hésiter de tuer d'autres hommes quand le besoin s'en fait sentir.

Soulignons encore une fois que Machiavel sollicite pour son prince une conquête par des moyens violents car c'est de là qu'il peut s'imposer après avoir surmonté tous les obstacles. Quant à la prévention de la paix et de la stabilité, il faut qu'un prince sache manier des stratégies variées, surtout lorsque les circonstances s'y prêtent. Il s'agit d'ailleurs là des stratégies du fondement de la figure du prince. Sur ce, dans la monarchie mixte, Machiavel voit qu'il est plus facile de conserver le pouvoir politique. Quand un peuple est habitué à vivre dans la liberté, il suffit, selon lui,

¹ Machiavel, *Le prince*, chap. III, p. 61.

d'éliminer et simplement les anciens monarques pour conquérir le pouvoir et le conserver, en gardant les coutumes de ce peuple.

En revanche, comme nous le savons, dans ce monde, les changements existent, surtout s'il s'agit de chercher une situation qui va profiter à tout le monde. Pour cela, Machiavel déclare que tous les gouvernements sont mauvais, défectueux. C'est dans ce contexte qu'il qualifie de bon gouvernement celui qui dure. Nous nous demandons s'il existe des changements au niveau des gouvernements pour chercher un équilibre dans les affaires humaines. Cette conception des changements fera l'objet de recherche pour donner à l'homme sa place dans ce monde.

III.- La mutabilité des affaires humaines

Nous entendons par mutabilité des affaires humaines, une évolution de l'être humain par différents concepts. Ces derniers sont la « *fortuna* » et la « *virtù* ». Ici apparaît un couple de concepts qui permet d'analyser l'action humaine : dans les circonstances favorables ou défavorables (*fortuna*). L'homme utilise son talent (*virtù*) comme modèle, pour mettre en forme la matière qui lui est donnée. La fortune, est une donnée que l'homme doit exploiter, et une heureuse mise en forme est un effet de la *virtù*, car nous savons bien que dans toutes les actions humaines, l'homme doit les produire, il faut qu'il trouve une cause, ou un appui pour qu'il se réalise dans des conditions favorables.

En ce sens, nous pouvons dire que dans les affaires humaines, la *fortuna* représente les circonstances, l'ensemble des événements dont l'homme n'est pas le maître et où il doit insérer son action. Pour surpasser cela, il faut du courage, du mérite, cela englobe l'intellectualité. Autrement dit, la *virtù* est le dénouement, des différents obstacles des affaires humaines, car elle a comme attribution le génie et le talent, et permet de diviser les moyens efficaces en fonction des circonstances de la maîtrise de la fortune.

En effet, puisqu'il y a instabilité dans la vie de l'homme accompagnée de chance dans toute réaction, la fortune doit être incluse dans les affaires humaines. Il peut aussi signifier, chez Machiavel, l'acception moderne du mot fortune en politique. Ensuite, il a exposé méthodiquement les attitudes possibles face à la fortune. Conscient du fait que sa thèse va à l'encontre de l'opinion courante, il avait commencé par exposer cette dernière, en avouant avoir déjà été tenté par elle. Voici ce qu'il écrit :

« Que les choses du monde soient de telle sorte gouvernées par la fortune et par Dieu, que les hommes avec leur sagesse ne puissent les corriger, ni même y aient remède aucun »¹.

Machiavel veut nous dire tout simplement que quelle que soit la tentative de l'homme par les divers changements de mode de vie et la vie elle-même, il ne peut aller au-delà. Autrement dit, il y a des choses qu'on ne peut changer malgré notre ambition d'avoir un mode de vie meilleur. C'est pour cela que Machiavel souligne :

« Néanmoins pour que notre libre arbitre ne soit aboli, je juge qu'il peut être vrai que la fortune soit arbitre de la moitié de nos actions »².

Machiavel a donc abandonné la conception métaphysique traditionnelle du libre arbitre pour retrouver une image plus exacte qu'on doit se faire de la liberté de nos affaires. En effet, l'idée de liberté doit évacuer, non seulement des pensées que nous formons sur les affaires humaines, mais de la condition humaine elle-même. Certes, pour que l'homme ait une *virtù*, il n'y a pas de miracle, il n'a pas besoin que les lois de la nature cessent de s'exercer, il suffit d'utiliser habilement ces lois de la nature. Pour bien assurer des changements dans nos affaires, il suffit de chercher les techniques efficaces pour transformer les obstacles en moyen. Car la présence de ces derniers présentent des malheurs dans notre vie. Selon Machiavel, la volonté humaine est capable de maîtriser l'autre moitié qui commande les événements, et il ne faut pas alors se laisser écrasé par la

¹ Machiavel, cité par François Kinot, *Philosophie moderne*, p. 171.

² Machiavel, *Le prince*, chap. XXV, p. 159.

force des choses. Nous devons, par la puissance de notre action, analyser les forces qui tentent de nous asservir pour ainsi les amener à nous servir. En effet, si la fortune est considérée comme un ennemi à abattre, c'est qu'il faut savoir agir sans devoir attendre les bons coups de la fortune. Machiavel écrit en montrant dans la mutabilité des affaires humaines, surtout dans le concept de la fortune que :

« Je la compare à un fleuve impétueux qui, lorsqu'il se fâche, inonde la campagne, abat les arbres et les édifices, emporte le terrain de différents endroits pour le déposer en d'autres : alors chacun s'enfuit et cède à sa violence, sans pouvoir y mettre obstacle. Quoiqu'il en soit, lorsque le calme est revenu, les hommes ne laissent pas de précautionner par des travaux et des digues, afin que si le fleuve vient à croître, il se déverse dans un canal, ou que, tout au moins dangereux et moins violent. Il en est de même de la fortune : elle fait paraître son pouvoir quand on n'a pas la force de lui résister, et elle tourne toute sa colère contre les endroits où il n'y a ni remparts, ni digues pour la contenir »¹.

Dans ce contexte, nous trouvons que la fortune est comme un destructeur de vie. Selon Machiavel, les hommes doivent lui opposer une résistance, se battre contre elle. Un peu plus loin Machiavel semble perdre son assurance, en disant que, parfois, les hommes sont trop encroûtés dans leurs habitudes pour savoir ajuster leurs comportements en fonction des variations de la *fortuna*.

« Et, il ne se trouve pas d'homme si sage qu'il se sache accommoder à cela, soit qu'il ne puisse écarter de ce à quoi la nature l'incline, soit encore parce que ayant toujours prospère en cheminant par une voie on ne puisse le persuader de s'en détourner »².

Il nous semble exprimé ici que c'est la fortune qui a toujours le dessus, et que si tout semble être en notre faveur, ce n'est pas en fonction de notre bonne façon de procéder, mais plutôt parce que les circonstances se prêtent bien à notre manière d'agir.

¹ François Kinot, *Philosophie moderne*, pp. 171 - 172.

² Machiavel, *Le prince*, chap. XXV, p. 159.

CHAPITRE III

NICOLAS MACHIAVEL ET LA POLITIQUE DE SON TEMPS

I.- Machiavel et l'idée de l'Etat

Machiavel rompt avec la façon traditionnelle, à savoir la philosophie du Moyen Age qui avait pensé la politique en se référant à saint Augustin (354 – 430). Ce dernier faisait de l'Etat la cité terrestre, le royaume de la chair, dominé par le péché ; il lui opposait la cité céleste. En effet, le seul salut pour l'Etat était de se faire le soutien et le glaive de l'autorité spirituelle, et il n'existait qu'en vue des fins morales et religieuses.

Machiavel est l'un des premiers à rejeter cette idée chrétienne et à laïciser la politique. Cette dernière est désacralisée, ramenée à une chose profane ; elle est une institution purement humaine, et non divine. Il n'a pas à se fonder sur la religion et, par là, acquiert son autonomie.

En désacralisant l'Etat, Machiavel le vide du même coup de toute substance morale. Dans la mesure où l'homme d'Etat doit se soucier de la « marche des choses », des mécanismes du pouvoir, il n'a pas à s'inquiéter d'une norme morale à laquelle est conférée la vie politique. Il suffirait, en effet, que cette norme soit contraire aux circonstances ou à la nature de

l'Etat, pour conduire celui-ci à sa perte. Machiavel est ainsi amené à condamner fermement, au nom de la « vérité affective » des affaires humaines, toute politique fondée sur un projet moral et en particulier toute réflexion sur la cité. En effet, il ne faut pas perdre de vue l'idée que l'un des objectifs des écrits de Machiavel était le patriotisme. Il a écrit :

« Qu'il faut un homme seul pour fonder une république ou la réformer »¹.

Et aussi surtout

qu'« aucun pays ne fut jamais uni et heureux s'il n'en vient à obéir tout entier à une république à un prince, comme il est arrivé à la France et à l'Espagne »².

Voilà le préalable fondamental qui s'impose à l'esprit de Machiavel : il faut unifier l'Italie. Tous les malheurs que le pays a éprouvés depuis une quinzaine d'années résultent d'une sorte de décalage historique. La France et l'Espagne viennent d'achever leur unité, alors que l'Italie est divisée. Non seulement elle est incapable d'opposer un front uni à l'étranger, mais ne cesse de l'attirer chez elle pour le mêler à ses querelles intestines. Oui, c'est là la tâche urgente, la tâche prioritaire : il faut unifier l'Italie.

C'est bien dans ce contexte, c'est-à-dire pour unifier l'Italie, que certains commentateurs disent que tous les moyens sont bons pour Machiavel. Notons bien qu'il n'a jamais écrit la phrase par laquelle on résume sa doctrine « la fin justifie les moyens », mais telle est, semble-t-il, sa pensée : dans *le Prince*, Machiavel ose faire l'éloge impitoyable de César Borgia : celui-ci, après avoir conquis la Romagne, trouve un pays plein de larcins, de brigandages et toutes sortes de méchancetés. Pour restaurer la tranquillité et d'union dans le pays, il confie le pouvoir à « Messire Remy d'Orque, homme cruel et expéditif » qui, par une tyrannie inflexible, met effectivement un terme à l'anarchie et se fait partout détester. Il ne reste plus à Borgia, pour rétablir sa popularité, que de supprimer son ministre :

¹ Machiavel, *Discours sur la première décade de Tite-Live*, p. 406.

² *Ibidem*, p. 416.

« Il le fit un beau matin à Cesena mettre entre deux morceaux, au milieu de la place, avec un billet de bois et un couteau sanglant près de lui. La férocité du spectacle fit tout le peuple demeurer en même temps satisfait et stupide »¹.

Nous anticipons ici en affirmant que la leçon de Machiavel est claire. Le prince ne doit ni reculer devant la cruauté, ni devant la fourberie pour faire régner l'ordre public. Cependant, pour l'unité de l'Etat, la fin justifie-t-elle alors les moyens ? C'est ce que pense Machiavel. Mais qu'est-ce qui justifie la fin elle-même, c'est-à-dire l'unité et la stabilité de l'Etat ? N'est-ce pas le fait que celles-ci sont, en dernière analyse, posées comme valeurs absolues, « J'aime ma patrie plus que mon âme », écrit Machiavel, quelques mois avant sa mort. Machiavel, qui ne dissimula jamais son attachement au régime républicain ni son admiration pour l'antique République Romaine, peut-il donc être considéré comme le premier penseur de l'unité italienne ? Machiavel et sa politique vont en effet de pair avec cet espoir investi dans l'Etat. Il n'y a pas, pour Machiavel de morale en politique, mais il y a une valeur du politique et de l'Etat, auxquels, finalement très désintéressé, il a voulu consacrer sa vie. Et c'est parce que cette valeur est posée comme supérieure que l'homme d'Etat doit savoir lui sacrifier, avec ses intérêts personnels, le point de vue moral. C'est la raison pour laquelle bon nombre de religieux ont condamné fermement la pensée politique de Machiavel.

II.- La politique et le sacré

Le problème politique, celui de l'organisation de la cité, ne se poserait pas si l'homme n'était, comme l'a dit Aristote, animal politique, si des tendances profondes ne l'incitent pas à vivre en société. Cette socialisation était confondue au départ avec le pouvoir religieux. C'est à peine, depuis de longues années, que l'autorité politique est différente, dans les sociétés évoluées, pour donner naissance à l'Etat par un processus de rationalisation croissante dont nous pouvons observer le cheminement dans l'histoire de la philosophie politique.

¹ Machiavel, cité par Alain Marchal, Christine Thubert-Courme, *Philosophie Terminales, L, ES, S*, p. 454.

Avant d'arriver jusque là, évidemment, la finalité sociale de la religion apparaissait avec évidence dans la religion primitive ou statique qui se met au service de la cohésion du groupe, en contribuant à solidifier les mœurs et les institutions qui s'appuient sur la croyance en des êtres invisibles et puissants ou en un Dieu personnel. Ainsi naît un Etat religieux, dont la conception porte sur un représentant de Dieu sur terre : le roi et la politique deviennent choses sacrées. Jean Jacques Wunemburger écrit un

« monde sécularisé comme le spectacle inquiétant des religions politiques nous font vivre dans un désert culturel et spirituel étouffant. Les seules valeurs horizontales du social et du politique satisfont de moins en moins la soif absolue, la quête d'une verticalité... le sacré a pu susciter ou cautionner bien des fautes, voire des crimes et défigurer gravement le visage humain »¹.

Porter atteinte à cette époque à toute autorité religieuse c'était commettre un blasphème,

« le principe de la profanation est l'usage du sacré. La souillure pouvait même au sein du paganisme résulter d'un contact impur »², écrit Georges Bataille.

Il ne faut pas s'étonner si bon nombre des ouvrages de Machiavel ont été indexés et brûlés par l'autorité de l'Eglise. Mais parlons tout d'abord de cet Etat religieux qui prend le monopole de toute chose dans l'organisation sociale.

La première idée vient de la conception idéologico-politique de la souveraineté qui tient que le souverain trouve son pouvoir directement de Dieu. Elaborée au XIII^{ème} siècle par les consultants juridiques du roi de France Philippe III le Bel, cette doctrine établit que le roi est le représentant de Dieu sur terre, véritable lieutenant de Dieu, il était souverain en ses actions comme en ses actes, son pouvoir ne devait subir ni condamnation, ni limite. Le roi exprime l'identité du corps politique duquel émane la capacité à dicter des normes et des devoirs d'obéissance. La caractéristique la plus remarquable de la souveraineté conserve son pouvoir absolu, suprême, sans

¹ Jean Jacques Wunemburger, *Le sacré*, p. 162.

² Georges Bataille, *L'érotisme*, p. 79.

concurrent, et la décision de l'étendue de son pouvoir. C'est ce qu'expriment les formules traditionnelles des monarchies françaises : « le roi ne meurt jamais », « le roi est mort, vive le roi », ou encore la métaphore médiévale « le roi a deux corps. Un corps naturel et un corps politique ».

Cette question du rapport de la religion et de la politique est centrale au Moyen Age. L'apparition du christianisme dans la latinité apporte, chacun le sait, sa contribution à l'Etat religieux ; c'est la théologie qui prétend déterminer les politiques. Cette tendance est connue sous l'appellation d'« augustinisme politique » parce que c'est à partir de saint Augustin qu'elle a pris une consistance notable. Ainsi, Henri Denis précise :

« Depuis la disparition de la liberté des cités grecques, on a assisté à une régression continue de la vie politique. On explique aussi que, toute période, les conditions sont peu favorables au développement d'une philosophie politique. Les philosophes se détournent dans une mesure plus ou moins grande de la réflexion sur la religion et le salut de l'homme »¹.

Il fallait attendre le moment du mouvement de la réforme pour assister à une réflexion politique qui va se centrer sur la vie de l'homme. La relecture des anciens philosophes (Platon, Epicure) permet aux hommes de l'époque d'affirmer, contre la conception politique du Moyen Age, l'éminente dignité de l'homme et sa capacité de se gouverner. Ainsi, comme une vision large d'une philosophie existentialiste qui s'apparente à celle de nos illustres philosophes contemporains qui a vu le jour : « L'homme ne naît pas homme, il le devient », écrit Erasme ; des nouvelles idées naissent, c'est un devoir pour l'homme de réaliser l'humanité qui est en lui, de chercher à être l'artisan de son propre destin grâce à sa faculté d'invention, à son esprit, à sa main.

C'est-à-dire que l'époque dans laquelle nous entrons est marquée essentiellement par un rigoureux mouvement d'émancipation à l'égard de l'Eglise et de ses conceptions médiévales de la primauté du surnaturel. Dès la fin du Moyen Age, nous avons vu apparaître en Occident des œuvres qui affirment l'autonomie de l'Etat face à l'Eglise. Dante Alighieri (1266 –

¹ Henri Denis, *Histoire de la pensée économique*, p. 147.

1321), auteur de la *Divine Comédie*, mais aussi de *De monarchia*, tient la politique pour la plus haute des sciences, et pense qu'elle doit se fonder sur l'observation des faits. Il demande que le pape soit dépossédé de tout pouvoir temporel afin que l'empereur reçoive la plénitude du commandement sur toute l'Europe.

Cet esprit laïc en matière politique va provoquer un scandale, si bien que dans le domaine des idées politiques, la Renaissance va enfoncer les clous. Cette période est marquée par l'influence de l'épicurisme et du stoïcisme. Dans la théorie aristotélicienne de l'Etat, l'être naturel est abandonné de plus en plus au profit de la théorie épicurienne du contrat social. C'est le point de vue que défend Machiavel. Cette doctrine le conduit à prôner un gouvernement fort et sans scrupule moral, car l'entente entre les hommes est précaire et ils cherchent constamment à la rompre. Sans aucun doute, un gouvernement libre et préférable à l'assujettissement à un homme, c'est-à-dire à un prince.

Mais cette négation de la subordination de l'Etat à l'Eglise se trouve aussi chez Luther, de sorte que de façon paradoxale, le christianisme luthérien favorise le développement de la nouvelle philosophie politique de l'Etat. Luther ne veut pas que l'Eglise se préoccupe des règlements de la vie sociale, mais il exalte le rôle de l'Etat en tant que moyen de réprimer la méchanceté humaine. Ce qui est, malgré tout, une manière de reconnaître la valeur des institutions politiques. Il exhorte les princes à réprimer sans pitié la révolte des paysans parce que si la vie spirituelle est purement intérieure, il convient cependant que les individus soient obligés de respecter dans leurs relations sociales l'apparence d'une vie conforme à l'idéal chrétien.

En somme, l'histoire de l'humanité nous conduit inévitablement à nous interroger sur le rôle qu'a joué la religion dans les nombreuses guerres qui ont déchiré les hommes et causé d'indicibles souffrances. Pourquoi tant de gens ont-ils tué ou ont-ils été tués sous le couvert de la religion ? Pourquoi des religieux exigent l'interdiction de certains écrits ? Tous ces questionnements amènent les gens réfléchis à mettre en question la morale et les croyances religieuses. C'était bien la réflexion de Machiavel, dans une Italie où la morale, où l'éducation religieuse étaient florissantes, où le pays

s'est livré à des guerres sanglantes. Dénoncer les erreurs commises par le sentiment religieux, ou fixer la limite de la religion, c'est blasphémer contre la religion. C'est en tout cas dans ce sens qu'on comprend la politique et le sacré.

III.- Machiavel et l'idée de démocratie

De son origine grecque *dêmos* qui signifie « peuple » et *kratein* (gouverner)¹, la démocratie est comprise comme un type d'organisation politique dans laquelle c'est le peuple, c'est-à-dire l'ensemble des citoyens sans distinction de naissance, de richesse ou de compétence, qui détient, ou qui contrôle le pouvoir politique. Elle est d'abord une forme de gouvernement. On peut distinguer la démocratie directe (comme l'était Athènes au V^{ème} siècle avant Jésus-Christ) et la démocratie représentative, où le peuple gouverne par le truchement de représentants élus ou désignés (le cas des démocraties parlementaires modernes).

En effet, si le mot démocratie renvoie aussi à une théorie de la souveraineté, selon laquelle l'autorité politique a son fondement dans le libre pouvoir qu'a chaque homme de se gouverner lui-même, le secrétaire florentin n'admet pas une telle autorité. Nous l'avons vu, il a parlé longuement dans sa philosophie politique de peuple et de la liberté des peuples, mais il n'a jamais pensé que le pouvoir doit appartenir au peuple. Toutefois, il souhaite que le prince en exercice doit être en accord avec le peuple. C'est pourquoi il a écrit :

« Ainsi quiconque devient prince par la faveur du peuple, doit se maintenir en amitié, ce qui lui sera facile, le peuple ne demandant pas qu'à n'être pas opprimé. Mais qui devient prince contre le peuple, devient prince par la faveur des grands, doit avant toute autre chose, chercher à se gagner le peuple, ce qui sera facile quand il le prend sous sa protection »².

¹ Elisabeth Clément, Démonque Chantal, *La pratique de la philosophie de A à Z*, p. 102.

² Machiavel, *Le prince*, chap. IX, p. 96.

La meilleure forteresse qui soit est de n'être pas haï du peuple : car encore que nous ayons les forteresses, que le peuple ait en haine, elles ne nous sauvent pas.

Certes, Machiavel préfère que le peuple soit gouverné par un prince, car tous les hommes sont en majorité bêtes et méchants. C'est pour cela qu'il dit dans le *Prince* :

« Il est beaucoup plus sûr d'être craint qu'aimé... car on peut dire généralement une chose de tous les hommes qu'ils sont ingrats, changeants et dissimulés »¹.

Il le répète dans les *Discours* :

« Quiconque veut fonder un Etat et lui donner des lois doit supposer d'avance les hommes méchants »².

La démocratie populaire ne va prendre un élan très remarquable qu'avec la montée d'une nouvelle conception de la nature de l'homme affirmant le contraire, et supposant en même temps la notion des droits naturels de l'homme.

En outre, Rousseau, qui est le grand représentant de la démocratie populaire, croit que la société politique naît d'un contrat social au terme duquel le seul souverain légitime possible est le peuple. C'est-à-dire l'ensemble des citoyens votant les lois (expression de la volonté générale) acceptent de s'y soumettre. En détail, le peuple souverain, n'est pas une multitude, un simple agrégat d'individus, c'est une association dans laquelle les relations de fait cèdent la place à des relations de droit. En ce sens, précise Alain Renault :

« Dans une démocratie, les citoyens sont les auteurs des normes qui régissent leur existence sociale et politique : les pratiques dans lesquelles ils s'engagent doivent ainsi être considérées comme le fruit de leur coopération, et non comme le résultat d'une simple coordination des actions des individus isolés »³.

¹ Machiavel, *Le prince*, chap. XVII, pp. 124 - 125.

² Machiavel, *Discours sur la première décade de Tite-Live*, p. 380.

³ Alain Renault, *Les philosophies politiques contemporaines*, p. 250.

Ainsi se trouve constitué un « corps moral et collectif » qui se substitue à l'Etat de nature et dans lequel sont réalisées la liberté et l'égalité véritable. La liberté, car dans le pacte social, chacun s'unissant à tous, n'obéit pourtant qu'à lui-même et reste aussi libre qu'auparavant » et « l'obéissance à la loi qu'on s'est prescrite est liberté ». L'égalité, car « au lieu de détruire l'égalité naturelle, le pacte fondamental substitue une égalité morale et légitime à ce que la nature avait pu mettre d'inégalité morale physique entre les hommes » de sorte que « pouvant être inégaux en force et en génie, ils deviennent tous égaux par convention et de droit »

Cet « être collectif », cette « personne publique » ainsi constituée par le contrat, est le vrai souverain, et sa souveraineté est à la fois :

- inaliénable, car cet être collectif ne peut être représenté que par lui-même ; d'où le rejet du gouvernement représentatif ;

- indivisible, car ce corps social est celui du peuple pris comme un tout ; d'où rejet de la séparation des pouvoirs ;

- infaillible, car la volonté générale ne peut errer, car pour être vraiment générale, elle exige que l'individu fasse abstraction de son point de vue propre et se place à celui de « l'intérêt commun » ;

- absolue enfin, car le pacte social donne au corps collectif un pouvoir illimité sur ses membres, tout comme la nature le donne à l'homme sur les siens. Tout au plus, Rousseau formule-t-il cette réserve que le pouvoir doit toujours procéder par disposition générale, c'est-à-dire que la loi doit « considérer les sujets en corps et les actions comme abstraites, jamais un homme comme individu ni une action comme particulière ». Car ce que chacun aliène par le pacte, c'est seulement la part de sa puissance, de ses biens et de ses droits.

Mais la démocratie ne réapparaît pleinement que lorsque Rousseau, dans le *Contrat social*, affirme que la justice peut être atteinte dans une égalité civile qui suppose que chacun commence par renoncer à ses droits naturels pour accéder à un véritable statut politique. La démocratie, malgré ce qu'on a souvent dit de l'influence de Rousseau sur la Révolution française de l'individualisme triomphant de la déclaration des droits de l'homme et du

citoyen qui revendique comme « droit naturel » la liberté, la propriété et la résistance à l'oppression, est considérée comme autoritaire, car Rousseau n'hésite pas à dire que : quiconque refusera d'obéir à la volonté générale y sera contraint par tout le corps et il manifeste sa défiance à l'égard de la démocratie pure.

Mais déjà, Tocqueville, dans la seconde partie de la *Démocratie en Amérique* (1840), perçoit que la forme de ce régime n'est pas valable. Ce qu'il appelle démocratie, c'est la relative égalité qui règne entre les citoyens. Et la démocratie ainsi conçue, pense-t-il, s'accommode très bien du despotisme, tout en reconnaissant dans les mouvements démocratiques, définis comme le « développent graduel de l'égalité des conditions », un fait providentiel, c'est-à-dire universel, durable et irrésistible. Il ne dissimule pas ses craintes à l'égard de cette centralisation croissante, de cette puissance des masses et cette « sorte de passion immense de l'esprit de tous sur l'intelligence de chacun », de cette idolâtrie du pouvoir aussi, qui caractérise les nation démocratiques.

Contrairement à Rousseau, Tocqueville voit le remède dans le développement de la liberté politique, des libertés locales et des associations libres, capables de faire contrepoids à la puissance de l'Etat moderne.

En bref, nous voyons ici se faire jour, au sein de la doctrine démocratique, une opposition entre la démocratie unitaire de type rousseauiste et la démocratie pluraliste qui souligne le rôle de ces associations secondaires face à l'Etat, comme condition essentielle de la liberté. En tout cas, c'est cette dernière forme de démocratie qui semble être appréciée et pratiquée par nos sociétés contemporaines. A travers le XX^{ème} siècle, ces deux modèles n'ont pas cessé de diviser les esprits. Les uns rêvent d'un régime où des citoyens égaux seraient fortement intégrés à la communauté politique, d'autres sont attachés au système qui laisse les citoyens s'occuper librement de leurs affaires, exprimer librement leurs pensées.

En revanche, d'après tout ce que nous avons dit tout au long de cette partie, nous croyons que Rousseau n'est pas dupe de son idée sur la démocratie, car il voit qu'elle est déchaînement des idées de l'homme. Or

Machiavel voit que les hommes sont tous méchants, à quoi bon leur donner une liberté totale comme celle de la démocratie ? Notons en prenant l'image de la navigation, qu'il faut un capitaine pour imposer une route, pour affronter les tempêtes, pour vaincre les ennemis et ramener le navire à bon port. Cela revient à l'idée de Machiavel qu'un président doit être à côté du peuple, mais les décisions finales doivent être prises par le prince, car il est le premier, le supérieur du peuple.

CONCLUSION

Au terme de notre réflexion, disons-le que nombreux sont les théoriciens politiques, partisans de la violence, qui voudraient sauver de cette manière l'avenir d'une société en se soumettant aux ordres d'un tyran.

Contrairement à de tels penseurs, Machiavel n'a jamais voulu prédire quelle serait la meilleure forme de gouvernement. Il sait bien que la nature d'un homme est d'être franche, mais il sait aussi, d'un autre côté, que l'homme est un être de passion supérieure à celle du particulier. Ainsi, pour mieux conserver le pouvoir politique, le prince ne doit pas se soumettre à tout prix à de quelconques principes moraux ou religieux. Sa passion de l'Etat doit dominer celle de ses sujets.

Par ailleurs, on a pu découvrir une conception bien définie de l'efficacité politique chez Machiavel : c'est le seul moyen qui permette aux dirigeants d'un Etat d'améliorer constamment leur position et de poursuivre la mise en place d'une société maîtrisée. Le prince qui ne compte que sur la force constructive, le courage et la ruse, aura un pouvoir étatique entre les mains d'un homme vaillant, malgré ces groupes divers qui s'opposent. Et, c'est cela qui permet la formation et le développement de générations nouvelles tournées vers une société libérée de l'oppression.

L'efficacité en politique exige donc la possession d'une force effective. Tout doit, selon Machiavel, être sûrement calculé, justifié selon

la raison d'Etat au profit de l'intérêt général. Cette force doit aussi être apte à réconcilier les conflits et les désaccords et à les résoudre intelligemment pour favoriser la soumission et le consentement unitaire.

En effet, au cours de ces dernières années, des changements sensibles se sont produits dans la communauté comorienne, et l'on a pu voir notamment des tensions entre forces séparatistes qui se réclament d'idéaux opposés. Il y a par exemple la volonté de retour sous la domination française, plutôt que sous la domination du président qui était à cette époque, M. Taki Abdoul Karim ; ou encore la revendication de l'autonomie ou de la décentralisation du pouvoir politique.

Vus sous cet angle, les Comoriens, au lieu de chercher à construire un bel avenir et de s'unir pour le défendre, se sont plutôt préparés à l'enterrer. Ils se sont affrontés de diverses façons.

Pour récapituler, en jetant un coup d'œil dans l'histoire, personne n'a semblé croire au début que l'accession du président Taki au pouvoir serait susceptible d'apporter au départ des changements significatifs dans la politique et la situation commune. Taki a été élu démocratiquement, et tous les Comoriens s'attendaient à avoir un rédempteur en lui. Or, pour monopoliser le pouvoir, il n'a pas choisi d'autre solution que d'intégrer des rebelles dans son gouvernement.

On peut néanmoins se persuader que le caractère « totalitaire » d'une intervention de l'Etat peut toujours jouer un rôle, soit positif, soit négatif, sur la scène politique, selon *Le Prince*. D'après Machiavel, le prince, dans la pratique, doit user de la ruse et de la force. De plus, il doit être un homme de stratégie pour savoir tromper le peuple, afin d'asseoir son pouvoir. S'il n'a pas ces qualités, le prince court à sa ruine, car la violence risque de l'emporter là où on cherche un Etat de droit.

Puisque le changement qui s'est produit dans l'atmosphère politique comorienne a montré que les grands problèmes politiques ont été mal résolus, la conséquence a été l'apparition du mouvement séparatiste ; car, les Comoriens qui se disent de même sang, de même religion, à notre avis, nous semblent s'être entendus pour enterrer l'unité nationale. La masse

paysanne anjouanaise a cherché à affirmer ses droits politiques et économiques au sein du régime du président Taki, en s'engageant dans la voie du séparatisme. La gauche, quant à elle, a reconnu un accroissement de la liberté des paysans, un accroissement qui n'a apporté qu'un maigre avantage en échange d'une menace pour la liberté de chaque citoyen.

La révolution qui a triomphé aux Comores a certes mis fin aux spéculations politiques des intellectuels pour qui l'idéologie doit justifier toute action. Mais nous avons constaté que quand l'idéal des séparatistes a été atteint, les poussées revendicatrices se sont apaisées, les coups d'Etat n'ont pas cessé et, à la suite de cela, la société s'est sentie abandonnée par ses dirigeants.

Nous allons conclure en disant que les divergences d'opinions existent. Les Anjouanais luttent contre le régime constitutionnel pour faire disparaître le statut comorien actuel, c'après Seymour Martinlipset :

« Ceux qui annoncent la fin d'une politique de classe dans la société montante ne semblent tenir aucun compte du caractère mouvant et relatif des critères de séparation de classes »¹.

Ce sont les problèmes socio-économiques comoriens, tels que le bas niveau de développement et l'irrégularité dans le paiement des salaires, l'insécurité, la non satisfaction des besoins essentiels qui ont été à l'origine de la dégénérescence de la politique comorienne. Il en est de même de la pratique de l'injustice, des arrestations arbitraires ou des violences de toutes sortes.

On peut notamment citer la question des personnes qui se sont scandaleusement enrichies en pillant la nation, mais aussi des moins aisées qui ont dû continuer à subir éternellement l'oppression des autres. Les pauvres ont cherché à résoudre ces problèmes par l'emploi de la force non calculée, d'où l'échec pour tous les Comoriens, les Comores ont perdu leur unité.

¹ Seymour Martinlipset, *L'homme et la politique*, p. 244.

A la suite de Machiavel, nous pensons malgré qu'une politique efficace exige une certaine capacité à manier la force. Seul un vrai prince, pratiquant celle-ci avec prudence et avec astuce, sera susceptible de réussir en exerçant un pouvoir politique qui contribuera avec succès à l'avènement du « bien du peuple ».

BIBLIOGRAPHIE

I.- OUVRAGES DE L'AUTEUR

- 1.- *Discours sur la première décade de Tite-Live*, Paris : Flammarion, 1990, 507 p.
- 2.- *Le Prince*, L'Anti-Machiavel, France, 247 p.
- 3.- *Le Prince*, Paris, Librairie générale française, Paris, 2000, 192 p.
- 4.- *Le Prince*, Traduction et commentaire de Catherine Roux Lehman, édition pédagogique moderne, 1980, 190 p.
- 5.- *Œuvres complètes*, Introduction par Jean Giono, texte présenté par Edmond Barinco, Paris, Editions Gallimard, 1952, 1642 p.

II.- OUVRAGES SUR L'AUTEUR

- 6.- ALBUQUERQUE (de Martin), *Machiavel*, Lisbonne, 1974, 478 p.
- 7.- ARON (Raymond), *Machiavel et les tyrannies modernes*, Paris, 1995, 580 p.
- 8.- BARINCO (Edmond), *Machiavel par lui-même*, Paris, Seuil, 1957, 192 p.
- 9.- D'ALLONE (Myriam Revault), *Machiavel dans la révolution française*, Paris, Cahier Bernard, 1987, 612 p.
- 10.- DUVERNOY (Jean-François), *Pour connaître Machiavel*, Paris, Bordas, 1986, 287 p.
- 11.- FICHTE, *Machiavel et les autres écrits philosophiques et politiques*, Paris, Payot, 1981, 378 p.

- 12.- FOURNEL (Jean-Louis), *Le laboratoire Florentin*, Paris, P.U.F., 2000, 319 p.
- 13.- LEFORT (Claude), *Le travail de l'œuvre Machiavel*, Paris, Gallimard, 1986, 782 p.
- 14.- MERLEAU-PONTY (Maurice), *Notes sur Machiavel*, Paris, Gallimard, 1965, 315 p.
- 15.- NAIR (Sami), *Machiavel et Marx*, Paris, PIU.F., 1984, 240 p.
- 16.- ROUSSEAU (Claude), *Profil d'une œuvre: Le Prince Machiavel*, Paris, Edition Hatier, 1978, 79 p.
- 17.- VEYNE (Paul), *Le Prince et les autres textes*, Paris, Gallimard, 1980, 480 p.
- 18.- WILK (Casten Lorenz), *L'Anti-Machiavélisme de la Renaissance à la lumière*, Paris, Art, 1997, 511 p.

III.- OUVRAGES SECONDAIRES

- 19.- ARVON (Henri), *L'anarchisme au XX^e siècle*, Paris, P.U.F., 1970, 237 p.
- 20.- BALADUR (Clair), BEAUPRIS (Bernadette), *Géographie*, Paris, Editions Nathan, 1980, 114 p.
- 21.- BATAILLE (Georges), *L'érotisme*, Paris, Editions de Minuit, 1957, 386 p.
- 22.- BENALI (Damir), *Approche historique des structures administratives des Comores*, Paris, 1989, 287 p.

- 23.- BINTY (Mady), *La révision et l'élaboration constitutionnelle aux Comores*, Paris, 1995, 80 p.
- 24.- CONTE (Arthur), *Les dictateurs du XX^e siècle*, Paris, Editions Robert Laffont, 1984, 524 p.
- 25.- DENIS (Henri), *Histoire de la pensée économique*, Paris, P.U.F., 1965, 67 p.
- 26.- FAVOREU, *L'accession des Comores à l'indépendance*, Documents, Paris, 1975, vol. VIII, 428 p.
- 27.- GRAWITZ (Madeleine), LECA (Jean), *Traité de science politique*, Paris, Editions P.U.F., 1985, 713 p.
- 28.- HANNAH (Arendt), *Les origines du totalitarisme*, Paris, Gallimard, 1951, 935 p.
- 29.- HOBBS (Thomas), *La nature humaine*, Paris, P.U.F., 1971, 128 p.
- 30.- HORKHIMER (Marx), *Les débuts de la philosophie bourgeoise*, Paris, Payot, 1974, 579 p.
- 31.- KINOT (François), *Philosophie moderne*, Paris, France Loisirs, 2000, 665 p.
- 32.- KOSIK (Koneth), *La dialectique du concret*, Paris, Maspero, 1970, 410 p.
- 33.- LAVAUX (Philippe), *Les grandes démocraties contemporaines*, Paris, P.U.F., 1990, 713 p.
- 34.- MARCHAL (Alain), HUBERT-COURNE (Christine), *Philosophie Terminales*, L, ES, S, Paris, Editions Magnard, 2001, 607 p.

- 35.- MARTINLIPSET (Seymour), *L'homme et la politique*, Paris, Les Editions internationales, 1970, 242 p.
- 36.- MAURICE (Pierre), *La position de la France et de la communauté internationale à l'égard des îles Comores*, Paris, 1999, Volume 16, 456 p.
- 37.- MAURICHERE (Bernard), *Philosophes et philosophie*, Paris, Editions Nathan, 1992, 544 p.
- 38.- PERRI (Pascal), *Comores, les nouveaux mercenaires*, Paris, L'Harmattan, 1994, 175 p.
- 39.- PLATON, *La République*, Introduction, traductions et notes par Baccou (Robert), Paris, Garnier Frères, 1966, 505 p.
- 40.- POLIN (Claude), *L'esprit totalitaire*, Paris, Editions Sirex, 1977, 363 p.
- 41.- RENAULT (Alain), *Les philosophes politiques contemporains*, Paris, Calmann, Levy, 1999, tome 5, 500 p.
- 42.- WEBER (Marx), *Le savant et la politique*, Paris, Plon, 1959, 192 p.
- 43.- WUNEMBERGER (Jean Jacques), *Le sacré*, Paris, P.U.F., 1981, 468 p.

IV.- DICTIONNAIRES PHILOSOPHIQUES

- 44.- *Dictionnaire des œuvres politiques*, Paris, P.U.F., 1995, 1319 p.

45.- DUROZOI (Gérard) et ROUSSEL (André), *Dictionnaire philosophique*, Paris, Editions Nathan, 1990, 367 p.

46.- ELISABETH (Clément), CHANTAL (Demonque), *Pratique de la philosophie de A à Z*, Paris, Editions Hatier, 2000, 479 p.

V.- NAVIGATION

Moteurs de recherches :

1.- <http://www.google.com>

2.- <http://www.yahoo.fr>

VI.- JOURNAUX

1.- *Al-Watwan*, hebdomadaire n° 5 du 7 janvier 2002, 20 p.

2.- *Al-Watwan*, hebdomadaire n° 30 du 15 au 20 mai 1996, 10 p.

3.- *Al-Watwan*, hebdomadaire n° 50 du 25 janvier 2000, 15 p.

4.- *L'Archipel*, n° 233 du 5 avril 2008, 13 p.

INDEX

NOMS COMMUNS ET ADJECTIFS

= A =

action historique.....	18, 39
action politique.....	6, 7, 17, 20, 32, 37, 38, 39, 83, 88, 94
actions humaines	83, 95
adversité	14, 15, 24
affaires humaines.....	95, 96, 99
affaires politiques.....	6, 12, 36, 68, 73, 79
alizés	43
ambassadeurs	15
ambiguïtés	39, 41
amitié.....	104
anaclyose	8
anarchie	49, 99
<i>anda</i>	64
<i>Andiloun</i>	92
antagonismes sociaux	26
anthologie machiavélique.....	12, 15, 16
anthropologie politique	77
<i>Anti-Machiavel</i>	69
Antiquité	5, 7, 84, 86
anti-religion	35
apparence.....	27, 86, 103
apparences.....	82, 89
appauvrissement.....	60
aristocratie.....	8, 20
armée.....	15, 24, 26, 28, 45, 47, 53, 62, 63
armées auxiliaires tanzaniennes	63
armes	35, 81, 87, 94
art de la guerre	80
arts.....	77
astres	82
astrologues	64
athées	35
augustinisme politique.....	102
autonomie.....	46, 49, 60, 64, 81, 98, 102, 111
autorité.....	10, 21, 35, 41, 46, 71, 78, 82, 85, 86, 100, 101, 104
avant-garde	19

= B =

barbarisme.....	81, 90
bestialité.....	6
bêtes.....	16, 105
blasphème	101
bonheur	5, 9, 73, 88
bonne foi.....	13
bonne gouvernance	73
bonnes lois	33
bourgeois.....	29, 64
boussole	38

= **C** =

caprices.....	15
centralisation	19, 66, 107
chance	13, 61, 62, 68, 69, 71, 95
charisme	24
chômage	66
christianisme.....	35, 102, 103
ciel	12, 89, 92
circonstances	23, 24, 37, 39, 47, 48, 64, 94, 95, 97, 98
cité idéale.....	8, 9
citoyens	6, 15, 21, 24, 26, 30, 58, 75, 76, 104, 105, 107
classes dirigeantes.....	18, 26
coclaranthe	43
cohésion du groupe.....	101
colère	35, 66, 70, 97
combat.....	15, 31, 78
compétence	104
complot.....	29
comportement	13, 37, 71
condamnation...	30, 33, 34, 35, 101
condition humaine.....	96
conditions favorables.....	95
conduite humaine	18
confiance.....	34, 44, 70, 86, 89
conflits	18, 39, 51, 67, 111
conjoncture.....	13
consentement unitaire.....	111
conservation	6, 17, 19, 31, 32, 34, 41, 61, 93
conservation du pouvoir	6, 17, 31, 32, 41, 93

conspiration.....	75
constitution	9, 18, 21, 25, 41, 44, 45, 46, 54, 57, 65, 66, 79
constructions scolaires.....	60
consuls.....	23
convention.....	20, 21, 106
convention nationale.....	20
<i>Coran</i>	66
corps moral et collectif.....	105
corps politique.....	101
corps social.....	20, 106
coup d'Etat	21, 44, 46, 52, 56, 61, 62, 65, 69, 93
coups d'Etat	10, 26, 44, 46, 50, 112
courage.....	8, 14, 15, 95, 110
coutume.....	92
coutumes.....	94
crédibilité	9
crétacé.....	43
crimes.....	9, 37, 101
crise économique	26
croissants.....	28
cruauté.....	13, 20, 38, 39, 74, 100
cynisme	21, 36, 40

= **D** =

décadence.....	73, 78
décentralisation.....	111
découverte scientifique.....	81
défaveur	12
délateurs.....	34
délits	35
démagogie.....	41

démocratie8, 19, 24, 31, 44, 45,
52, 64, 104, 105, 106, 107
démocratie représentative 104
démocraties parlementaires
modernes 104
déportations 22
désacralisation 83
désordre 66, 76, 94
despotisme 28, 107
déstabilisation machiavélique ... 40
destin 40, 74, 102
destins 12
dictateur21, 23, 24, 25, 27, 30, 44,
61, 63, 64, 65
dictateurs africains 21
dictateurs machiavéliques 60
dictature nationaliste 25
dictature révolutionnaire 25
dignité 14, 15, 102
digues 97
directoire 53
distillerie de plantes à parfum ... 60
doctrine7, 8, 19, 30, 31, 34, 82,
83, 99, 101, 103, 107
dogmes 30, 68, 79
domination7, 17, 18, 19, 25, 28,
32, 33, 67, 70, 83, 111
domination éthique 18
douceurs 13
droit 106
droit divin 30, 31, 35, 92
droits naturels 105, 106

= E =

eau potable 59
économie 19, 37, 77
écritures saintes 30
éducation 15, 33, 85, 103
efficacité 6, 7, 80, 110
égalité civile 106
Eglise6, 26, 28, 30, 31, 35, 82,
101, 102, 103
Eglises 29
élection présidentielle45, 46, 54,
57
élite 18, 19, 20, 89
élites17, 18, 19, 20, 27, 30, 31, 32,
33, 41
émeutes 50, 52
Empire 15
ennemis 17, 108
environnement 70, 71
épidémie 35
esclavage 74
esprit moderne 81
Etat idéal 8
Etats autoritaires 17, 18
Etats héréditaires 92

= F =

F.N.U. 61
faiblesses 39, 89
fantaisie 13, 78
fantaisies 13
félicité terrestre 35

fidélité71
figure du prince85, 86, 88, 94
finalité sociale..... 100
flatterie.....79
foi..... 15, 34, 35, 87
force5, 6, 7, 9, 12, 16, 22, 24, 35,
39, 53, 58, 68, 69, 70, 77, 80,
86, 87, 88, 89, 90, 96, 97, 106,
110, 111, 112, 113
formes de gouvernements91
forteresses..... 104
fortuna.....37, 40, 95, 97
fortune... 14, 15, 80, 87, 95, 96, 97
Front Démocratique.....62

= G =

gendarme.....68
générosité chrétienne35
glaive de l'autorité spirituelle....98
gloire..... 74, 87
goût..... 13, 40, 69
gouvernement dictatorial.....26
gouvernement fédéral48
Grande Terreur21
guerre23, 26, 27, 75, 76, 80, 81,
88, 90
guerre froide27

= H =

haine..... 104
hasard 12, 40, 68, 69, 91
hégémonie politique.....93
héliocentrisme.....82

histoire8, 9, 17, 20, 21, 26, 31, 34,
39, 41, 58, 60, 66, 77, 79, 83,
90, 91, 92, 100, 103, 111
historiographe..... 75
homologation..... 57
honnêteté71, 77
honneur16, 36
humanisme..... 39, 40, 41, 77
humanité9, 10, 13, 31, 40, 74, 87,
102, 103
hypocrisie..... 10

= I =

idéal chrétien.....103
idéologie 27, 66, 112
ignominie 74
ignorance 67
image6, 15, 36, 38, 46, 74, 77, 86,
89, 96, 107
immoralisme36, 41
impératifs hypothétiques..... 18
impiété..... 13
impopularité..... 65
incarnation historique..... 39
incertitude 39
indépendance44, 50, 51, 52, 54,
60, 61
infidélité..... 35
infortune 14
inhumanité10, 38
insécurité112
instabilité gouvernementale46, 48,
49
instabilité politique..... 7, 9, 46, 60

installations portuaires et aéroportuaires	60
institution	16, 29, 44, 67, 70, 98
institutions	9, 14, 16, 21, 22, 25, 27, 29, 41, 49, 54, 56, 65, 67, 70, 90, 91, 101, 103
insurrection	26
intégrité de son territoire	75
intellectualité	95
intentionnalité	40
intérêt commun	106
irrégularité	112
islam	44, 45, 92

= J =

jeunesse	29
juif	29
juntas militaires	27

= K =

koulaks	27
---------------	----

= L =

lâcheté	14
leader	28, 48, 62
leaders	48, 74
légalité	19
légitimation charismatique	19
légitimité	24, 92
libérateur	74

liberté	24, 31, 33, 35, 40, 59, 67, 71, 75, 94, 96, 102, 104, 105, 106, 107, 112
libre arbitre	96
lieutenant	101
lion	6, 9, 16, 88
logique	19
loi de la jungle	59
loi divine	35
lois	9, 16, 30, 33, 35, 79, 82, 86, 96, 105
louanges	12
loups	16
lunettes	82

= M =

machiavélien	19, 35, 40, 63, 86, 87
machiavélique	9, 19, 21, 28, 30, 32, 33, 36, 77, 88
machiavélisme	10, 17, 19, 20, 21, 22, 25, 31, 33, 34, 35, 36, 40, 41
machiavélisme honteux	34
machiavélisme politique	10, 17, 21, 22, 25, 31
maffia internationale	59
magistrature	23, 64
mains de fer	31, 60
mal	5, 8, 9, 13, 16, 38, 47, 52, 69, 70, 71, 75, 78, 86, 87, 90, 93, 111
maladies tropicales endémiques	60
masse	18, 28, 32, 111
mauvais versant	19
maximes	38

méchanceté humaine..... 9, 103
méchants 86, 105, 107
médiation 54, 55
meilleur régime 37
mensonge 10, 79
mercenaires 10, 44, 45, 46, 47, 50,
51, 52, 57, 61, 62, 63, 65, 74
mérite..... 8, 82, 95
métaphysique 96
méthode expérimentale 81
minorités nationales..... 28
miracle 96
modernité 83
moment historique 37
monarchie héréditaire 92, 93
monarchies 92, 93, 94, 101
monarque 30
monarque héréditaire 93
monde sécularisé 101
monisme 27
monopole idéologique 28, 29
morale 5, 6, 7, 20, 33, 36, 38, 39,
40, 88, 98, 100, 103, 106
moralisme 39, 41
moralité..... 89
mort 24, 44, 46, 48, 50, 61, 64, 68,
76, 77, 92, 100, 102
mousson..... 43
Moyen Age 6, 84, 98, 102
moyens tyranniques..... 32
multipartisme 94
mutabilité..... 95, 97

= N =

narcotrafiquants 59
nation 26, 64, 76, 78, 87, 107, 112
nature 7, 8, 13, 16, 18, 22, 35, 80,
81, 82, 83, 89, 91, 94, 96, 97,
98, 105, 106, 110
nazisme 30

= O =

obéissance 29, 35, 70, 101, 106
oligarchie..... 8
opposants..... 17, 21, 25, 28, 80
opposition 29, 46, 47, 48, 56, 57,
64, 65, 89, 107
oppression ... 28, 65, 106, 110, 112
optimiste 41, 88
ordonnances 16, 65
ordre public 35, 80, 100
organisations maffieuses..... 59

= P =

paix 5, 6, 14, 20, 30, 31, 47, 76,
81, 89, 94
paradis 66
parlement fédéral bicaméral 45
parole divine 30
parti communiste..... 27
parti unique..... 24, 27, 28, 62
particularisme 51
patrie 37, 74, 76, 100
paysans 28, 103, 112

perfidie.....	13, 17, 20	prédécesseurs.....	92
persévérance.....	71	première guerre mondiale.....	26
pessimiste.....	41	principes.....	7, 10, 20, 29, 30, 32, 80, 82, 92, 110
petits bourgeois.....	29	promesses.....	89
peuple.....	6, 9, 20, 21, 22, 24, 26, 33, 35, 41, 43, 53, 59, 61, 62, 64, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 76, 78, 80, 86, 88, 89, 93, 94, 100, 104, 105, 106, 108, 111, 113	propagande.....	19, 24, 28
philosophie.....	10, 12, 20, 31, 36, 38, 40, 81, 83, 98, 100, 102, 103, 104	prospérité.....	12, 14, 15
philosophie politique.....	10, 20, 36, 38, 100, 102, 103, 104	prudence.....	35, 40, 80, 86, 113
physique.....	81, 82, 83, 84, 106	prudent.....	6, 36, 86, 93
pitié.....	35, 103	psychologie.....	82, 83
plébiscite.....	19, 24		
PNUD.....	52	= R =	
poignard.....	83	rapports de pouvoir.....	18
politique déloyale.....	10	rébellion.....	31, 52, 53
politique démocratique.....	19	réconciliation nationale.....	45, 46, 56
politique émancipatrice.....	71	rédempteur.....	16, 74, 111
politique machiavélienne.....	33, 36	référendum.....	46, 47, 54, 56, 62
politique machiavélique.....	19, 21	régime autoritaire.....	23
politique papale.....	75	régime héréditaire.....	92
population comorienne.....	9, 43	régime idéal.....	9
pouvoir autocratique et machiavélique.....	61	régime iranien.....	27
pouvoir dictatorial.....	23	régime marxiste.....	52
pouvoir machiavélique.....	9	régimes démocratiques.....	19
pouvoir politique.....	6, 8, 10, 17, 22, 58, 94, 104, 110, 111, 113	régimes dictatoriaux.....	9, 24, 25, 26
pouvoirs autoritaires.....	21, 22, 26, 31, 60	régimes machiavéliques.....	22
précepte divin.....	35	régimes politiques.....	8, 18, 27
		religion.....	6, 7, 13, 34, 45, 46, 68, 79, 82, 87, 92, 98, 100, 102, 103, 111
		religion chrétienne.....	35
		Renaissance.....	5, 7, 83, 86, 103
		renard.....	6, 9, 16, 68, 79, 88, 89
		répression.....	25, 62
		républicain.....	78, 79, 100

Républiques 7, 14, 79
responsabilité 58, 80
résultat..... 37, 88, 105
rets 16
réussite 6, 35
révolte 9, 52, 93, 103
révolution comorienne 47
Révolution française 106
révolution par en haut..... 19
rigorisme chrétien..... 34
roi..... 6, 15, 30, 92, 93, 101
route du pétrole 48
royauté 8, 16
ruse 5, 6, 7, 10, 16, 17, 18, 66, 68,
79, 80, 81, 85, 93, 110, 111
ruses 15

= S =

sagesse 8, 16, 96
salaires 66, 112
salut..... 20, 25, 56, 73, 74, 98, 102
sauveur..... 7, 74
science historique 89
science inductive 18, 83
science politique positive 38
sécession 48, 51, 54, 56, 61, 63, 66
sécessionnistes..... 48
séduction 10
Sénat 23
sentiment national 58
séparation des pouvoirs..... 106
séparatisme..... 53, 59, 66, 112
séparatistes 46, 48, 52, 53, 54, 55,
56, 60, 111, 112

shaafi 44
socialisation..... 100
société idéale..... 8
soleil 81, 82, 89, 93
sorciers 64
souveraineté 30, 31, 47, 101, 104,
106
stabilité 30, 44, 54, 55, 75, 94, 100
stratégie..... 17, 18, 19, 111
succès..... 68
succession 92
système policier 28
système totalitaire 28

= T =

talent..... 8, 16, 95
techniques de domination..... 19
tensions séparatistes..... 53
terreur..... 21, 28, 29, 31, 41
terreur..... 21
théologie 81, 102
théoriciens politiques..... 110
théorie aristotélicienne..... 103
théorie du cycle..... 91
théorie politique..... 73
tiers-monde..... 25
tortures..... 25, 59, 62, 69, 70
totalitarisme..... 27, 28, 29
tradition..... 26, 38, 65, 84, 86, 93
tradition chrétienne 84, 86
trahison..... 34
transparence 71
tribunal 21
tromperie 17, 78

tromperies.....	15
tyran.....	87, 110
tyrannie.....	8, 24, 28, 33, 99
tyrans.....	18, 20, 21

= U =

<i>udzima</i>	45
unité italienne.....	100
usine sucrière.....	60
utopies.....	8

= V =

vainqueur.....	15
valeurs.....	40
vérité.....	29
vérité effective.....	38
vérités apodictiques.....	82
verticalité.....	101
vertu.....	20, 21, 35, 57, 80
violence.....	5, 6, 10, 18, 22, 23, 24, 25, 28, 97, 110, 111
violences.....	62, 112
<i>virtù</i>	14, 15, 20, 21, 40, 95, 96
volcan.....	43
volonté.....	7, 26, 37, 58, 60, 96, 105, 106, 111

= Z =

zone grise.....	59
-----------------	----

**NOMS PROPRES DE
PERSONNES**

= A =

Abdallah	21, 25, 44, 46, 47, 48, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 61, 62, 63, 64, 66
Abdérémane	56
Abdou	46, 53
Abeid	56, 69
Ahmed Abdallah Abderemane	21, 44, 46, 50, 61
Albuquerque	34, 35
Alexandre	86
Allah	66
Althusser	90
Anjouanais	48, 52, 53, 54, 55, 64, 66, 112
Annibal	13, 14
Antiochus	14
Arendt	27, 28, 30
Aristote	82, 100
Aron	17, 18, 19, 27, 32, 33
Assoumani	46, 49, 56, 57, 67
Auguste	20
Azali	46, 49, 56, 57, 59, 67, 74

= B =

Bacar	46, 58, 59, 67, 69
Bacon	83

Bataille	101
Béla Keen	26
Belela	53
Birmans	67
Borgia	99

= C =

Caabi el-Yachourtu	45, 55
César Borgia	75, 77, 99
Combo Ayouba	66
Comoriens	44, 47, 48, 51, 52, 55, 71, 74, 76, 111, 112
Copernic	7, 81, 82, 83

= D =

Dante Alighieri	102
Dar-Najah	59
Denard	10, 44, 45, 47, 48, 61, 62, 64, 74
Denis	102
Dieu	30, 34, 92, 96, 101
Djohar	44, 45, 64, 65, 66, 90
Djoussouf	48, 52, 56
Duvernoy	12, 13, 14, 77, 83

= E =

Elbak	46
Erasme	102
Etrusques	23

= F =

Fazul46
Florentin.....20, 35, 37, 38, 39, 40
Florentins73
Fournel.....37
Friedrich.....27

= G =

Galilée.....82
Gioberti.....82
Grande-Comorien.....64
Grecs.....82

= H =

Hassan II.....92
Hazi.....52
Hitler.....26, 27
Horkheimer82, 83

= I =

Idi Amin21

= J =

Jaffar63
Juifs28
Jules César.....23
Julien79

= K =

Kamal.....57
Kandrani62
Kemal.....26
Kepler82
Khomeiny.....27, 29
Kivero26
Kosik.....83

= L =

Larcus.....23
Latins23
Laurent73, 79
Laurent II.....73
Lazzeri.....33
Lefort38, 39
Lipman70
Louis XIV93
Luther.....103

= M =

Macedo.....34
Macédoine.....87
Mahorais.....47, 51, 52, 60
Malgaches44
Mandela56
Mao Zedong.....27
Marc Aurèle87
Martinlipset112
Massoundi.....48
Mataba.....53

Médicis 73, 75, 79
Merleau-Ponty ... 36, 38, 39, 40, 41
Miterrand 45, 51
Mobutu 21, 61, 87, 93
Mohamed Cheikh 50
Mohamed VI 92
Mohéliens 52
Moïse 35
Moustoifa Saïd Cheik 62
Mouzaïr Abdallah 62
Mradabi 57

= N =

Nagybanya 26
Nasser 26

= P =

Philippe 87
Philippe III le Bel 101
Platon 8, 9, 102
Ptolémée 82

= R =

Rangoolam 56
Reich 27
Remy d'Orque 99
Renault 105
Rilsudski 26
Robespierre 20, 21
Romains 14, 15, 79
Rousseau 37, 68, 69, 105, 106, 107

= S =

Saddam Hussein 25
Saint Augustin 98, 102
Saint-Just 21
Saint-Marc 15
Salazar 26
Sambi 76
Sankara 64
Scipion 13, 15
Silva 34
Soilihi 44, 46, 47, 51, 61, 63, 64
Staline 27

= T =

Tacite 20
Taki 45, 48, 53, 54, 56, 65, 66,
111, 112
Tamou 45
Tibère 20
Tite-Live 14, 30, 75, 79, 83, 91,
99, 105
Tocqueville 107

= V =

Vénitiens 15
Vespasien 20

= W =

Weber 37
Weimar 27
Wilk 34, 35

Wunemburger 101

NOMS PROPRES DE LIEUX

= A =

Addis-Abeba.....	53, 55, 56
Afrique.....	21, 25, 26, 43, 44, 52, 55, 56
Allemagne	18, 26, 27, 28, 29
Allone.....	20
Amérique	26, 81, 107
Amérique du Sud.....	26
Anjouan.....	44, 46, 47, 48, 52, 53, 54, 55, 56, 59, 61, 64, 67, 68
Antananarivo.....	48
Athènes.....	104

= C =

Cannes.....	14
Carthage	14
Cesena.....	99
Chine	27
Chouani	64
Comores.....	9, 10, 21, 25, 41, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 65, 66, 67, 71, 74, 76, 90, 112

= E =

Egypte	26
--------------	----

Espagne.....	13, 26, 30, 99
Etats-Unis.....	27
Europe	7, 26, 103

= F =

Florence	75
Fomboni.....	44, 55
France.....	15, 21, 27, 30, 36, 47, 48, 51, 52, 53, 54, 55, 60, 61, 63, 93, 99, 101

= G =

Grande Comore.....	43, 44, 46, 48, 50, 52, 53, 57, 62
Grande-Comore	64, 67
Grèce.....	26

= H =

Hongrie	26
---------------	----

= I =

Irak.....	25
Italie.....	5, 8, 15, 16, 18, 26, 30, 31, 73, 74, 75, 77, 78, 79, 81, 87, 90, 91, 99, 103

= K =

Kartala	43
---------------	----

	Pretoria..... 56
= L =	
Ligue Arabe.....55	
= M =	
Madagascar..... 43, 55, 64	
Mahajanga..... 62, 64	
Maroc 61, 92	
Maurice.. 36, 40, 41, 53, 54, 55, 60	
Mawana..... 52, 53	
Mayotte.....47, 48, 51, 52, 59, 63	
Mdé64	
Metaxas26	
Mohéli44, 46, 48, 52, 53, 54, 55, 56, 74	
Moroni ... 43, 44, 49, 52, 53, 54, 55	
Mutsamudu 44, 52, 69	
= O =	
O.N.U..... 47, 52, 63	
O.U.A..... 54, 55, 56	
Occident 102	
océan Indien..... 43, 48, 55	
= P =	
Paris 54, 61, 63	
Pologne.....26	
Portugal26	
	= R =
	République de Florence.....7
	République fédérale islamique des Comores 46
	République Fédérale Islamique des Comores63, 65
	Réunion.....45, 65
	Romagne..... 99
	Rome 14, 15, 23, 75, 79
	= T =
	Tanzanie46, 55
	Turquie..... 26
	= U =
	Union des Comores.....58, 76
	U.R.S.S. 27, 28, 29
	Union Européenne.....52, 55
	Union Soviétique stalinienne 27
	= V =
	Venise.....14, 15
	= Z =
	Zanzibar..... 44

TABLE DES MATIERES

LA PRATIQUE MACHIAVELIQUE COMME APPROCHE DE LA POLITIQUE COMORIENNE	1
DEDICACE.....	2
REMERCIEMENTS.....	3
INTRODUCTION.....	4
PREMIERE PARTIE : QU'EST-CE QUE LE MACHIAVELISME POLITIQUE ?.....	11
CHAPITRE I : LA NOTION MACHIAVELIENNE.....	12
I.- Anthologie machiavélienne.....	12
II.- Machiavel et le machiavélisme	17
III.- Le machiavélisme dans l'histoire politique.....	20
CHAPITRE II : LES POUVOIRS MACHIAVELIQUES	23
I.- La dictature.....	23
II.- Le totalitarisme	27
1.- Le culte paroxystique du chef.....	28
2.- Le monopole idéologique.....	29
3.- Le contrôle de tous les moyens de pouvoir et de persuasion.....	29
4.- Le système policier et concentrationnaire	29
III.- La monarchie de droit divin.....	30
CHAPITRE III : L'ANTI-MACHIAVELISME POLITIQUE	32
I.- Machiavel contre le machiavélisme ?	32
II.- Le machiavélisme honteux.....	34
III.- Merleau-Ponty ou l'analyse politique au défi de l'inquiétude machiavélienne	36
1.- L'inquiétude machiavélienne.....	36
2.- « La note sur Machiavel ».....	39
DEUXIEME PARTIE : LE MACHIAVELISME POLITIQUE AUX COMORES	42

CHAPITRE I : SITUATION POLITIQUE AUX COMORES.....	43
I.- Territoire et population.....	43
II.- Institution et vie politique.....	44
III.- L'instabilité gouvernementale.....	46
CHAPITRE II : L'ECLATEMENT DE LA RFIC DEPUIS 1997 ET L'IRREDENTISME DE LA GRANDE-COMORE SUR LES TROIS AUTRES ILES DE L'ARCHIPEL.....	50
I.- L'instabilité chronique de la République fédérale.....	50
II.- Les efforts de médiation internationale.....	54
II.- Le processus de réconciliation nationale.....	56
CHAPITRE III : LES REGIMES ET LES DICTATEURS	58
I.- Pouvoirs autoritaires des îles Comores.....	58
II.- Les dictateurs machiavéliques des îles Comores	60
1.- Ahmed Abdallah Abderemane.....	61
2.- Ali Soilihi.....	62
3.- Saïd Mohamed Djohar.....	64
4.- Mohamed Taki Abdoul Karim.....	65
III.- Nécessité d'un pouvoir fort pour les dirigeants comoriens.....	67
 TROISIEME PARTIE : LA PHILOSOPHIE POLITIQUE DE MACHIAVEL.....	 72
CHAPITRE I : MACHIAVEL DANS SON TEMPS, TEMOINS ET ACTEURS	73
I.- Genèse et originalité de sa pensée	73
II.- Portée philosophique de ses écrits.....	77
III.- Une révolution à la Copernic.....	81
CHAPITRE II : LE REALISME POLITIQUE DE MACHIAVEL.....	85
I.- La figure du prince machiavélien.....	85
II.- Le cycle de gouvernements.....	89
III.- La mutabilité des affaires humaines	95
CHAPITRE III : NICOLAS MACHIAVEL ET LA POLITIQUE DE SON TEMPS.....	98
I.- Machiavel et l'idée de l'Etat	98
II.- La politique et le sacré.....	100
III.- Machiavel et l'idée de démocratie.....	104

CONCLUSION	109
BIBLIOGRAPHIE	114
I.- OUVRAGES DE L’AUTEUR	115
II.- OUVRAGES SUR L’AUTEUR	115
III.- OUVRAGES SECONDAIRES	116
IV.- DICTIONNAIRES PHILOSOPHIQUES	118
V.- NAVIGATION	119
VI.- JOURNAUX	119
INDEX	120
TABLE DES MATIERES	136